



UN LIBRARY

OCT 12 1973

UN/FA COLLECTION

RAPPORT
DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU FOND DES MERS ET DES OCÉANS
AU-DELÀ DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 21 (A/9021)

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

OCT 12 1973

UN75A COLLECTION

RAPPORT
DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU FOND DES MERS ET DES OCÉANS
AU-DELÀ DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 21 (A/9021)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appendices III et IV de l'annexe I, ainsi que l'annexe VI, figurent dans le volume II, l'appendice V de l'annexe II dans le volume III, l'appendice VI de l'annexe II dans le volume IV, l'appendice VII de l'annexe II dans le volume V et l'appendice VIII de l'annexe II dans le volume VI.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Volume I</u>	
I. INTRODUCTION	1
II. HISTORIQUE	2
III. TRAVAUX DU COMITE EN 1973	11
IV. RECOMMANDATIONS	15
 ANNEXES	
I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I	17
Appendices au rapport du Sous-Comité I :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité I	28
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité I	30
II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II	42
Appendices au rapport du Sous-Comité II :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1971	66
II. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1972	67
III. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1973	68
IV. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité II	72
III. RAPPORT DU SOUS-COMITE III	
Appendices au rapport du Sous-Comité III :	
I. Index des propositions soumises au Sous-Comité III de 1971 à 1973	116
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité III de 1971 à 1973	118
IV. LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE EN 1973	123
V. INDEX DES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DU COMITE EN 1973	125

TABLE DES MATIERES (suite)

Volume II

ANNEXES

VI. TEXTES DES PROJETS D'ARTICLES DE TRAITES, ETC., PRESENTES AU COMITE EN 1973

I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I :

Appendice III. Textes montrant les zones d'accord et de désaccord sur les points 1 et 2 du programme de travail du Sous-Comité

Appendice IV. Préambule d'un traité sur l'utilisation du fond des mers à des fins pacifiques

Volume III

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice V. Textes des propositions présentées au Sous-Comité II pendant ses sessions de 1973

Volume IV

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VI. Variantes présentées par les délégations

Volume V

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VII. Tableau comparatif provisoire des propositions, déclarations, documents de travail, etc., se rapportant aux sujets et questions renvoyés au Sous-Comité II

Volume VI

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VIII. Textes regroupés

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 3029 A (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972.

2. Comme les sessions qui font l'objet du présent rapport représentent la dernière phase des travaux préparatoires de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, le Comité a jugé bon pour situer les événements les plus récents dans leur perspective, de consacrer la première section de son rapport à un bref historique de ses travaux et de ceux du précédent Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

II. HISTORIQUE

3. La question des utilisations pacifiques du fond des mers au-delà des limites de la juridiction nationale a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1967. L'Assemblée générale a étudié la question à sa vingt-deuxième session et a adopté la résolution 2340 (XXII) qui créait un Comité spécial, composé de 35 Etats, pour étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale. Le Comité spécial a été prié d'établir une étude qui comprendrait un examen des activités passées et présentes de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux concernant le lit des mers et des océans ainsi que des accords internationaux en vigueur relatifs à ces domaines, un exposé des aspects scientifiques, techniques, économiques, juridiques et autres de cette question et une indication quant aux moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'exploitation du lit des mers et des océans ainsi que leur sous-sol, tels qu'ils sont visés dans les libellés de cette question, et de leurs ressources.

4. A sa première session tenue en mars 1968, le Comité spécial a créé deux groupes de travail pléniers traitant l'un des questions économiques et techniques et l'autre des aspects juridiques. Il a procédé par voie de consensus entre ses membres bien qu'aucune décision formelle n'ait été prise à cet effet.

5. Dans son rapport 1/, le Comité spécial a fait savoir à l'Assemblée que toutes les délégations étaient convenues que l'ensemble de la question nécessitait d'autres études et que l'Assemblée générale devait prendre à cet effet des dispositions de caractère institutionnel. Le rapport signalait en particulier que les délégations étaient favorables à l'idée de créer un comité permanent appelé à être le centre des études sur les divers aspects de la question. Le Comité spécial indiquait aussi qu'il s'était efforcé de parvenir à un accord sur un projet de déclaration de principes à soumettre à l'Assemblée générale. Le Comité n'a pas pu parvenir à un accord définitif sur ce point à la clôture de sa dernière session.

6. A sa vingt-troisième session, le 21 décembre 1968, l'Assemblée générale a adopté quatre résolutions [résolutions 2467 A, B, C et D (XXIII)] qui créaient le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale et énonçaient les grandes lignes de ses travaux futurs.

7. Le Comité, établi aux termes de la résolution 2467 A (XXIII), comprenait les représentants de 42 Etats Membres. A sa première session en 1969, le Comité a décidé d'organiser ses travaux essentiellement comme l'avait fait le Comité spécial, à cette différence près qu'un Sous-Comité juridique et un Sous-Comité économique et technique ont été créés pour remplacer les anciens groupes de travail du Comité spécial.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session (A/7230).

8. Aux trois sessions tenues cette année, comme l'indiquait le rapport à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale 2/, le Comité s'est occupé essentiellement des questions soulevées dans les résolutions 2467 A et C (XXIII) : élaboration de principes et de normes juridiques pour l'exploration et l'exploitation du fond des mers au-delà des limites de la juridiction nationale; et création d'un mécanisme international approprié pour favoriser cette exploration et cette exploitation au profit de l'humanité. Sur cette deuxième question, le Comité avait été saisi d'une étude préparée par le Secrétaire général 3/ en application de la résolution 2467 C (XXIII).

9. Le Comité a examiné une troisième question en 1969, à savoir l'utilisation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers au-delà des limites de la juridiction nationale. Il a été tenu dûment compte des négociations internationales en cours dans le domaine du désarmement, comme le demandait la résolution 2467 A (XXIII). A cet égard, un additif au rapport du Comité à l'Assemblée 4/ a été présenté en novembre 1969; il concernait les réunions qui avaient été consacrées à cette question.

10. Le Comité a continué de travailler en liaison étroite avec les institutions spécialisées et les organismes intergouvernementaux s'occupant des problèmes visés dans la résolution précitée.

11. En 1970, le Comité a travaillé activement à l'élaboration d'un projet de déclaration sur les principes devant régir le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale. Par la résolution 2574 B (XXIV), l'Assemblée générale a notamment demandé au Comité de hâter ses efforts en vue d'élaborer un énoncé complet et équilibré de principes susceptibles de favoriser la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de la zone. Le Comité n'a pas pu parvenir à un accord complet au moment de la présentation de son rapport à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale 5/. Cependant, le plus large accord possible a été réalisé sur le projet lors de consultations officielles qui ont eu lieu pendant l'Assemblée générale et, sur l'initiative du Président du Comité, le texte en a été présenté au Président de la Première Commission de l'Assemblée générale. Il a été ultérieurement adopté par 103 voix pour, avec 14 abstentions, en tant que résolution 2749 (XXV) de l'Assemblée générale.

12. Le Comité a aussi traité en 1970 la question des conditions économiques et techniques et celles des règles et des exigences du régime appelé à satisfaire les intérêts de l'humanité tout entière. Le Comité a décidé de demander au Secrétariat d'élaborer une autre étude sur les méthodes et les critères à appliquer

2/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 22 (A/7622) et rectificatif.

3/ Ibid., Annexe II.

4/ Ibid., Supplément No 22A (A/7622/Add.1).

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 21 (A/8021).

au partage des avantages tirés de l'exploitation des ressources de la zone au-delà des limites de la juridiction nationale. Il a aussi étudié la question de l'exploration et de la recherche dans la zone, ainsi que la question de la coopération pour prévenir la pollution marine pouvant résulter de cette exploration et de cette exploitation.

13. Dans son rapport à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, le Comité a rendu compte de son examen du rapport qui lui avait été présenté par le Secrétaire général au sujet du mécanisme international 6/, conformément à la résolution 2574 C (XXIV) de l'Assemblée générale. Dans cette résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de préparer une étude, pour compléter celle de 1969, portant sur divers types de mécanismes internationaux et en particulier une étude approfondie sur le statut, la structure, les fonctions et les pouvoirs de ces mécanismes, y compris le pouvoir de réglementer, de coordonner, de superviser et de contrôler toutes les activités relatives à l'exploration des ressources de la zone au profit de l'humanité tout entière. A sa session d'été de 1970, le Comité avait reçu plusieurs documents de travail sur la question.

14. A sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions sur la question du fond des mers et des océans. Par sa résolution 2574 A (XXIV) notamment, l'Assemblée générale demandait au Secrétaire général de s'enquérir des vues des Etats Membres sur l'opportunité de convoquer à une date rapprochée une conférence sur le droit de la mer et de rendre compte des résultats de ses consultations à l'Assemblée générale lors de sa vingt-cinquième session. Dans une autre résolution, 2574 D (XXIV), l'Assemblée déclarait qu'en attendant la mise en place d'un régime international et notamment du mécanisme international approprié, les Etats et les personnes, physiques ou morales, étaient tenues de s'abstenir de toute activité d'exploitation des ressources de la zone et qu'aucune revendication portant sur une partie quelconque de cette zone ou de ses ressources ne serait admise.

15. Dans la conclusion de son rapport à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, le Comité déclarait que si, par rapport aux deux années précédentes, les progrès avaient été plus lents qu'on ne l'avait espéré, ils avaient néanmoins été suffisants pour qu'on puisse conserver l'espoir de parvenir à un accord général sur le régime international qui ferait l'objet d'un futur traité. Le Comité ajoutait cependant que beaucoup de questions très importantes n'avaient pas été résolues et que, pour les résoudre, il faudrait nécessairement plus de temps et d'efforts.

16. A sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale a examiné, outre la question du fond des mers et des océans, trois autres questions dont l'une concernait le rapport du Secrétaire général sur les vues exprimées par les Etats Membres au sujet de l'opportunité de convoquer une conférence sur le droit de la mer, conformément à la résolution 2574 A (XXIV) 7/.

6/ Ibid., Annexe III.

7/ A/7925 et Add.1 à 3.

17. A sa vingt-cinquième session, outre la Déclaration des principes adoptée comme résolution 2749 (XXV), l'Assemblée générale a adopté la résolution 2750 C aux termes de laquelle elle décidait de convoquer en 1973, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la résolution visée plus loin, une conférence sur le droit de la mer chargée d'étudier l'établissement d'un régime international équitable - assorti d'un mécanisme international - applicable à la zone et aux ressources du fond des mers et des océans, ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, une définition précise de la zone et une large gamme de questions connexes, en particulier celles qui concernent le régime de la haute mer, du plateau continental, de la mer territoriale (notamment la question de sa largeur et celle des détroits internationaux) et de la zone contiguë, la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer (notamment la question des droits préférentiels des Etats riverains), la protection du milieu marin (y compris notamment la prévention de la pollution) et la recherche scientifique.

18. Au paragraphe 3 de cette même résolution, l'Assemblée décidait d'examiner, à ses vingt-sixième et vingt-septième sessions, les rapports qu'elle avait chargé le Comité d'établir sur l'avancement de ses travaux préparatoires, en vue de déterminer exactement l'ordre du jour de la conférence sur le droit de la mer, sa date, son lieu et sa durée définitifs et de prendre les mesures correspondantes. Si, à sa vingt-septième session, l'Assemblée estimait que les travaux préparatoires du Comité n'avaient pas suffisamment avancé, elle pourrait décider de différer la convocation de la conférence.

19. L'Assemblée générale réaffirmait le mandat du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, qui figurait dans sa résolution 2467 A (XXIII) et tel qu'il était complété par la résolution 2750 (XXV). Elle décidait en outre d'élargir ledit Comité en lui adjoignant 44 nouveaux membres désignés par le Président de la Première Commission de l'Assemblée générale, en consultation avec les groupes régionaux, compte tenu de la nécessité d'une représentation géographique équitable. En vertu de cette décision, les Etats suivants étaient membres du Comité élargi : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Ceylan, Chili, Chypre, Colombie, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe libyenne, République arabe unie, République populaire du Congo, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie. Un siège, alloué au Groupe des Etats d'Europe orientale n'a pas été pourvu, si bien que le nombre total des membres est resté à 85.

20. Le Comité élargi a reçu pour instructions de tenir deux sessions à Genève, en mars et en juillet-août 1971, afin d'élaborer, en vue de la conférence sur le droit de la mer, des projets d'articles de traité portant sur le régime international,

assorti d'un mécanisme international, applicable à la zone et aux ressources du fond des mers et des océans, ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la nécessité d'assurer un partage équitable entre tous les Etats des avantages retirés de l'exploitation de ces ressources et en ayant présents à l'esprit les intérêts et les besoins particuliers des pays en voie de développement, qu'ils soient riverains ou sans littoral, en se fondant sur la Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans et leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, ainsi que la liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer qui devraient être traités par la conférence et des projets d'articles sur ces sujets et questions.

21. L'Assemblée a autorisé le Comité à créer les organes subsidiaires qu'il jugerait nécessaires pour bien s'acquitter de ses fonctions, en gardant présents à l'esprit les aspects scientifiques, économiques, juridiques et techniques des questions ci-dessus, et elle l'a prié de rédiger, selon qu'il conviendrait, des rapports à l'intention de l'Assemblée générale sur l'état d'avancement de ses travaux. Le Secrétaire général a été prié de faire distribuer ces rapports aux Etats Membres et aux observateurs auprès de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils présentent des commentaires et des observations. Il a été prié en outre de prêter au Comité toute l'assistance nécessaire dans les domaines juridique, économique, technique et scientifique, en lui fournissant notamment la documentation pertinente de l'Assemblée générale et des institutions spécialisées, afin qu'il puisse s'acquitter convenablement de ses fonctions.

22. L'Assemblée a décidé d'inviter d'autres Etats Membres, qui n'étaient pas représentés au Comité, à participer à ses travaux en qualité d'observateurs et à faire des déclarations sur des points particuliers.

23. Enfin, l'Assemblée générale a invité l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et son Comité des pêches, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, l'Organisation météorologique mondiale, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organismes intergouvernementaux et institutions spécialisées intéressés à collaborer pleinement avec le Comité à l'application de ladite résolution, notamment en établissant la documentation scientifique et technique que pourrait demander le Comité.

24. A sa première session, tenue à Genève en mars 1971, le Comité a adopté le texte de l'accord ci-après sur l'organisation de ses travaux :

"Le Comité constituera trois sous-comités pléniers.

La répartition des sujets et des fonctions entre les sous-comités sera d'abord limitée aux points sur lesquels il y a accord.

Le soin de déterminer le mode d'examen et la répartition de tous les sujets restants, y compris entre autres : 1) la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà

des limites de la juridiction nationale, 2) les utilisations pacifiques de cette zone, sera laissé au Comité. Il est entendu que les sous-comités, pour les questions qui leur sont renvoyées, peuvent examiner la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale. Il est bien entendu que la question des recommandations concernant la définition précise de la zone doit être considérée comme une question prêtant à controverse que le Comité tranchera. Le Comité arrêtera aussi l'ordre de priorité de certains sujets, dont le régime international, le mécanisme international et les incidences économiques de l'exploitation des ressources du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la résolution 2750 (XXV) de l'Assemblée générale et des explications pertinentes données au nom des délégations auteurs du texte.

Cela étant entendu et conformément au mandat conféré au Comité, tel qu'il est défini dans la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale, les sujets et fonctions assignés aux trois sous-comités seront respectivement les suivants :

Sous-Comité I :

Elaborer des projets d'articles de traité portant sur le régime international - y compris un mécanisme international - applicable à la zone et aux ressources du fond des mers et des océans, ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la nécessité d'assurer un partage équitable entre tous les Etats des avantages à en retirer, et en ayant présents à l'esprit les intérêts et les besoins particuliers des pays en voie de développement, qu'ils soient riverains ou sans littoral, en se fondant sur la Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, les incidences économiques de l'exploitation des ressources de la zone [résolution 2750 A (XXV)], ainsi que les besoins et les problèmes propres aux pays sans littoral [résolution 2750 B (XXV)].

Sous-Comité II :

Dresser une liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer, y compris ceux qui ont trait au régime de la haute mer, du plateau continental, de la mer territoriale (notamment la question de sa largeur et celle des détroits internationaux) et de la zone contiguë, de la pêche et de la conservation des ressources biologiques de la haute mer (notamment la question des droits préférentiels des Etats riverains), et élaborer à ce sujet des projets d'articles de traité. Il est entendu que le Sous-Comité pourra décider de rédiger des projets d'articles avant d'avoir terminé l'examen de la liste complète de sujets et de questions se rapportant au droit de la mer.

Sous-Comité III :

S'occuper de la protection du milieu marin (y compris notamment la prévention de la pollution) et de la recherche scientifique, et rédiger des projets d'articles de traité à ce sujet.

Les bureaux comprendront au total 25 membres, choisis selon le principe d'une répartition géographique équitable, de la façon suivante :

Comité	Président :	Asie
	Vice-Présidents :	Afrique (2) Asie (1) Amérique latine (2) Europe occidentale et divers (1) Europe orientale (1) Yougoslavie (1)
	Rapporteur :	Europe occidentale et divers
Sous-Comité I	Président :	Afrique
	Vice-présidents :	Asie Amérique latine Europe orientale
	Rapporteur :	Europe occidentale et divers
Sous-Comité II	Président :	Amérique latine
	Vice-Présidents :	Afrique Asie Europe orientale Europe occidentale et divers
	Rapporteur :	Afrique
Sous-Comité III	Président :	Europe occidentale et divers
	Vice-Présidents :	Afrique Amérique latine
	Rapporteur :	Asie

Il est également convenu que le premier point examiné lors de la réunion officielle sera l'élection du président du Comité, puis l'élection des vice-présidents et du rapporteur, suivie de l'élection des bureaux des trois sous-comités."

25. Cet accord a été complété d'un nouvel accord conclu à l'étape finale de la session d'été du Comité, tenue à Genève en juillet/août 1971, et qui portait sur certains points qui n'avaient pas été tranchés aux termes de l'accord mentionné ci-dessus. Ce nouveau texte est ainsi libellé :

"La question du régime international doit bénéficier d'une certaine priorité, comme l'ont expliqué les auteurs du projet de résolution initial, adopté ensuite en tant que résolution 2750 C (XXV) et comme il ressort des termes de cette résolution. Cela signifierait, en premier lieu, l'octroi d'un délai plus long au Sous-Comité I.

Chaque sous-comité aura le droit d'examiner la question des limites et de formuler les conclusions de son examen dans la mesure où cette question se rapporte aux sujets qui lui sont assignés, mais le Comité principal ne prendra de décision sur la recommandation finale relative aux limites que lorsqu'il aura reçu les recommandations du Sous-Comité II sur la définition précise de la zone, recommandations qui devront constituer des propositions fondamentales soumises à l'examen du Comité.

La question des utilisations pacifiques est assignée au Comité lui-même, étant entendu que chacun des sous-comités est libre de l'examiner dans la mesure où cette question se rapporte à son mandat."

26. Le Comité a procédé à une discussion générale dans le courant de 1971 et a reçu une série de documents de travail, de projets de convention et de projets d'articles de traité concernant les diverses parties de ses travaux. Il a été en outre saisi de rapports rédigés par le Secrétaire général conformément aux résolutions 2750 A et B 8/ de l'Assemblée générale, qui traitaient respectivement des répercussions possibles, sur les marchés mondiaux, de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins dans la zone située au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu en particulier des problèmes des pays en voie de développement, et de la question du libre accès à la mer des pays sans littoral et des problèmes particuliers qui se posent à ces pays en ce qui concerne l'exploitation et l'exploitation des ressources de cette zone.

27. Le rapport du Comité pour 1971 9/ comprenait des sections se rapportant aux sujets et fonctions assignés à chacun des trois sous-comités, qui étaient consacrées pour la plupart aux débats des sous-comités ainsi qu'à la documentation pertinente. Etaient annexés au rapport une série de projets de convention, de projets d'articles de traité, de documents de travail et de projets de listes de sujets et de questions soumis au Comité cette année-là, ainsi qu'un certain nombre d'autres documents.

28. A sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné le rapport du Comité, a adopté le 21 décembre la résolution 2881 (XXVI) dans laquelle elle notait avec satisfaction les progrès encourageants réalisés par le Comité dans ses travaux préparatoires à une conférence générale sur le droit de la mer, en particulier pour ce qui est de l'établissement d'un régime international, assorti d'un mécanisme international, applicable à la zone des fonds marins située au-delà des limites de la juridiction nationale.

29. L'Assemblée générale a décidé d'adjoindre au Comité la Chine et quatre autres membres 10/ qui seraient nommés par le Président de la Première Commission, en

8/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421), Annexe II.

9/ Ibid., Supplément No 21 (A/8421).

10/ Le nombre de membres du Comité était ainsi porté à 91, un seul siège restant vacant.

consultation avec les groupes régionaux, compte dûment tenu des intérêts des groupes sous-représentés. Ont été désignés : Fidji, la Finlande, le Nicaragua et la Zambie.

30. Le Comité a été prié de tenir deux sessions, l'une à New York, en mars et avril 1972 et l'autre à Genève, en juillet et août 1972.

31. En 1972, le Comité a poursuivi ses travaux conformément à l'accord susmentionné conclu en 1971. Son rapport 11/, qu'il a soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, renfermait la liste des sujets et questions à traiter.

11/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721) et rectificatif.

III. TRAVAUX DU COMITE EN 1973

32. Aux termes de sa résolution 3029 A (XXVII) du 18 décembre 1972, l'Assemblée générale a confirmé le mandat du Comité et l'a prié, dans le cadre du mandat qui lui avait été confié aux termes de la résolution 2750 C (XXV), de tenir deux autres sessions en 1973, l'une de cinq semaines à New York, qui commencerait au début de mars, et l'autre de huit semaines à Genève, qui commencerait au début de juillet, en vue d'achever ses travaux préparatoires, et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, ainsi qu'à la Conférence, compte tenu de la décision prise après l'examen des travaux préparatoires, un rapport contenant des recommandations. Elle a prié le Secrétaire général de réunir la première session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à New York pendant environ deux semaines, en novembre et décembre 1973, pour traiter des questions d'organisation, y compris l'élection du bureau, l'adoption de l'ordre du jour et du règlement intérieur de la Conférence, la création d'organes subsidiaires et la répartition des travaux entre ces organes. Elle a décidé de réunir la deuxième session de la Conférence à Santiago du Chili pendant huit semaines, en avril et mai 1974, pour traiter des questions de fond, et, si besoin est, les sessions ultérieures que la Conférence pourrait décider de tenir, avec l'approbation de l'Assemblée générale, en gardant présente à l'esprit l'offre du Gouvernement autrichien de réunir la Conférence à Vienne l'année suivante. Elle a décidé en outre d'examiner à sa vingt-huitième session l'état d'avancement des travaux préparatoires du Comité et, le cas échéant, de prendre des mesures pour faciliter l'achèvement des travaux de fond de la Conférence ainsi que toutes autres dispositions qu'elle jugera utiles.

33. La résolution a autorisé le Secrétaire général à prendre, en consultation avec le Président du Comité, les dispositions voulues pour assurer l'organisation et l'administration rationnelles des travaux de la Conférence et du Comité en utilisant toutes les ressources en personnel dont il dispose, à leur accorder toute l'aide nécessaire en ce qui concerne les questions juridiques, économiques, techniques et scientifiques et à leur fournir tous les documents pertinents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

34. En outre, l'Assemblée, par sa résolution, a décidé d'examiner en priorité, à sa vingt-huitième session, toutes les autres questions dont elle pourra avoir à décider au sujet de la Conférence, y compris celle des Etats participants, et d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de cette session la question intitulée "Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer".

35. L'Assemblée a invité les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations intergouvernementales à coopérer pleinement avec le Secrétaire général à la préparation de la Conférence et à y envoyer des observateurs. Elle a prié le Secrétaire général, sous réserve de l'approbation de la Conférence, d'inviter les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à envoyer des observateurs à la Conférence.

36. A sa vingt-septième session, l'Assemblée générale a adopté deux autres résolutions /3029 B et C (XXVII)/, traitant toutes les deux des études à faire par le Secrétaire général. Aux termes du dispositif de la résolution 3029 B (XXVII), elle a prié le Secrétaire général d'établir, d'après les données et les renseignements dont il dispose, une étude comparative de l'étendue et de l'importance économique, du point de vue des ressources, de la zone internationale qui correspondrait aux différentes propositions qui avaient été présentées à ce jour au Comité concernant les limites de la juridiction nationale.

37. Aux termes de la résolution 3029 C (XXVII), une demande analogue a été faite au Secrétaire général en ce qui concerne l'étude à soumettre en vertu de la résolution 3029 B (XXVII), tendant à établir une étude comparative de l'importance économique pour les Etats riverains, du point de vue des ressources, de chacune des propositions.

38. Dans le cas de la première étude, l'Assemblée a invité les Etats, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les institutions spécialisées et les autres organismes compétents des Nations Unies à coopérer avec le Secrétaire général pour son établissement. Aux termes des deux résolutions, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de présenter cette étude au plus tard à l'ouverture de la session d'été du Comité. Elle a déclaré que rien dans les deux résolutions ou dans les études ne préjugerait la position de tout Etat en ce qui concerne les limites, la nature du régime ou du mécanisme ou toutes autres questions qui devaient être examinées à la future conférence.

39. Le Comité a tenu deux sessions en 1973, la première à New York, du 5 mars au 6 avril, la seconde à Genève, du 2 juillet au 24 août.

40. Pendant cette période, le Comité a tenu 15 séances.

41. Le Bureau du Comité en 1973 était composé comme suit :

Président : M. Hamilton Shirley Amerasinghe (Sri Lanka)

<u>Vice-Présidents</u> : Zaïre	M. D. K. Mwene Ngabwe (première session) M. Kalonji-Tshilala (deuxième session)
Maurice	M. R. K. Ramphul
Koweït	M. Abdullah Yaccoub Bishara (première session) M. S. N. Al-Sabah (deuxième session)
Chili	M. D. Casanueva (première session) M. H. Santa Cruz (deuxième session)
Trinité-et-Tobago	M. K. T. Hudson-Phillips
Norvège	M. J. Evensen
Pologne	M. W. Natorf (première session et deuxième session jusqu'au 31 juillet) M. E. Wyzner (deuxième session à partir du 1er août)
Yougoslavie	M. L. Mojsov (première session) M. Z. Perisić (deuxième session jusqu'au 19 août) M. B. Bohte (deuxième session à partir du 20 août)

42. Les membres du Comité ont été les mêmes qu'en 1972.

43. Les Etats Membres ci-après ont participé aux travaux du Comité en qualité d'observateurs : Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Bahrein, Barbade, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Costa Rica, Cuba, Emirats arabes unis, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Irlande, Israël, Jordanie, Laos, Malawi, Mongolie, Niger, Oman, Ouganda, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République Dominicaine, République khmère, Souaziland, Togo et Yémen démocratique.

44. Aux réunions du Comité ont assisté des représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et son comité des pêches, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa commission océanographique intergouvernementale, Organisation maritime consultative intergouvernementale et Organisation météorologique mondiale, ainsi que de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Plusieurs représentants de ces organisations ont fait des déclarations devant le Comité.

45. M. Constantin A. Stavropoulos, secrétaire général adjoint et conseiller juridique, était présent aux séances du Comité.

46. Comme suite à une invitation que lui avait faite le Comité, le représentant de l'Organisation hydrographique internationale a assisté à des séances du Comité et a fait une déclaration.

47. A la 94ème séance, le 2 juillet 1973, le Comité a entendu une déclaration faite au nom du Secrétaire général par M. Winspeare Guicciardi, directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève.

48. A la 98ème séance, le 30 juillet 1973, le Secrétaire général de la Commission permanente du Pacifique Sud a fait une déclaration devant le Comité.

49. Conformément aux demandes faites par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, contenues dans les résolutions 3029 B et C, le Secrétaire général a soumis un rapport sur l'importance économique, du point de vue des ressources minérales des fonds marins, des diverses limites proposées pour la juridiction nationale (A/AC.138/87 et Corr.1). Comme suite aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 2750 A (XXV), le Secrétaire général a soumis un rapport d'activité sur les faits récents en matière de ressources minérales des fonds marins (A/AC.138/90). Un rapport complet sur les questions qui font l'objet de cette résolution doit être présenté avant la Conférence de Santiago.

50. Conformément à une demande faite à la 93ème séance du Comité, le Secrétaire général a soumis aussi au Comité à sa session d'été un rapport sur des exemples de précédents concernant l'application provisoire, en attendant leur entrée en vigueur, de traités multilatéraux, en particulier de traités portant création d'organisations ou de régimes internationaux (A/AC.138/88).

51. Conformément à une demande faite à la 93ème séance du Comité, le Secrétariat a établi un répertoire de documents relatifs au Comité, ainsi que de documents pertinents des institutions spécialisées.

52. En outre, à la demande du Comité, les rapports et études ci-après ont été mis à la disposition des membres par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : Examen de l'état de certains stocks de poissons fortement exploités (FAO Fisheries Circular No 313); Les conséquences économiques et sociales de l'industrie de la pêche - étude comparative (FAO Fisheries Circular No 314); Espèces sédentaires, migratrices et mixtes, leur habitat et leur répartition (FAO Fisheries Circular No 148 - Revision 1); Limites et statut de la mer territoriale, zones exclusives de pêche, zones de conservation du poisson et le plateau continental (FAO Fisheries Circular No 127/Rev.1).

53. Au début de sa première session de 1973, le Comité a discuté certaines propositions et suggestions de son président relatives à l'organisation de ses travaux. Selon le résumé qu'en a fait le Président, un consensus s'est dégagé selon lequel les mandats en vigueur des sous-comités demeureraient inchangés pour l'essentiel et le Comité lui-même exercerait une direction politique générale et prendrait les décisions finales sur toute question relative à la coordination des travaux des sous-comités. Conformément à cette décision, une version révisée des propositions et suggestions du Président (A/AC.138/L.13/Rev.1) a fourni la base de la répartition des points de la liste des sujets et questions.

54. Au cours de sa première session, le Comité a tenu des séances hebdomadaires pour entendre des rapports sur l'état d'avancement des travaux effectués par les sous-comités et leurs groupes de travail. Il a entendu aussi un certain nombre de déclarations de caractère général, dont plusieurs ont évalué l'évolution des travaux préparatoires et les perspectives de la Conférence et ont soumis diverses suggestions à cet égard. A la fin de la session, le Comité a prié son président d'entreprendre des consultations officielles avec les divers groupes régionaux et avec les membres, sur des questions relatives à des dispositions à prendre en vue de la Conférence.

55. A sa deuxième session, le Comité a procédé de la même façon. A sa 94ème séance, il a décidé de reproduire en tant que document du Comité (A/AC.138/89) la "Déclaration d'Addis-Abeba" portant sur des questions relatives au droit de la mer et adoptée par l'Organisation de l'unité africaine le 24 mai 1973. Il a entendu d'autres déclarations de caractère général sur la question des préparatifs de la Conférence et sur diverses questions liées aux travaux préparatoires. Il a entendu aussi des déclarations sur les rapports entre ces travaux, surtout en ce qui a trait à la prévention de la pollution, et le Conseil de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale; sur les rapports présentés par le Secrétaire général conformément aux résolutions 3029 B et C (XXVII) (A/AC.138/87); sur les essais nucléaires effectués dans le Pacifique Sud et ailleurs, ainsi que des déclarations présentant de nouveaux textes de projets d'articles de traités.

56. A ses 101ème, 102ème et 103ème séances, tenues les 22, 23 et 24 août 1973, le Comité a approuvé les rapports de ses trois sous-comités et a décidé de les annexer au présent rapport (annexes I, II et III ci-après). Les textes présentés aux sous-comités ou à leurs groupes de travail ou établis par eux figurent soit dans le corps des rapports soit en appendice à ces rapports.

IV. RECOMMANDATIONS

57. Le Comité a noté que l'Assemblée générale l'avait prié, au paragraphe 2 de la résolution 3029 A (XXVII), de lui présenter, à sa vingt-huitième session, un rapport contenant des recommandations. Il a examiné diverses questions dans cette perspective, notamment celle de l'état d'avancement des travaux préparatoires. Cependant, il est apparu que les vues différaient sur ces questions et les membres du Comité ont estimé que, dans ces conditions, il convenait de laisser à l'Assemblée générale le soin d'évaluer les travaux préparatoires.

ANNEXE I

RAPPORT DU SOUS-COMITE I^{a/}

I. Historique

A. Travaux du Sous-Comité en 1971

1. Le Sous-Comité I était l'un des trois sous-comités pléniers constitués conformément à l'accord réalisé sur l'organisation des travaux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, pendant sa session de mars 1971. Aux termes de l'accord dont le Président du Comité a donné lecture à sa 45ème séance, le 12 mars 1971, les sujets et les fonctions suivants ont été assignés au Sous-Comité I :

"Elaborer des projets d'articles de traité portant sur le régime international - y compris un mécanisme international - applicable à la zone et aux ressources du fond des mers et des océans, ainsi qu'à leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la nécessité d'assurer un partage équitable entre tous les Etats des avantages à en retirer, et en ayant présents à l'esprit les intérêts et les besoins particuliers des pays en voie de développement, qu'ils soient riverains ou sans littoral, en se fondant sur la Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, les incidences économiques de l'exploitation des ressources de la zone /résolution 2750 A (XXV)/, ainsi que les besoins et les problèmes propres aux pays sans littoral /résolution 2750 B (XXV)/."

2. L'accord du 12 mars spécifiait également ce qui suit :

"Il est entendu que les sous-comités, pour les questions qui leur sont renvoyées, peuvent examiner la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale. Il est bien entendu que la question des recommandations concernant la définition précise de la zone doit être considérée comme une question prêtant à controverse que le Comité tranchera. Le Comité arrêtera aussi l'ordre de priorité de certains sujets, dont le régime international, le mécanisme international et les incidences économiques de l'exploitation des ressources du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la résolution 2750 (XXV) de l'Assemblée générale et des explications pertinentes données au nom des délégations auteurs du texte."

3. Le 27 août 1971, à la 66ème séance, le Président a donné lecture du texte de l'accord ci-après sur les questions en suspens, que le Comité a adopté :

^{a/} Publié initialement sous la cote A/AC.138/94.

"La question du régime international doit bénéficier d'une certaine priorité comme l'ont expliqué les auteurs du projet de résolution initial, adopté ensuite en tant que résolution 2750 C (XXV) et comme il ressort des termes de cette résolution. Cela signifierait, en premier lieu, l'octroi d'un délai plus long au Sous-Comité I.

Chaque sous-comité aura le droit d'examiner la question des limites et de formuler les conclusions de son examen dans la mesure où cette question se rapporte aux sujets qui lui sont assignés, mais le Comité principal ne prendra de décision sur la recommandation finale relative aux limites que lorsqu'il aura reçu les recommandations du Sous-Comité II sur la définition précise de la zone, recommandations qui devront constituer des propositions fondamentales soumises à l'examen du Comité.

La question des utilisations pacifiques est assignée au Comité lui-même étant entendu que chacun des sous-comités est libre de l'examiner dans la mesure où cette question se rapporte à son mandat."

4. Le Sous-Comité I a tenu deux séries de séances à Genève en 1971, du 12 au 26 mars et du 19 juillet au 27 août. Il a tenu quatre séances en mars et 27 séances en juillet/août. Ont participé à ces séances les représentants des Etats membres du Comité et des Etats ayant le statut d'observateur. Ont également assisté aux séances des représentants des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

5. Le Bureau du Sous-Comité I était constitué comme suit :

Président : M. E. E. Seaton (République-Unie de Tanzanie)

Vice-Présidents : M. S. M. Thompson-Flores (Brésil)
M. G. Fekete (Hongrie)
M. C. V. Ranganathan (Inde)

Rapporteur : M. A. Prohaska (Autriche)

6. Dans son rapport sur ses travaux de 1971, qui est reproduit dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale b/, le Sous-Comité notait qu'il avait terminé, pendant l'année, un débat général sur toutes les questions qui lui avaient été renvoyées. Les vues exprimées pendant le débat au Sous-Comité sont résumées aux paragraphes 59 à 83 du rapport du Comité.

7. A la fin de la session de juillet/août, le Président a présenté une note (A/AC.138/SC.I/L.6) contenant des suggestions au sujet des travaux futurs du Sous-Comité. Après un échange de vues, le Sous-Comité a décidé que, au début de sa première session de 1972, il aborderait les étapes suivantes de ses travaux sur les questions dont il était saisi. Par conséquent, il examinerait d'une façon particulière des sujets déterminés dans le but de les clarifier suffisamment pour être en mesure, en temps voulu, de passer à la rédaction d'articles sur les points identifiés au cours de ces débats particuliers.

b/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421).

B. Travaux du Sous-Comité en 1972

8. Le Sous-Comité I a tenu deux séries de réunions en 1972, la première à New York du 29 février au 29 mars, et la deuxième à Genève du 19 juillet au 15 août. En mars, il avait tenu 16 séances; en juillet/août il en a tenu 14. Ont participé à ces réunions les représentants des Etats membres du Comité et des observateurs d'autres pays. Y assistaient également des représentants des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

9. Le Bureau du Sous-Comité était constitué comme suit :

<u>Président</u> :	M. Paul Bamela Engo	(Cameroun)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. S. M. Thompson-Flores	(Brésil)
	M. G. Fekete	(Hongrie)
	M. C. V. Ranganathan	(Inde)
<u>Rapporteur</u> :	M. H. C. Mott	(Australie)

10. A sa 33ème séance, le 6 mars 1972, le Sous-Comité a adopté son programme de travail pour 1972. Ce programme, qui était fondé sur un document de travail présenté à la session d'août 1971 du Sous-Comité, a été adopté formellement après adjonction de certains amendements. Il était le suivant :

Point 1 : Statut, portée et dispositions fondamentales du régime à établir sur la base de la Déclaration des principes [résolution 2749 (XXV)]/.

Point 2 : Statut, portée, fonctions et pouvoirs du mécanisme international :

- a) Organes faisant partie du mécanisme international, y compris les questions concernant leur composition, leur fonctionnement et le règlement des différends;
- b) Règles et pratiques qui concernent les activités d'exploration, d'exploitation et de gestion des ressources de la zone, ainsi que celles qui ont trait à la préservation du milieu marin et à la recherche scientifique, y compris l'assistance technique aux pays en voie de développement;
- c) Partage équitable des avantages pouvant être retirés de la zone, compte tenu des intérêts et des besoins particuliers des pays en voie de développement, riverains ou sans littoral;
- d) Considérations économiques relatives à l'exploitation des ressources de la zone, y compris leur traitement et leur commercialisation, et incidences de cette exploitation;
- e) Problèmes et besoins particuliers des pays sans littoral;
- f) Rapports entre le mécanisme international et le système des Nations Unies.

11. Le Sous-Comité a examiné les deux points de son programme de travail dont les six rubriques du point 2. L'essentiel de ses délibérations est résumé dans son rapport sur ses travaux de 1972, qui est reproduit dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale.

12. A la 40ème séance du Sous-Comité, le Président a résumé les débats sur le point 1 du programme de travail et le Sous-Comité en ayant ainsi décidé, son résumé a été distribué sous la cote A/AC.138/SC.1/L.10. A la 55ème séance du Sous-Comité, le Vice-Président qui assumait les fonctions de Président, a résumé, au nom du Bureau, les débats sur le point 2 du programme de travail, et le Sous-Comité en ayant décidé ainsi, son résumé a été distribué sous la cote A/AC.138/SC.1/L.17.

Groupe de travail du régime international et du mécanisme international

13. Dans son rapport sur ses travaux de 1972, le Sous-Comité indique qu'il a accepté une proposition du Président de constituer un groupe de travail du régime international. Il a été convenu que le groupe de travail compterait 33 membres, mais qu'il serait ouvert à toutes les délégations, ce qui permettrait aux représentants qui n'en font pas partie de soumettre des propositions, ou à ceux qui en ont déjà présenté, de participer à leur examen. Les Etats ci-après ont été désignés comme membres du groupe de travail : Afghanistan, Algérie, Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Indonésie, Iran, Irak, Japon, Kenya, Koweït, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Pologne, Roumanie, Sénégal, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Zaïre, Zambie.

14. Au cours de la session de printemps du Comité, le Groupe de travail a tenu deux séances les 28 et 29 mars 1972. A la première séance, il a élu Président M. C. W. Pinto (Sri Lanka). Il a tenu 20 séances en juillet et août, conformément au mandat que le Sous-Comité lui avait assigné.

15. Au début des séances qu'il a tenues à la session de juillet/août, le Groupe de travail était saisi d'un document de travail officieux qui avait été rédigé à titre préliminaire en vue d'exposer dans un seul et même document, par l'emploi de variantes placées entre crochets, les zones d'accord et de désaccord sur des questions relatives au statut, à la portée et aux dispositions fondamentales du régime, telles qu'elles ressortaient des débats du Comité et du Sous-Comité I. Le document contenait 21 textes sur les aspects suivants du statut, de la portée et des dispositions fondamentales du régime à établir sur la base de la Déclaration des principes : limites de la Zone; patrimoine commun de l'humanité; activités touchant l'exploration et l'exploitation des ressources de la Zone; non-appropriation et non-revendication ou exercice de souveraineté ou de droits souverains; aucune revendication, aucun exercice ni aucune acquisition de droits incompatibles avec le régime international; non-reconnaissance de revendications incompatibles avec la Convention; utilisation de la Zone par tous les Etats sans discrimination; applicabilité des principes et règles de droit international; intérêt de l'humanité tout entière; réservation de la Zone exclusivement à des fins pacifiques; qui peut exploiter la Zone; normes générales concernant l'exploitation; recherche scientifique; transfert de techniques; protection du milieu marin; nécessité de tenir dûment compte des droits et des intérêts des Etats riverains; statut juridique des eaux surjacentes; non-ingérence dans d'autres activités poursuivies dans la Zone; soin de faire respecter le régime et règlement des différends.

16. Le Groupe de travail a achevé le 28 juillet 1972 une première lecture des textes, afin de s'assurer que les opinions des membres étaient pleinement et exactement consignées. A la suite de cette première lecture, le document de travail a été révisé de manière à tenir compte des opinions exprimées. Au cours d'une seconde lecture des textes révisés, on s'est efforcé de réduire autant que possible les zones de désaccord et d'unifier les variantes en l'absence de différences fondamentales de conception. Le résultat des travaux du Groupe a fait l'objet d'une annexe dans le rapport du Sous-Comité pour 1972. A l'issue de ses séances, le Groupe de travail avait achevé sa seconde lecture des textes suivants : patrimoine commun de l'humanité; activités touchant l'exploration et l'exploitation; non-appropriation et non-revendication ou exercice de souveraineté ou de droits souverains; ou de droits incompatibles avec les articles du traité; non-reconnaissance de revendications ou d'exercice de droits de cette nature, et utilisation de la Zone par tous les Etats sans discrimination.

17. Le Sous-Comité a accepté à sa 61ème séance une proposition du Vice-Président qui présidait la séance portant sur l'organisation des travaux futurs concernant le point 2 du programme de travail.

18. Le Vice-Président a dit qu'eu égard notamment aux liens étroits qui existent entre les deux points du programme de travail du Sous-Comité - le régime et le mécanisme - les représentants des différents groupes régionaux avaient décidé de confier au Groupe de travail du régime international le soin de s'occuper des questions relevant du point 2 du programme de travail, concernant le mécanisme international, conformément à la procédure du Groupe.

19. Le Président a déclaré qu'il serait entendu que le Groupe pourrait, au moment qu'il juge approprié, décider qu'il ne serait pas nécessaire d'achever les travaux concernant le régime avant d'entreprendre les travaux relatifs au mécanisme international. L'entente réalisée au sujet de la répartition des membres entre les groupes régionaux resterait valable, les groupes régionaux étant libres de maintenir ou de modifier leur participation, et le Groupe de travail serait ouvert à tous les membres du Comité désireux de participer à ses travaux.

II. Travaux du Sous-Comité en 1973

20. Le Sous-Comité a tenu deux sessions en 1973, la première à New York du 7 mars au 5 avril et la seconde à Genève du 3 juillet au 17 août. Il a tenu sept séances à sa session de mars/avril et sept à sa session de juillet/août. Ont participé à ces réunions les représentants des Etats membres du Comité et des observateurs d'autres Etats. Y ont assisté également des représentants des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

21. En 1973, le Bureau du Sous-Comité était constitué comme suit :

Président : M. Paul Bamēla Engo (Cameroun)

Vice-Présidents : M. S. M. Thompson-Flores (Brésil)

à la session de mars :

M. R. Banyasz (Hongrie, remplaçant M. Fekete)
M. P. C. Rao (Inde, remplaçant
M. Ranganathan)

à la session de juillet/août :

M. Endre Zador (Hongrie)
M. C. V. Ranganathan (Inde)

Rapporteur : M. H. C. Mott (Australie)

22. En plus de divers documents de base, le Sous-Comité était saisi de trois rapports établis par le Secrétaire général à l'intention du Comité comme suite à la résolution 3029 B et C (XXVII) de l'Assemblée générale et aux demandes formulées au cours de la session de mars/avril du Sous-Comité :

- a) Importance économique, du point de vue des ressources minérales des fonds marins, des diverses limites proposées pour la juridiction nationale (A/AC.138/87);
- b) Exemples de précédents concernant l'application provisoire, en attendant leur entrée en vigueur, des traités multilatéraux, en particulier de traités portant création d'organisations ou de régimes internationaux (A/AC.138/88);
- c) Ressources minérales du fond des mers : faits nouveaux (A/AC.138/90).

23. Les documents suivants ont été présentés en 1973 :

- a) Projet d'articles présenté par la Turquie concernant le point 23 de la liste de sujets et de questions ayant trait au droit de la mer c/ "Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale" (A/AC.138/SC.I/L.21);
- b) Projet d'articles présenté par l'Italie concernant la composition du Conseil (A/AC.138/SC.I/L.24);
- c) Projet d'article présenté par la Grèce concernant le point 23 de la liste de sujets et de questions ayant trait au droit de la mer "Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale" (A/AC.138/SC.I/L.25);

c/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), par. 23.

- d) Avant-projet d'articles concernant les principes fondamentaux du régime de la zone internationale des fonds et du sous-sol de la mer et la réglementation pour l'octroi et la gestion des permis d'exploration et d'exploitation des minéraux, présenté par l'Italie (A/AC.138/SC.I/L.26);
- e) Préambule d'un traité sur l'utilisation pacifique du fond des mers, présenté par l'URSS (A/AC.138/SC.I/L.28).

24. On trouvera à l'appendice I la liste des documents soumis au Sous-Comité de 1971 à 1973.

25. On trouvera à l'appendice II un répertoire des déclarations faites au Sous-Comité de 1971 à 1973.

26. A sa 75ème séance, le 17 août, le Sous-Comité a adopté son rapport au Comité (A/AC.138/94).

Délibérations du Sous-Comité

27. Pendant les deux sessions qu'il a tenues en 1973, le Sous-Comité a consacré un certain nombre de séances à la discussion de différentes questions entrant dans le cadre de son mandat. On en trouvera un résumé dans les paragraphes ci-après.

28. Un certain nombre de délégations ont parlé de la question des trésors archéologiques et historiques, question qui a été ajoutée au mandat du Sous-Comité après l'adoption de la liste de sujets et questions. Un représentant a rappelé que sa délégation avait soumis un document de travail sur cette question à la précédente session du Sous-Comité (A/AC.138/SC.I/L.16) et a exposé les dispositions de ce document. Une brève discussion a suivi au cours de laquelle un certain nombre de délégations ont fait des commentaires sur la question. Une autre délégation a soumis un projet d'article (A/AC.138/SC.I/L.21) qui a également fait l'objet d'observations. Par la suite, pendant la session de juillet/août, un autre projet d'article a été soumis au Sous-Comité (A/AC.138/SC.I/L.25).

29. A la 64ème séance du Sous-Comité, le 17 mars, une délégation a demandé que le Secrétaire général fasse une étude examinant dans quelle mesure les différentes façons dont la question de l'entrée en vigueur provisoire de traités multilatéraux a été traitée dans le passé pourraient intéresser les travaux actuels du Comité. Cette délégation a demandé que l'étude soit prête avant la session de juillet/août du Comité et qu'elle soit communiquée pour examen au Sous-Comité I et éventuellement à son Groupe de travail. Après des consultations et une discussion au Sous-Comité, la proposition a été présentée par écrit (A/AC.138/SC.I/L.19). A la 66ème séance, le Sous-Comité a adopté la recommandation suivante à l'intention du Comité :

"Le Sous-Comité I recommande au Comité plénier de prier le Secrétaire général d'exposer, pour l'information du Sous-Comité à sa session d'été de 1973, des exemples concrets de précédents concernant l'application provisoire, en attendant leur entrée en vigueur, de tout ou partie de certains traités multilatéraux, en particulier de traités portant création d'organisations ou de régimes internationaux. La présente recommandation n'a pas de

valeur déclarative et ne préjuge en rien de la nature, des caractéristiques, des modalités ou de la structure du régime et du mécanisme concernant le fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale, qui seront institués dans le cadre général du droit de la mer qui doit être examiné lors de la prochaine conférence. Il ne s'agit pas non plus d'une recommandation quant à l'opportunité de recourir à la notion d'application provisoire du régime et du mécanisme ou quant à la pertinence des précédents, questions qui n'ont pas été examinées par le Sous-Comité."

30. Une autre délégation a rappelé la résolution 2750 A (XXV) et a demandé au Secrétaire général d'établir pour la session de juillet/août un bref rapport sur les faits nouveaux d'ordre économique et technique intéressant l'exploitation des fonds marins et, ultérieurement, d'établir une étude plus complète pour la Conférence. Le Sous-Comité a fait sienne cette demande.

31. Pendant la session de mars/avril, le Président du Groupe de travail a fait rapport au Sous-Comité sur les progrès réalisés par le Groupe. Par décision du Sous-Comité, les déclarations du Président du Groupe de travail ont été reproduites intégralement dans les comptes rendus des 64ème et 67ème séances. Les rapports du Président contenaient ses vues personnelles et n'engageaient aucune délégation. Un certain nombre de délégations ont également fait des observations sur l'évolution des travaux du Groupe de travail.

32. Le 5 avril, à la 68ème séance du Sous-Comité, le Président a résumé les travaux du Sous-Comité et de son Groupe de travail pendant la session de mars/avril dans une déclaration qui, par décision du Sous-Comité, a été distribuée sous la cote A/AC.138/SC.I/L.23. Dans sa déclaration, le Président a suggéré que les textes de du Groupe de travail concernant le statut, la portée et les dispositions fondamentales du régime soient distribués comme document du Sous-Comité. Le Sous-Comité a accepté cette proposition et les textes ont été distribués sous la cote A/AC.138/SC.I/L.22.

33. A la session de juillet/août, et comme suite aux décisions prises par l'Assemblée générale et par le Comité à sa session de mars/avril (voir plus haut par. 29 et 30), le Sous-Comité était saisi des trois rapports mentionnés au paragraphe 22 ci-dessus.

34. Un certain nombre de délégations ont fait des observations sur le rapport concernant l'importance économique, du point de vue des ressources minérales des fonds marins, des diverses limites proposées pour la juridiction nationale (A/AC.138/87). Les orateurs semblent s'être accordés à reconnaître que le rapport contenait des informations importantes pour les travaux du Sous-Comité se rapportant au régime et au mécanisme internationaux, en raison des renseignements qu'il fournissait sur l'étendue et l'emplacement probables des ressources du fond des mers.

35. Quelques orateurs ont commenté le rapport contenant les exemples de précédents concernant l'application provisoire, en attendant leur entrée en vigueur, de traités multilatéraux (A/AC.138/88). Il semble que, d'une manière générale, les orateurs ont estimé que ce rapport était utile et pourrait être pris en considération à un stade ultérieur des travaux de formulation du nouveau droit de la mer.

36. Plusieurs orateurs se sont référés au rapport intitulé "Ressources minérales du fond des mers : faits nouveaux" (A/AC.138/90) d/. On a exprimé l'avis que ce rapport contenait certains renseignements inexacts, provenant de publications, concernant le rôle joué par un gouvernement dans des activités intéressant les ressources minérales des fonds marins. Un certain nombre de délégations ont mentionné un article de journal qui décrivait un projet d'exploitation minière des fonds marins à grande profondeur. On a exprimé l'avis que des activités de cette nature incitaient à conclure qu'il était nécessaire et urgent de mener des négociations pour atténuer les divergences entre Etats et de convoquer la Conférence; qu'en vertu des principes 4 et 14 de la Déclaration des principes contenue dans la résolution 2749 (XXV) de l'Assemblée générale, toutes les activités menées dans la zone seront soumises au régime international à établir et que les Etats devront veiller à ce que leurs ressortissants agissent conformément audit régime; qu'il serait nécessaire d'étudier davantage l'application provisoire de la Convention qui serait élaborée à la Conférence; et que le Secrétaire général devrait soumettre bien avant la Conférence un rapport final concernant les conséquences économiques de la future exploitation des ressources des fonds marins pour l'économie des pays en voie de développement producteurs de minéraux terrestres. Il a également été dit à ce propos que la position d'une autre délégation sur la question d'une législation transitoire relative à l'exploitation minière et à l'exploitation des nodules dans les fonds marins demeurerait inchangée depuis la session de mars/avril. Selon ce même avis, également, il était nécessaire de faire progresser de toute urgence les travaux du Comité de sorte qu'au moment où l'exploitation des ressources minérales des fonds marins aurait lieu, elle se fasse en vertu d'accords convenus à l'échelon international.

37. Conformément à la pratique instituée à la session de mars/avril, le Président du Groupe de travail a fait régulièrement rapport au Sous-Comité sur les progrès réalisés par le Groupe de travail pendant la session de juillet/août. Ces rapports, qui contiennent des renseignements utiles concernant les activités du Groupe de travail mais qui reflétaient l'opinion personnelle de son Président et n'engageaient aucune délégation, ont été reproduits intégralement, comme suite à une décision du Sous-Comité, dans les comptes rendus des 70ème et 73ème séances. Le rapport final du Président est reproduit dans le compte rendu analytique de la 75ème séance du Sous-Comité.

Groupe de travail du régime international et du mécanisme international

38. Le Groupe de travail a tenu 30 séances pendant la session de mars/avril et 37 séances pendant la session de juillet/août.

39. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 16 ci-dessus, à la fin des séances tenues en 1972, le Groupe de travail avait terminé la première lecture d'un certain nombre de textes relatifs au régime international, et pour certains d'entre eux, il avait procédé à une seconde lecture e/. A la session de mars/avril 1973,

d/ A la demande du Sous-Comité, une note du secrétariat de la CNUCED intitulée "Exploration des ressources minérales du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale : questions de politique internationale concernant les produits de base" (Document TD/B/449 du 25 juin 1973) a également été distribuée.

e/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), Annexe II, 1.

le Groupe de travail a terminé la deuxième lecture des textes relatifs au régime international. En outre, il a commencé l'examen d'un document de travail traitant du mécanisme international (document 3). L'examen des textes relatifs au mécanisme international s'est poursuivi pendant la session de juillet/août. Les textes examinés par le Groupe de travail seront publiés dans le volume II.

40. En ce qui concerne le régime international, le Groupe de travail a examiné en première lecture des textes relatifs aux limites de la Zone et il a achevé la deuxième lecture des textes concernant les 20 sujets ci-après : patrimoine commun de l'humanité; activités touchant l'exploration et l'exploitation; non-appropriation et non-revendication ou exercice de souveraineté ou de droits souverains, aucune revendication de droits incompatibles avec les articles du traité et non-reconnaissance de telles revendications ou exercices de droits; utilisation de la Zone par tous les Etats sans discrimination; conduite générale dans la Zone et à l'égard de la Zone; intérêt de l'humanité tout entière; réservation de la Zone exclusivement à des fins pacifiques; qui peut exploiter les fonds marins; normes générales relatives à l'exploitation; recherche scientifique; transfert des techniques; protection du milieu marin; protection de la vie humaine; nécessité de tenir dûment compte des droits des Etats riverains; statut juridique des eaux sus-jacentes de la Zone; conciliation des activités exercées dans le milieu marin et dans la Zone; soin de faire respecter le régime international et responsabilité en cas de dommages; accès à la Zone et depuis la Zone; objets archéologiques et historiques et règlement des différends.

41. En ce qui concerne le mécanisme international, le Groupe de travail a procédé à une première lecture de textes concernant les sujets ci-après : création d'un mécanisme international; nature de l'Autorité; statut de l'Autorité; gestion de navires et mise en place d'installations par l'Autorité; installations et autres facilités en vue de l'exploration de la Zone et de l'exploitation de ses ressources; privilèges et immunités; relations avec d'autres organisations; principes fondamentaux du fonctionnement de l'Autorité; buts de l'Autorité; fonctions et pouvoirs de l'Autorité; principaux organes de l'Autorité; l'Assemblée; fonctions et pouvoirs de l'Assemblée; le Conseil; fonctions et pouvoirs du Conseil; règlement des différends /y compris le Tribunal/; l'Entreprise; la Commission des opérations; le Bureau permanent; la Commission de gestion et de mise en valeur; l'Organisation internationale des opérations dans les fonds marins; l'Organisme d'exploration et de production; la Commission d'exploitation; le secrétariat; la Commission des règles et pratiques recommandées; la Commission de la planification/de la stabilisation des prix; la Commission scientifique et technique; la Commission juridique; la Commission internationale de délimitation des fonds marins et la Commission d'inspection et de conservation et une proposition contenant des dispositions diverses.

42. Le Groupe de travail a terminé la deuxième lecture des textes relatifs aux sujets suivants : l'Assemblée; fonctions et pouvoirs de l'Assemblée; le Conseil; fonctions et pouvoirs du Conseil; le système de règlement des différends /y compris le Tribunal/; l'Entreprise; la Commission des opérations; le Bureau permanent; la Commission de gestion et de mise en valeur; l'Organisation internationale des opérations dans les fonds marins; l'Organisme d'exploration et de production et la Commission d'exploitation.

43. Des délégations ont formulé, au sujet de l'examen de certains textes et de leur incorporation dans le rapport, des objections fondées sur l'incompétence du Groupe de travail. Les objections de chacune de ces délégations font l'objet d'une note de bas de page.

44. Un projet de préambule a été présenté pour examen par le Groupe de travail en première lecture. L'avis a été exprimé que l'examen du préambule ne relevait pas du mandat du Groupe de travail, mais certains délégations ont été d'un avis contraire. Faute de temps, le Groupe de travail n'a pas pu terminer l'examen de cette question, et aucune variante n'a été présentée. L'inclusion du préambule ne préjuge donc en rien la position d'aucune délégation.

45. En s'acquittant de son mandat, le Groupe de travail s'est efforcé de dégager des zones d'accord et de désaccord relatives à tous ces points dans les divers textes annexés au présent rapport. Des crochets ont été utilisés et des variantes ont été établies afin d'indiquer les zones sur lesquelles il n'a pas été possible de concilier les vues sur un texte unique.

46. Il convient de noter a) que le Groupe de travail n'a pas pris de décision sur les rubriques ou notes marginales ou la question de la place éventuelle des textes; b) que certains membres ont formulé des réserves sur le point de savoir si certaines des questions traitées dans les textes relevaient du mandat du Groupe de travail; c) que quelques membres ont exprimé l'avis que les questions traitées dans les textes n'étaient pas nécessairement exhaustives.

47. Le Groupe de travail a estimé qu'il y avait un certain nombre de questions additionnelles qu'il y aurait lieu de traiter. Ces questions pourraient comprendre les règles et réglementations générales concernant l'exploration de la Zone et l'exploitation de ses ressources qui, selon le type d'administration adopté pour l'exploration et l'exploitation, pourraient porter sur des sujets tels que des avis aux navigateurs et autres mesures de sécurité, les secteurs à affecter, les conditions des travaux, les plans des travaux, l'inspection, les contrats de service, la délivrance de permis, les opérations en association, les redevances, la révocation des contrats de service, la révocation des permis, l'intégrité des investissements, les accords régionaux, la participation des pays désavantagés, le statut du Tribunal, les critères à appliquer pour la répartition des profits, les parties au traité et autres clauses finales et les dispositions transitoires. Cette liste n'a pas été entièrement acceptée par toutes les délégations.

Appendice I

Liste des documents présentés au Sous-Comité I

Ordre du jour provisoire (16 mars 1971)	A/AC.138/SC.I/L.1
Note du Président (16 mars 1971)	A/AC.138/SC.I/L.2
Lettre du 25 mars 1971 adressée au Président du Comité par le Président du Sous-Comité I (26 mars 1971)	A/AC.138/SC.I/L.3
Note du Président (19 juillet 1971)	A/AC.138/SC.I/L.4
Déclaration faite par le représentant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la 20ème séance du Sous-Comité I, le 13 août 1971 (13 août 1971)	A/AC.138/SC.I/L.5
Note du Président (16 août 1971)	A/AC.138/SC.I/L.6
Projet de rapport du Sous-Comité (19 août 1971)	A/AC.138/SC.I/L.7
Document de travail soumis au Sous-Comité I par l'Australie et la Jamaïque : projet de programme de travail pour 1972 (27 août 1971)	A/AC.138/SC.I/L.8
Document de travail relatif à la notion de zone intermédiaire présenté par les Pays-Bas (20 mars 1972)	A/AC.138/SC.I/L.9
Programme de travail : statut, portée et dispositions fondamentales du régime à établir sur la base de la Déclaration des principes : Déclaration faite le 20 mars 1972 à la 40ème séance par le Président du Sous-Comité I (20 mars 1972)	A/AC.138/SC.I/L.10
Lettre datée du 29 mars 1972, adressée au Président du Comité par le Président du Sous-Comité I (30 mars 1972)	A/AC.138/SC.I/L.11
Déclaration de M. Philippe de Seynes, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, au Sous-Comité I à sa 48ème séance le 19 juillet 1972 (20 juillet 1972)	A/AC.138/SC.I/L.12
Déclaration faite par M. Manuel Pérez Guerrero, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à la 48ème séance du Sous-Comité I le 19 juillet 1972 (20 juillet 1972)	A/AC.138/SC.I/L.13
Liste des documents de la Troisième CNUCED traitant de questions en rapport avec l'exploitation des ressources minérales du fond des mers et des océans (21 juillet 1972)	A/AC.138/SC.I/L.14
Problèmes institutionnels concernant l'Autorité des fonds marins; le Conseil : document de travail présenté par la délégation italienne (1er août 1972)	A/AC.138/SC.I/L.15

Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale : document de travail soumis par la délégation grecque (2 août 1972)	A/AC.138/SC.I/L.16
Déclaration faite par le Vice-Président du Sous-Comité I au sujet du point 2 du programme de travail, à la 55ème séance tenue le 4 août 1972 (4 août 1972)	A/AC.138/SC.I/L.17
Projet de rapport du Sous-Comité (7 août 1972)	A/AC.138/SC.I/L.18 et Add.1 à 4
Projet de recommandation présenté par les Etats-Unis d'Amérique (26 mars 1973)	A/AC.138/SC.I/L.19
Recommandation adoptée par le Sous-Comité I à sa 66ème séance, le 27 mars 1973 (27 mars 1973)	A/AC.138/SC.I/L.20
Turquie : projet d'article au titre du point 23 de la liste de sujets et de questions : "Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale" (28 mars 1973)	A/AC.138/SC.I/L.21
Textes montrant les zones d'accord et de désaccord sur le point 1 du programme de travail du Sous-Comité : "Statut, portée et dispositions fondamentales du régime à établir sur la base de la Déclaration des principes /résolution 2749 (XXV)/" (4 avril 1973)	A/AC.138/SC.I/L.22
Déclaration faite le 5 avril 1973, à la 68ème séance, par le Président du Sous-Comité I (5 avril 1973)	A/AC.138/SC.I/L.23
Projet d'articles présentés par la délégation italienne (24 juillet 1973)	A/AC.138/SC.I/L.24
Projet d'article présenté par la Grèce au titre du point 23 de la liste de sujets et de questions : "Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale" (14 août 1973)	A/AC.138/SC.I/L.25
Avant-projet d'articles présenté par l'Italie concernant les principes fondamentaux du régime de la zone internationale des fonds et du sous-sol de la mer et la réglementation pour l'octroi et la gestion du permis d'exploration et d'exploitation des minéraux (14 août 1973)	A/AC.138/SC.I/L.26
Projet de rapport du Sous-Comité (15 août 1973)	A/AC.138/SC.I/L.27
Rapport du Groupe de travail du régime international et du mécanisme international (16 août 1973)	A/AC.138/SC.I/L.27/Add.1
Proposition présentée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques : préambule d'un traité sur l'utilisation pacifique du fond des mers (16 août 1973)	A/AC.138/SC.I/L.28

Appendice II

Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité I

Séances tenues du 12 au 26 mars 1971 (A/AC.138/SC.I/SR.1 à 4)

1ère séance

Election du Bureau

2ème séance

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Programme de travail pour 1971 : discussion générale
Déclarations du Président et des représentants de la République démocratique du Congo, de la Guyane, du Chili, du Pérou, de l'Algérie et du Koweït

3ème séance

Programme de travail pour 1971 : discussion générale (suite)
Déclarations des représentants de Ceylan, du Brésil et de l'Inde

4ème séance

1. Programme de travail pour 1971 : discussion générale (fin)
Déclarations des représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats-Unis d'Amérique, du Koweït, de Chypre, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Trinité-et-Tobago et du Rapporteur
2. Exercice du droit de réponse
Déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Séances tenues du 19 juillet au 27 août 1971 (A/AC.138/SC.I/SR.5 à 31)

5ème séance

1. Organisation des travaux
Déclarations du Président et des représentants du Chili, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Brésil, du Pérou, de l'Italie et de la France
2. Discussion générale
Déclaration du représentant de la République-Unie de Tanzanie

6ème séance

Discussion générale (suite)
Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique et de la Jamaïque

7ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Pérou, de la Bolivie et de l'Irak

8ème séance

1. Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de Madagascar et du Kenya

2. Question de procédure

Déclarations du Président et des représentants du Brésil, de la Turquie, de la France, de la République-Unie de Tanzanie, de la Guyane, du Pérou, du Kenya, de l'Italie, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de la Jamaïque, de l'Inde, de la Bulgarie, de la République arabe unie et du Chili

3. Préparation du rapport

Déclaration du Rapporteur

9ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Autriche, du Japon, de la Turquie, de la France et de l'Australie..

10ème séance

1. Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, du Canada, de la Suède, de l'Italie, de la République arabe libyenne, du Nigéria et du Canada

2. Question de procédure

Interventions du Président et des représentants de la Trinité-et-Tobago, de la Jamaïque, de la Guyane, de la République-Unie de Tanzanie, du Pérou, de l'Australie, des Philippines, de la France et du Koweït

11ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants du Chili, du Gabon, de Ceylan et de la Suède.

12ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants du Cameroun, du Népal, de la Tchécoslovaquie, du Koweït, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Libéria et du Canada

13ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Uruguay, de Singapour, des Etats-Unis d'Amérique et des Pays-Bas

14ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Afghanistan, de la Roumanie et de l'Espagne

15ème séance

1. Discussion générale (suite)

Déclaration des représentants de la Belgique, de la Thaïlande et des Philippines

2. Déclaration de M. Baum (Secrétariat)

16ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Indonésie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Côte d'Ivoire, de la Grèce et de la Somalie

17ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la Bulgarie, du Liban, des Pays-Bas et du Soudan

18ème séance

1. Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la Trinité-et-Tobago, de l'Iran, de la Mauritanie et de la République-Unie de Tanzanie

2. Explication

Déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique

19ème séance

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants du Panama, du Zaïre, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

20ème séance

1. Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Equateur, de l'Inde, de l'Egypte et de la Hongrie

20ème séance (suite)

2. Le représentant du **secrétaire** général de la CNUCED a fait une **déclaration**. Cette **déclaration** a suscité les **observations** des représentants du Pérou, du Chili, du Canada, de la Bolivie, des Etats-Unis d'Amérique, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Guyane, de l'Espagne, de la Yougoslavie, du Nigéria, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Colombie et d'un représentant du Secrétariat

21ème séance

1. Discussion générale (suite)
Déclaration du représentant de l'Australie
2. Organisation des travaux
Déclaration du Président

22ème séance

1. Discussion générale (suite)
Déclarations des représentants du Ghana, de la Colombie, de la Pologne et du Mexique
2. Note sur l'organisation des travaux (A/AC.138/SC.I/L.6)
Déclarations du Président, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Inde et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

23ème séance

1. Discussion générale (suite)
Déclarations des représentants de Maurice, de la France, de la Tunisie, du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique, de la Yougoslavie, du Venezuela, du Danemark et de Ceylan
2. Note sur l'organisation des travaux (A/AC.138/SC.I/L.6)
Déclarations du Président et des représentants de la Jamaïque, de la Guyane, de l'Inde et du Brésil

24ème séance

1. Discussion générale (fin)
Déclarations des représentants de l'Afghanistan, de Singapour et du Canada
2. Examen du projet de rapport du Sous-Comité (A/AC.138/SC.I/L.7)

25ème séance

Présentation et examen de la version révisée du projet de rapport

26ème séance

1. Organisation des travaux
2. Examen du projet de rapport (suite)

27ème séance

Examen du projet de rapport (suite)

28ème séance

Examen du projet de rapport (fin)

29ème séance

Adoption du projet de rapport

30ème séance

Adoption du projet de rapport (suite)

31ème séance

Adoption du projet de rapport (fin)

Séances tenues du 29 février au 23 mars 1972 (A/AC.138/SC.I/SR.34 à 47)

32ème séance

Ouverture de la session par le Président provisoire

Election du bureau

Déclarations des représentants de la République-Unie de Tanzanie et des Pays-Bas

Organisation des travaux

Déclaration du Président

33ème séance

1. Organisation des travaux (suite)

Déclarations du Président et des représentants du Pérou, de la Turquie, de la Norvège, de Malte, du Canada, de Sri Lanka, du Koweït et de l'Australie

2. Statut, portée et dispositions fondamentales du régime basé sur la Déclaration des principes /résolution 2749 (XXV)/

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Canada

34ème séance

1. Déclaration du Conseiller juridique sur le tableau comparatif du document A/AC.138/L.10

2. "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)

Déclaration du représentant de l'Australie

35ème séance

1. "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)

Déclarations des représentants de la Grèce, de la Pologne, de Sri Lanka, du Chili et du Pérou

35ème séance (suite)

2. Note du Secrétaire général du 11 mai 1971 :
Déclaration du représentant du Canada

36ème séance

1. "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)
Déclarations des représentants de Malte, du Pérou, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Uruguay, de l'Algérie, de la Turquie, de la Roumanie et de l'Irak
2. Note du Secrétaire général du 11 mai 1971 :
Déclaration du Conseiller juridique

37ème séance

- "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)
Déclarations des représentants de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de Singapour, de l'Afghanistan, de l'Australie, de l'Italie, des Etats-Unis d'Amérique et du Chili

38ème séance

- "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)
Déclarations des représentants de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Koweït, du Japon et du Canada et du Président

39ème séance

1. "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (suite)
Déclarations des représentants de la Yougoslavie, de la Colombie, de Madagascar, du Brésil, de la Belgique, de l'Iran, de l'Inde et de l'Argentine
2. Organisation des travaux
Déclaration du Président

40ème séance

1. "Statut, portée et dispositions fondamentales ..." (fin)
Déclaration du Président
2. Organisation des travaux
Déclaration du Président et des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Turquie, de l'Italie, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Chili, de l'Inde, du Nigéria et de la Jamaïque
3. Statut, portée, fonctions et pouvoirs du mécanisme international
Déclaration du Président et des représentants du Mexique et de la République-Unie de Tanzanie

41ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants des Pays-Bas, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, du Canada et du Mexique

42ème séance

1. Organisation des travaux

Déclarations du Président et du représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine

2. "Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants de la Finlande, de l'Australie, de la Belgique, de la République-Unie de Tanzanie, des Pays-Bas, des Etats-Unis d'Amérique et du Pérou

43ème séance

1. "Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants du Canada et du Chili, du Président, des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de Sri Lanka, de la Suède, du Koweït et de la France

2. Organisation des travaux

Déclaration du Président

44ème séance

1. Organisation des travaux

Déclarations du Président et du représentant du Pérou

2. "Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants de Malte, de la Jamaïque, de la Belgique, de la Trinité-et-Tobago, de l'Espagne, du Pérou et de Singapour

45ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants de la Pologne, de la Colombie, de l'Irak, de la Grèce, du Zaïre, du Pakistan et de la Bulgarie

46ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants du Japon, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Argentine, de la France, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de l'Afghanistan, de la Turquie, de la Nouvelle-Zélande, de la Mauritanie et de l'Uruguay

47ème séance

1. "Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (fin)

Déclarations des représentants du Royaume-Uni, du Brésil et du Kenya

47ème séance (suite)

2. Organisation des travaux

Déclarations du Président, des représentants du Royaume-Uni, de Singapour, de l'Afghanistan, du Brésil, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Australie et du Conseiller juridique

Séances tenues du 19 juillet au 15 août 1972 (A/AC.138/SC.I/SR.48 à 61)

48ème séance

Ouverture de la session

Déclaration du Président

Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Déclaration du secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Déclarations des représentants de la France et du Chili, du Président et du représentant du Royaume-Uni

49ème séance

1. Déclaration du Président du Groupe de travail I

2. "Observations supplémentaires sur les répercussions économiques possibles de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins dans la zone internationale" (A/AC.138/73)

Déclarations des représentants du Chili, du Japon, des Etats-Unis d'Amérique, du Pérou et du Koweït

50ème séance

"Observations supplémentaires sur les répercussions économiques possibles de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins dans la zone internationale" (A/AC.138/73) (suite)

Déclarations du Président et des représentants du Royaume-Uni, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, du Chili, de la France, du Pérou, de la Jamaïque, du Canada et du Brésil et du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

51ème séance

1. Statut, portée, fonctions et pouvoirs du mécanisme international
Déclaration du représentant de la Chine

2. Organisation des travaux
Déclaration du Président

52ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants de l'Uruguay et de Madagascar

53ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclaration du représentant du Danemark

54ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants du Népal, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Tchécoslovaquie et de la Grèce

55ème séance

"Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (suite)

Déclarations des représentants de la Yougoslavie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Vice-Président

Observations sur la déclaration du Vice-Président par les représentants du Chili, du Pérou et de la Bulgarie, le Rapporteur, les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de Malte

56ème séance

1. Adoption du projet de rapport

2. "Statut, portée, fonctions et pouvoirs ..." (fin)

Explications du représentant de la Colombie en réponse à des observations faites à une séance précédente

57ème séance

Adoption du projet de rapport (suite)

58ème séance

Adoption du projet de rapport (suite)

59ème séance

Adoption du projet de rapport (suite)

60ème séance

Adoption du projet de rapport (suite)

61ème séance

1. Adoption du projet de rapport (fin)

2. Organisation des travaux

Déclaration du Vice-Président

Séances tenues du 7 mars au 5 avril 1973 (A/AC.138/SC.I/SR.62 à 68)

62ème séance

Organisation des travaux

Déclaration liminaire du Président

63ème séance

Election de deux vice-présidents par intérim

Déclarations des vice-présidents (Hongrie et Inde)

Organisation des travaux (suite)

Présentation d'une étude technique par les Etats-Unis

Intervention du représentant de la Chine sur un point d'ordre

64ème séance

Rapport du Groupe de travail I

Déclarations du Président du Groupe de travail I, et des représentants du Chili, de la Norvège et de l'Italie, et du Président du Sous-Comité I

Autres aspects des travaux du Sous-Comité

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Chili, du Canada, de la Guyane, du Sénégal, du Pérou, du Ghana, du Kenya, de la Côte d'Ivoire, de l'Equateur, de la France, du Pakistan, du Brésil, du Nigéria, de Singapour, de la Colombie, de l'Italie, de la Grèce et de l'Irak, ainsi que du Président

65ème séance

Autres aspects des travaux du Sous-Comité (suite)

Déclarations des représentants du Chili, du Koweït, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Inde, de la Norvège, du Pérou, des Etats-Unis d'Amérique et du Sénégal, ainsi que du Secrétaire du Sous-Comité

Trésors archéologiques et historiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale

Déclarations des représentants de la Grèce, de Chypre, de la Turquie, de l'Italie et de l'Espagne

66ème séance

Autres aspects des travaux du Sous-Comité (suite)

Déclaration du représentant de la Chine

Document A/AC.138/SC.I/L.19

Déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique

67ème séance

Rapport du Groupe de travail I (fin)

Déclaration du Président du Groupe de travail I et des représentants de la Norvège, du Chili, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Pérou, des Etats-Unis d'Amérique, du Népal, du Brésil, de l'Inde, du Kenya, de la Guyane et de l'Afghanistan, ainsi que du Président

68ème séance

Déclaration du Président sur l'état d'avancement des travaux du Sous-Comité

68ème séance (suite)

Autres aspects des travaux du Sous-Comité (fin)

Déclarations des représentants de la Suède, du Chili, de la Tchécoslovaquie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Philippines, du Pérou, du Ghana, de Trinité-et-Tobago, du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie

Déclaration de clôture du Président

Séances tenues du 3 juillet au 17 août 1973 (A/AC.138/SC.I/SR.69 à 75)

69ème séance

Ouverture de la session

Déclaration du Président

70ème séance

Rapport du Président du Groupe de travail I

Déclaration du Président et du représentant du Chili

71ème séance

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants de la France, du Koweït, du Pérou, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Brésil

72ème séance

Organisation des travaux (suite)

Déclarations du Président et des représentants du Kenya, de la Grèce, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Norvège, du Japon, de la Pologne, de Malte, du Chili, de l'Italie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine

73ème séance

Désignation d'un vice-président et présentation du rapport sur l'état d'avancement des travaux par le Président du Groupe de travail I

Déclarations du Président, du représentant de la Hongrie, du Président du Groupe de travail I, et des représentants de Malte, de la Turquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Japon

74ème séance

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants du Chili, du Pérou et des Etats-Unis d'Amérique, du Rapporteur et du représentant de la Bulgarie

75ème séance

Adoption du projet de rapport du Sous-Comité

Déclarations du Président et du Rapporteur. Présentation du rapport sur l'état d'avancement des travaux et du rapport du Groupe de travail par le Président du Groupe. Adoption du rapport du Sous-Comité au Comité

Déclarations des représentants de l'Italie, de l'Irlande, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Ghana, de la Jamaïque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Japon

RAPPORT DU SOUS-COMITE II a/

I. Historique des travaux du Sous-Comité II en 1971 et 1972

1. Au cours de la session qu'il a tenue en mars 1971, le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale a adopté un accord sur l'organisation de ses travaux b/. Sur la base de cet accord, il a assigné au Sous-Comité II les sujets et fonctions ci-après :

"Dresser une liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer, y compris ceux qui ont trait au régime de la haute mer, du plateau continental, de la mer territoriale (notamment la question de sa largeur et celle des détroits internationaux) et de la zone contiguë, de la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer (notamment la question des droits préférentiels des Etats riverains) et élaborer à ce sujet des projets d'articles de traité. Il est entendu que le Sous-Comité pourra décider de rédiger des projets d'articles avant d'avoir terminé l'examen de la liste complète de sujets et de questions se rapportant au droit de la mer."

2. La répartition des sujets et des fonctions entre les trois sous-comités a été faite étant entendu ce qui suit :

"Le soin de déterminer le mode d'examen et la répartition de tous les sujets restants, y compris, entre autres, 1) la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, et 2) les utilisations pacifiques de cette zone, sera laissé au Comité. Il est entendu que les sous-comités, pour les questions qui leur sont renvoyées, peuvent examiner la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale. Il est bien entendu que la question des recommandations concernant la définition précise de la zone doit être considérée comme une question prêtant à controverse que le Comité tranchera. Le Comité arrêtera aussi l'ordre de priorité de certains sujets dont le régime international, le mécanisme international et les incidences économiques de l'exploitation des ressources du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale et des explications pertinentes données au nom des délégations auteurs du texte."

3. En ce qui concerne les autres sujets qui, conformément à l'accord susmentionné, devaient être attribués par la suite, le Président du Comité a donné lecture de l'accord ci-après à sa 66ème séance, tenue le 27 août 1971 :

a/ Publié initialement sous la cote A/AC.138/95.

b/ Voir A/AC.138/SR.45

"La question du régime international doit bénéficier d'une certaine priorité, comme l'ont expliqué les auteurs du projet de résolution initial, adopté ensuite en tant que résolution 2750 C (XXV) et comme il ressort des termes de cette résolution. Cela signifierait, en premier lieu, l'octroi d'un délai plus long au Sous-Comité I.

Chaque sous-comité aura le droit d'examiner la question des limites et de formuler les conclusions de son examen dans la mesure où cette question se rapporte aux sujets qui lui sont assignés, mais le Comité principal ne prendra de décision sur la recommandation finale relative aux limites que lorsqu'il aura reçu les recommandations du Sous-Comité II sur la définition précise de la zone, recommandations qui devront constituer des propositions fondamentales soumises à l'examen du Comité.

La question des utilisations pacifiques est assignée au Comité lui-même étant entendu que chacun des sous-comités est libre de l'examiner dans la mesure où cette question se rapporte à son mandat c/."

4. Etant un sous-comité plénier, le Sous-Comité II était composé de tous les Etats membres du Comité. Etaient également présents des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui avaient accepté l'invitation à participer en cette qualité aux débats du Comité. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation météorologique mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation hydrographique internationale étaient aussi représentées.

5. Le Bureau du Sous-Comité II, élu en mars 1971, était constitué comme suit :

Président : M. Reynaldo Galindo Pohl (El Salvador)

Vice-Présidents : M. M. Burleigh Holder (Libéria)
M. Mohammed Ali Massoud-Ansari (Iran)
M. Alexander Yankov (Bulgarie)
M. Necmettin Tuncel (Turquie)

Rapporteur : M. Shaffie Abdel-Hamid (Egypte)

A. Travaux du Sous-Comité en 1971

6. Le Sous-Comité a tenu deux séries de réunions à Genève, en mars et en juillet-août 1971. En mars, il a tenu trois séances; en juillet-août, vingt séances.

7. A sa 3ème séance, le 19 mars 1971, et de sa 5ème à sa 20ème séance, soit du 27 juillet au 23 août 1971, le Sous-Comité a examiné les questions qui lui avaient été renvoyées et a commencé à établir une liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer.

c/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421) par. 22.

8. Comme on l'a indiqué dans le rapport du Sous-Comité sur ses travaux en 1971,

"On a été généralement d'accord pour reconnaître que l'établissement, au stade actuel, d'une liste complète de sujets et de questions sur le droit de la mer, devait être abordé avec une certaine souplesse afin de permettre de modifier la liste, compte tenu des progrès des travaux, étant entendu que l'inscription ou la non-inscription sur la liste d'un sujet particulier ou d'une question particulière ne préjugerait pas la position des délégations en ce qui concerne la valeur intrinsèque du sujet ou de la question en cause ou sur le fond desdits sujets en question ou en ce qui concerne leur inscription ou leur non-inscription ultérieure à l'ordre du jour de la future conférence sur le droit de la mer. Il a été également convenu que la liste ne préjugerait pas d'ordre de priorité qu'il conviendrait d'observer pour l'examen des sujets et des questions d/."

9. Les propositions suivantes ont été présentées en ce qui concerne l'établissement d'une liste complète de sujets et de questions concernant le droit de la mer : lettre datée du 23 avril 1971, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Belgique (A/AC.138/35); document de travail présenté par les délégations de la Bulgarie et de la Pologne concernant la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer (A/AC.138/45 et Add.1); proposition de la Turquie tendant à inscrire une question sur la liste de sujets (A/AC.138/48); document de travail présenté par la délégation de l'Islande au sujet de la liste de questions relatives au droit de la mer (A/AC.138/51); document de travail soumis par le Canada et la Norvège concernant la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer visée au paragraphe 6 du dispositif de la résolution 2750 C (XXV) (A/AC.138/52 et Add.1); document de travail présenté par la délégation de la Grèce concernant la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer (A/AC.138/54); document de travail sur la liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer soumis par l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili, El Salvador, l'Espagne, l'Equateur, le Guatemala, la Guyane, la Jamaïque, Panama, le Pérou, la Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela (A/AC.138/56); projet de déclaration explicative concernant l'adoption de la liste complète de sujets et de questions, présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/AC.138/57); document de travail sur la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer, présenté par l'Afghanistan, l'Algérie, le Cameroun, Ceylan, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, le Kenya, le Koweït, le Libéria, Madagascar, la Malaisie, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Nigéria, les Philippines, la République arabe libyenne, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, Singapour, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, le Yémen et la Yougoslavie (A/AC.138/58). En outre, des propositions ont été présentées verbalement sur certains sujets ou certaines questions qu'il conviendrait d'inclure dans la liste.

10. Pour faciliter l'accord sur une liste complète de sujets et questions, le Sous-Comité a décidé, à sa 20ème séance, le 23 août 1971, de constituer un groupe de travail composé des pays suivants : Bulgarie, Canada, Ethiopie, Indonésie, Iran, Kenya, Norvège, Pérou, Pologne, Trinité-et-Tobago et Yougoslavie. Le Rapporteur du Sous-Comité a été invité à participer aux travaux du Groupe de travail. Celui-ci a tenu deux séances. Faute de temps, il n'a pas pu s'acquitter pleinement de sa tâche.

d/ Ibid., par. 99.

11. Des projets d'articles de traité ont été présentés sur certains aspects des sujets et questions renvoyés au Sous-Comité, à savoir : projets d'articles sur la largeur de la mer territoriale, sur les détroits et sur les pêcheries présentés par les Etats-Unis d'Amérique (A/AC.138/SC.II/L.4) (Corr.1 en français seulement); document de travail présenté par le Gouvernement de Malte concernant un projet de traité sur l'espace marin (A/AC.138/53) dont certaines parties avaient trait à des questions renvoyées au Sous-Comité II. Quelques observations relatives à ces propositions ont été faites au cours de la discussion générale.

12. La discussion a porté sur des sujets mentionnés dans la résolution 2750 (XXV) de l'Assemblée générale à savoir "le régime de la haute mer, le plateau continental, la mer territoriale (y compris la question de sa largeur et la question des détroits internationaux) et la zone contiguë ainsi que la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer (y compris la question des droits préférentiels des Etats riverains)" et d'autres questions connexes e/.

13. Comme le déclare le rapport du Sous-Comité sur ses travaux en 1971,

"L'oeuvre accomplie par le Sous-Comité en 1971 représente un pas en avant indispensable vers l'achèvement ultérieur des tâches qui lui ont été confiées. Les délégations ont été vivement conscientes de la complexité et de l'interdépendance des questions renvoyées au Sous-Comité ainsi que des attributions qui lui avaient été confiées. Elles ont apprécié toute l'importance des consultations et des négociations entre délégations pour parvenir à des résultats positifs et pour mettre au point des solutions pratiques, viables et équitables, de nature à promouvoir les intérêts supérieurs de la communauté internationale, les relations amicales entre Etats, le progrès économique et social de tous les pays et, en particulier, des pays en voie de développement, et à rehausser le prix de la paix et de la sécurité internationales f/."

B. Travaux du Sous-Comité en 1972

14. Le Sous-Comité II a poursuivi ses travaux en 1972 et a tenu deux séries de réunions, la première à New York du 1er au 30 mars (neuf séances), et la deuxième à Genève du 17 juillet au 17 août (quinze séances).

15. Les membres du Bureau élus en 1971 sont demeurés en fonction en 1972. Toutefois, M. Ezedine Kazemi (Iran) a remplacé M. Mohammed Ali Massoud-Ansari (Iran) comme Vice-Président.

16. A sa 24ème séance, le 1er mars 1972, le Sous-Comité a décidé que les membres du Bureau qui étaient temporairement absents seraient remplacés, en attendant leur retour, par des membres de leurs délégations respectives. C'est ainsi que M. Diggs (Libéria) et M. Kostov (Bulgarie) ont assumé les fonctions de Vice-Présidents pendant l'absence temporaire de M. Holder et de M. Yankov, respectivement, et que M. Kassem (Egypte) a rempli les fonctions de Rapporteur pendant l'absence temporaire de M. Abdel-Hamid. En l'absence de M. Galindo Pohl, le Sous-Comité, à sa 33ème séance, le 17 juillet 1972, a élu Président M. Martínez Moreno (El Salvador).

e/ Ibid., par. 104 à 110.

f/ Ibid., par. 111.

17. Le Comité a examiné les questions qui lui avaient été renvoyées par le Comité à sa 25ème séance, de sa 27ème à sa 32ème séance et de sa 34ème à sa 45ème séance, tenues le 15 mars, du 22 au 30 mars et du 18 juillet au 16 août 1972. Un certain nombre de réunions officielles ont également eu lieu au sujet de l'élaboration d'une liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer, sous la présidence soit du Président du Comité (A/AC.138/SR.76 et 77), soit du Président du Sous-Comité II, soit des deux Présidents conjointement. Des consultations et des négociations entre délégations ont porté sur l'élaboration de la liste complète demandée par la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale.

18. Au cours de sa session de 1972, le Sous-Comité a été saisi de nouvelles propositions concernant l'élaboration d'une liste complète de sujets et de questions relatifs au droit de la mer : une liste à présenter à la Conférence sur le droit de la mer, proposée par les pays suivants : Algérie, Argentine, Brésil, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, El Salvador, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyane, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Islande, Jamaïque, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République arabe libyenne, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie et Zaïre (A/AC.138/66 et Corr.2). Des amendements à la liste des sujets et de questions proposée par ces 56 puissances ont été soumis ultérieurement : par Malte (A/AC.138/67); par les Etats-Unis d'Amérique (A/AC.138/68); par la Grèce et l'Italie (A/AC.138/69); par le Japon (A/AC.138/70 et A/AC.138/78); par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.138/71); par l'Afghanistan, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Hongrie, le Mali, le Népal, la Tchécoslovaquie et la Zambie (A/AC.138/72 et Corr.1); par la Turquie (A/AC.138/74 et Corr.1); par la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/AC.138/76); et par la Pologne (A/AC.138/77). Une liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer a aussi été soumise par Malte (A/AC.138/75 et Corr.1). Ces documents ont fait l'objet de consultations et de négociations.

19. A sa 45ème séance, tenue le 1^{er} août 1972, le Sous-Comité a approuvé la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer, et l'a soumise au Comité g/. Elle était précédée de dispositions liminaires, ainsi conçues :

"La présente liste a été établie conformément à la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Elle n'est pas nécessairement complète et ne fixe pas un ordre de priorité pour l'examen des divers sujets et questions.

Comme elle a été dressée dans une optique détaillée et vise à englober une large gamme de possibilités, le fait de la présenter ou de l'accepter ne préjuge la position d'aucun Etat et n'engage aucun Etat quant aux points qu'elle contient ou à leur ordre, forme ou classement.

Elle devra donc servir de cadre à la discussion et à la rédaction des articles voulus."

g/ Pour la liste de sujets et de questions relatifs au droit de la mer telle qu'elle a été approuvée par le Comité le 18 août 1972, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), par. 23.

20. Lors de l'adoption de la liste de sujets et de questions il a été décidé que les points 6 et 7 pourraient être traités simultanément. Certaines délégations ont tenu à expliquer pour quelles raisons elles avaient accepté la liste, et ont réaffirmé l'importance qu'elles attachent à l'accord dont il est fait mention dans la note explicative. En particulier, elles ont rappelé que, selon leur interprétation, la liste ne pouvait en aucune manière limiter pour les délégations le droit de faire valoir leurs idées ou leurs points de vue, pas plus qu'elle ne préjugerait leur position quant au fond sur tel ou tel des sujets de la liste. Certaines délégations ont réservé leur position sur certains sujets de la liste. Les interventions qu'elles ont faites à ce propos sont reproduites dans les comptes rendus analytiques du Sous-Comité II (A/AC.138/SC.II/SR.44 et 45). D'autres délégations ont fait observer que les réserves ne concernaient en aucune manière les dispositions contenues dans le paragraphe 3 de la note explicative.

21. Au cours de ses débats sur les divers aspects des sujets et des questions qui lui avaient été confiés, le Sous-Comité a été saisi des documents supplémentaires suivants h/ à sa session de 1972 : un projet d'article sur la pêche accompagné d'une note explicative (A/AC.138/SC.II/L.6) et un projet d'articles sur les détroits utilisés pour la navigation internationale (A/AC.138/SC.II/L.7), présentés par l'Union des Républiques socialistes soviétiques; un document de travail sur la gestion des ressources biologiques de la mer (A/AC.138/SC.II/L.8), présenté par le Canada; un projet d'article révisé sur les pêcheries (A/AC.138/SC.II/L.9), présenté par les Etats-Unis d'Amérique; un projet d'articles relatifs au concept de zone économique exclusive (A/AC.138/SC.II/L.10), présenté par le Kenya; un document de travail sur les principes applicables à un régime de la pêche (A/AC.138/SC.II/L.11), présenté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande; et des propositions relatives à un régime de la pêche en haute mer (A/AC.138/SC.II/L.12), présentées par le Japon. Un échange de vues préliminaire a eu lieu sur certains aspects de ces documents, mais le Sous-Comité ne les a pas examinés de manière approfondie. Au cours du débat, il a été fait mention des sujets énumérés dans la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale et d'autres questions connexes i/ présentées soit dans des documents de travail soumis au Sous-Comité, soit dans des déclarations faites devant lui.

22. Le 16 août, après que le Sous-Comité eut adopté d'un commun accord la liste de sujets et de questions, les délégations australienne et canadienne ont présenté un document contenant des propositions en vue de l'organisation future des travaux du Sous-Comité II. Ces propositions sont reproduites dans le document A/AC.138/SC.II/L.14.

II. Travaux du Sous-Comité II en 1973

A. Organisation des travaux

23. Pendant les sessions du Comité qui ont eu lieu en 1973, le Sous-Comité II a tenu deux séries de réunions : à New York, du 6 mars au 5 avril 1973, et à Genève, du

h/ Les documents dont le Sous-Comité était saisi à sa session de 1971 sont énumérés aux paragraphes 9 et 11 ci-dessus.

i/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), par. 164 à 192.

3 juillet au 23 août 1973. En mars et avril, il a tenu 15 séances; en juillet et août, 17 séances.

24. En 1973, le Bureau était composé comme suit :

Président : M. Reynaldo Galindo Pohl (El Salvador)

Vice-Présidents : M. M. Burleigh Holder (Libéria)
M. Ezedine Kazemi (Iran)
M. Alexander Yankov (Bulgarie)
M. Necmettin Tuncel (Turquie)

Rapporteur : M. Shaffie Abdel-Hamid (Egypte)

25. En l'absence de M. Galindo Pohl, M. Necmettin Tuncel (Turquie), Vice-Président, a rempli les fonctions de Président aux 52ème, 53ème, 54ème, 56ème, 61ème et 62ème séances; M. Gheorghi Ghelev (Bulgarie), en remplacement de M. Alexander Yankov (Bulgarie), Vice-Président, a rempli les fonctions de Président aux 55ème et 62ème séances; M. Ezedine Kazemi (Iran) a rempli les fonctions de Président aux 73ème et 75ème séances; M. Winston A. Tubman (Libéria) a rempli ces fonctions à la 74ème séance et M. Alexander Yankov (Bulgarie), à la 79ème séance.

26. Conformément à une décision prise en 1972 (voir par. 16 ci-dessus), M. Ghelev (Bulgarie) a assuré les fonctions de Vice-Président pendant l'absence temporaire de M. Yankov. M. Winston A. Tubman (Libéria) a remplacé M. M. Burleigh Holder (Libéria) en qualité de Vice-Président.

27. La question de la portée du mandat du Sous-Comité II, compte tenu des travaux des autres sous-comités et du Comité lui-même, a été évoquée par le Président du Comité dans les propositions concernant l'organisation des travaux qu'il a présentées au Comité à sa 90ème séance, le 5 mars 1973 (A/AC.138/L.13, L.13/Corr.1, L.13/Add.1 et A/AC.138/L.13/Rev.1). Le passage pertinent de ces propositions est le suivant :

"11. Il convient d'établir une distinction entre l'établissement de la liste de sujets et questions et la compétence de tout sous-comité pour examiner et rédiger des projets d'articles à propos desdits sujets et questions. Etant donné que ceux-ci sont souvent étroitement liés et qu'en pareils cas il est difficile de traiter chacun d'entre eux isolément, le Président proposerait de les regrouper en un certain nombre de catégories. Le Comité notera qu'il y a une contradiction entre le mandat du Sous-Comité II, qui, si on le prend à la lettre, habilite celui-ci à rédiger des articles de traité relatifs à tous les points figurant dans la liste de sujets et questions, et le mandat des deux autres sous-comités qui habilite ceux-ci à rédiger des articles concernant les aspects du droit de la mer qui sont de leur ressort et qui figurent dans la liste des sujets et questions à titre de points ou rubriques.

Le Comité doit donc décider que le Sous-Comité II doit s'occuper uniquement de questions autres que celles qui ont été confiées au Sous-Comité I et au Sous-Comité III ou dont le Comité lui-même reste saisi."

28. A la 91ème séance du Comité, le 12 mars 1973, le Président a déclaré qu'un consensus avait été réalisé au sujet de l'organisation des travaux du Comité, selon lequel le Sous-Comité II traiterait de tous les sujets et questions qui ne sont pas attribués aux deux autres sous-comités, à la seule exception des points qui, selon les termes de l'Accord d'août 1971, doivent être examinés par le Comité plénier qui examinerait également le point 25. Tous les sous-comités auraient le droit d'étudier les points attribués aux autres dans la mesure où ces points relèveraient de leur mandat respectif.

29. La version révisée des propositions du Président du Comité, approuvée par le Comité (A/AC.138/L.13/Rev.1), indiquait que le Sous-Comité II était chargé de l'examen des rubriques et points suivants :

2. Mer territoriale

- 2.1 Nature et caractéristiques, y compris la question de l'unité ou de la pluralité des régimes dans la mer territoriale
- 2.2 Eaux historiques
- 2.3 Limites
 - 2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale; divers aspects en cause
 - 2.3.2 Largeur de la mer territoriale. Critères globaux ou régionaux. Mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées
- 2.4 Passage inoffensif dans la mer territoriale
- 2.5 Liberté de navigation et de survol résultant de la question de la pluralité des régimes dans la mer territoriale

3. Zone contiguë

- 3.1 Nature et caractéristiques
- 3.2 Limites
- 3.3 Droits des Etats riverains en matière de sécurité nationale, de douane et de contrôle fiscal, de contrôle sanitaire et de contrôle des immigrations

4. Détroits servant à la navigation internationale

- 4.1 Passage inoffensif
- 4.2 Autres questions connexes, y compris la question du droit de transit

5. Plateau continental

- 5.1 Nature et portée des droits souverains des Etats riverains sur le plateau continental. Devoirs des Etats

- 5.2 Limite extérieure du plateau continental : critères applicables
- 5.3 Question de la délimitation entre Etats; divers aspects en cause
- 5.4 Ressources naturelles du plateau continental
- 5.5 Régime des eaux sus-jacentes du plateau continental
- 5.6 Recherche scientifique
- 6. Zone économique exclusive au-delà de la mer territoriale
 - 6.1 Nature et caractéristiques, y compris les droits et la juridiction des Etats riverains en rapport avec les ressources, la lutte contre la pollution et la recherche scientifique dans cette zone. Devoirs des Etats
 - 6.2 Ressources de la zone
 - 6.3 Liberté de navigation et survol
 - 6.4 Arrangements régionaux
 - 6.5 Limites : critères applicables
 - 6.6 Pêcheries
 - 6.6.1 Zone exclusive de pêche
 - 6.6.2 Droits préférentiels des Etats riverains
 - 6.6.3 Gestion et conservation
 - 6.6.4 Protection des pêcheries des Etats riverains dans les mers fermées et semi-fermées
 - 6.6.5 Régime des îles sous domination et contrôle étrangers par rapport aux zone de juridiction exclusive de pêche
 - 6.7 Fonds de mers sous juridiction nationale
 - 6.7.1 Nature et caractéristiques
 - 6.7.2 Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face
 - 6.7.3 Droit souverain sur les ressources naturelles
 - 6.7.4 Limites : critères applicables

- 6.8 Prévention et lutte contre la pollution et les autres atteintes au milieu marin
 - 6.8.1 Droits et responsabilités des Etats riverains
- 6.9 Recherche scientifique
- 7. Droits préférentiels ou autre juridiction non exclusive des Etats riverains sur les ressources au-delà de la mer territoriale
 - 7.1 Nature, portée et caractéristiques
 - 7.2 Ressources du fond des mers
 - 7.3 Pêcheries
 - 7.4 Prévention et lutte contre la pollution et les autres atteintes au milieu marin
 - 7.5 Coopération internationale en matière d'étude et d'exploitation rationnelle des ressources pélagiques
 - 7.6 Règlement des différends
 - 7.7 Autres droits et obligations
- 8. Haute mer
 - 8.1 Nature et caractéristiques
 - 8.2 Droits et devoirs des Etats
 - 8.3 Question des libertés de la haute mer et de leur réglementation
 - 8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques
 - 8.5 Esclavage, piraterie, stupéfiants
 - 8.6 Poursuite
- 9. Pays sans littoral
 - 9.1 Principes généraux du droit de la mer concernant les pays sans littoral
 - 9.2 Droits et intérêts des pays sans littoral
 - 9.2.1 Liberté d'accès à la mer et depuis la mer : liberté de transit; transports et communications : moyens et facilités
 - 9.2.2 Egalité de traitement dans les ports des Etats transitaires

- 9.2.3 Liberté d'accès à la zone internationale des fonds marins au-delà de la juridiction nationale
- 9.2.4 Participation au régime international, y compris le mécanisme, et au partage équitable des avantages de la zone
- 9.3 Intérêts et besoins particuliers des pays sans littoral en voie de développement en ce qui concerne le régime international
- 9.4 Droits et intérêts des pays sans littoral en ce qui concerne les ressources biologiques de la mer
- 10. Droits et intérêts des Etats à plateau continental enclavé et des Etats ayant un plateau étroit ou un littoral de faible longueur
 - 10.1 Régime international
 - 10.2 Pêcheries
 - 10.3 Intérêts et besoins particuliers des pays en voie de développement à plateau continental enclavé ou ayant un plateau étroit ou un littoral de faible longueur
 - 10.4 Liberté d'accès à la haute mer et depuis la haute mer
- 11. Droits et intérêts des Etats à plateau large
- (14. Développement et transfert des techniques - question renvoyée au Sous-Comité III. Le Sous-Comité II devra en examiner les subdivisions dans la mesure où elles relèvent de son mandat.)
- 15. Arrangements régionaux - question devant être examinée par chacun des sous-comités dans la mesure où elle relève de son mandat
- 16. Archipels
- 17. Mers fermées et semi-fermées
- 18. Iles artificielles et installations
- 19. Régime des îles :
 - a) Îles sous dépendance coloniale ou sous domination ou contrôle étranger;
 - b) Autres questions connexes
- 20. Responsabilité en cas de dommages résultant de l'utilisation du milieu marin - question devant être examinée par chacun des sous-comités dans la mesure où elle relève de son mandat
- 21. Règlement des différends - question devant être examinée par chacun des sous-comités dans la mesure où elle relève de son mandat

22. Utilisations pacifiques de l'espace océanique; zones de paix et de sécurité
(à examiner conformément à l'Accord du 21 août 1971)

24. Transmissions à partir de la haute mer

30. De sa 48ème à sa 51ème séance, le Sous-Comité a discuté de la manière dont ses travaux pourraient être organisés au mieux. A la 51ème séance, le 9 mars 1971, il est parvenu à un consensus au sujet de l'établissement d'un groupe de travail unique. Ce consensus a été résumé par le Président comme suit :

"... le Sous-Comité établira un groupe de travail ouvert, étant entendu qu'il pourra en établir d'autres si le besoin s'en fait sentir; d'autres organes comme des groupes de rédaction ou sous-groupes de travail pourront être également créés; le groupe de travail sera habilité à déterminer lui-même son organisation interne, c'est-à-dire à élire son bureau, établir son plan de travail et décider de l'ordre d'examen des différentes questions. En outre, il fera périodiquement rapport au Sous-Comité."

31. En conséquence, à sa 51ème séance, le Sous-Comité a créé un groupe de travail plénier. Après des consultations entre les groupes régionaux, M. Moncef Kedadi (Tunisie) a été élu Président du Groupe de travail.

32. Du 12 mars au 4 avril 1973, le Groupe de travail a tenu 11 séances; du 3 juillet au 23 août 1973, il a tenu 31 séances.

33. Aux 57ème, 62ème, 65ème et 74ème séances du Sous-Comité, le Président du Groupe de travail a fait rapport oralement au Sous-Comité sur les travaux accomplis par le Groupe de travail.

B. Examen des questions renvoyées au Sous-Comité conformément à l'accord réalisé en matière d'organisation des travaux, dont le Président a donné lecture à la 45ème séance du Comité le 12 mars 1971

34. Le Sous-Comité a examiné les questions qui lui ont été renvoyées, conformément à l'accord de mars 1971, et qui sont énumérées dans la version révisée des propositions du Président du Comité (voir par. 28 et 29 ci-dessus), de sa 51ème à sa 62ème séance, soit du 17 mars au 9 avril 1973, et de sa 64ème à sa 80ème séance, soit du 20 juillet au 23 août 1973. Le Groupe de travail plénier du Sous-Comité II a tenu une série de réunions (voir par. 32 ci-dessus) en vue d'établir des projets d'articles.

35. Des déclarations ont été faites sur divers aspects des questions et sujets confiés au Sous-Comité. En même temps, de nouveaux documents ont été présentés en 1973 (voir appendice III), en plus des documents déjà présentés en 1971 et 1972.

36. Des déclarations ont évoqué les rapports entre les Conventions de Genève de 1958 sur le droit de la mer et les travaux du Sous-Comité. A ce sujet, on a dit que les concepts juridiques dont s'inspirent ces conventions sont dépassés et doivent être remplacés par des concepts nouveaux qui tiennent compte des réalités politiques, sociales, économiques et juridiques du jour, et des progrès récents de la science et de la technique. On a déclaré aussi que les concepts et les règles actuels du droit

international, dont se sont inspirées les Conventions de Genève de 1958, sont le produit de siècles de progrès graduels et ne doivent pas être mis au rancart mais que, ajustés à de nouveaux besoins, ils doivent servir de base à une nouvelle convention sur le droit de la mer.

37. En ce qui concerne la mer territoriale, on a mentionné les liens étroits entre ce concept, les concepts analogues de souveraineté et de juridiction nationales et d'autres questions, telles que celles d'une zone économique exclusive, d'une mer patrimoniale, d'une zone ou de droits de pêche, d'une zone intermédiaire, de droits préférentiels, de passage par les détroits servant à la navigation internationale, de navigation et de survol, ainsi que la nécessité d'examiner ces questions ensemble en formulant de nouvelles règles juridiques. On a dit que le défaut fondamental de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë j/ était qu'elle ne définissait pas la largeur de la mer territoriale. Un autre défaut de cette convention, a-t-on dit, était l'imprécision de ses dispositions relatives aux lignes de base servant à mesurer la largeur de la mer territoriale. A ce sujet, on a soutenu que la mer territoriale devait avoir une largeur uniforme. On a dit aussi que les réalités géographiques ou les besoins de la sécurité nationale imposaient des largeurs variables, à établir par l'Etat riverain lui-même ou par voie d'accord entre les Etats de la région intéressée. On a également déclaré que la question de la largeur uniforme de la mer territoriale ne devrait pas être liée à la reconnaissance de zones ou autres types de juridiction de l'Etat riverain dans les zones de mer adjacentes. On a déclaré, en outre, que la détermination de la largeur de la mer territoriale n'intéressait pas seulement l'Etat /les Etats/ riverain/s/ mais mettait en jeu également les intérêts de la communauté internationale tout entière. On a fait observer que la détermination de la largeur de la mer territoriale devait dépendre du régime juridique de la zone adjacente à la mer territoriale et, en particulier, de la nature et du contenu des droits de l'Etat riverain et de sa juridiction dans cette zone.

38. D'autres points mentionnés à propos de la mer territoriale ont été sa nature et ses caractéristiques, y compris la question de l'unité ou de la pluralité des régimes; certains aspects de la délimitation dans des zones telles que les mers fermées ou semi-fermées ou dans des zones où les côtes d'Etats sont limitrophes ou se font face; les circonstances dans lesquelles le principe de la ligne médiane serait applicable.

39. Concernant les droits historiques, on a déclaré que les droits ou titres acquis par un Etat dans une partie de la mer adjacente à ses côtes ou dans une baie historique devaient être reconnus et sauvegardés.

40. On a également remarqué que, si le critère de continuité et d'acceptation ininterrompue était essentiel pour la définition des droits historiques, aucun Etat ne pouvait se prévaloir de droits historiques dans les eaux contiguës d'un autre Etat en se fondant, en particulier, sur une ancienne ou récente présence à caractère colonial ou sur une occupation par la force.

41. On a aussi déclaré que ces droits ne devaient pas avoir été acquis du fait d'une situation coloniale.

j/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 516 (1964), No 7477.

42. En ce qui concerne le régime du passage dans la mer territoriale, on a parlé du droit de passage inoffensif et de la nécessité de préciser davantage cette notion. A ce sujet, on a soutenu que les Etats riverains avaient le droit de formuler des règlements relatifs à la navigation et en particulier à l'établissement de couloirs maritimes et de plans obligatoires de séparation du trafic. On a mentionné aussi le droit des Etats d'établir des règles applicables au passage de certains types de navires, y compris les navires présentant des caractéristiques spéciales, ainsi que des règlements pour la protection du milieu marin et la prévention de la pollution marine. A cet égard, on a exprimé l'avis que ces pouvoirs réglementaires de l'Etat riverain n'étaient pas compatibles avec le principe du passage inoffensif. On a dit que les règlements édictés par l'Etat riverain devaient tenir compte à la fois des intérêts des Etats riverains en matière de sécurité et des intérêts de la communauté internationale en matière de commerce et de communications. On a dit également qu'il n'était pas nécessaire de réviser la notion de passage inoffensif telle qu'elle s'appliquait aux parties de la mer territoriale autres que détroits servant à la navigation internationale. On a mentionné la création d'un mécanisme approprié avec procédures obligatoires pour le règlement des différends.

43. A propos des détroits, on a mentionné leur degré différent d'importance pour la navigation internationale, on a parlé des détroits situés à l'intérieur des eaux territoriales et des eaux archipélagiques, des régimes des détroits découlant de la coutume ou de traités et de l'établissement d'un régime internationalement convenu du transit par les détroits.

44. On a dit que la navigation à travers la mer territoriale et à travers des détroits servant à la navigation internationale doit être traitée comme un tout, car les détroits en question sont ou font partie des mers territoriales. On a déclaré aussi que la réglementation de la navigation doit assurer un équilibre satisfaisant entre les intérêts particuliers des Etats riverains et les intérêts généraux de la navigation maritime internationale, et que ce résultat peut être obtenu dans les meilleures conditions par le principe du passage inoffensif.

45. On a dit qu'il fallait établir un régime de navigation dans la mer territoriale et dans les détroits servant à la navigation internationale qui soumette le passage à des conditions définies par voie de traité et qui soit complété par un mécanisme de règlement obligatoire des différends faisant partie des institutions internationales par les océans.

46. On a déclaré que le seul problème à l'examen, compte tenu de la liste de sujets et de questions, était celui des détroits servant à la navigation internationale tels qu'ils étaient définis par le droit international.

47. Dans les détroits servant à la navigation internationale, tous les navires et tous les aéronefs devaient, a-t-on dit, bénéficier aux fins de transit de la même liberté de navigation et de survol qu'en haute mer.

48. On a déclaré également que des régimes différents de transit devraient être applicables dans les différents types de détroits.

49. On a mentionné le droit des Etats riverains de prendre des mesures réglementant le passage, telles que la désignation de couloirs à emprunter par les navires, et des mesures concernant la sécurité nationale, telles que des notifications et des autorisations préalables dans le cas de certaines classes de navires. A cet égard, on a également dit que des notifications et des autorisations préalables n'étaient pas nécessaires. On a dit aussi que les accords internationaux en vigueur concernant le régime juridique de certains détroits ne devaient pas être affectés par des règles qui seraient établies dans le cadre d'une nouvelle convention.

50. A propos des détroits servant à la navigation internationale, on a déclaré que les Etats riverains concernés devraient être considérés comme étant dans une situation géographique défavorable et, par conséquent, pouvaient revendiquer des droits spéciaux en ce qui concernait leur sécurité nationale et leurs intérêts.

51. Pour ce qui est du plateau continental, on a mentionné le droit international coutumier et la Convention de Genève de 1958 en la matière k/ ainsi que les droits existants qui en découlent. On a rappelé à ce sujet l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans les affaires relatives au Plateau continental de la mer du Nord l/. On a déclaré que, en l'occurrence, il ne s'agissait que de la délimitation du plateau continental entre des Etats et non de la détermination des limites externes de ce plateau. On a déclaré, en outre, que puisque le Plateau continental était soumis à la juridiction nationale avant la proposition de créer une zone internationale des fonds marins, il y avait lieu de reconnaître les droits acquis de l'Etat riverain sur le Plateau continental. On a parlé aussi de la nécessité de modifier la Convention de Genève de façon qu'elle tienne compte des théories en cours et des progrès techniques dans l'exploration des ressources des fonds marins. On a discuté de l'acceptabilité de certains critères pour déterminer la limite du Plateau continental. A cet égard, on a mentionné plusieurs limites, y compris celles qui se fondent sur des critères de profondeur et de distance à partir de la côte ou à partir de lignes de base appropriées ainsi que des limites fixées sur la base de facteurs géomorphologiques, géologiques, économiques et autres. On a parlé aussi de la question de la délimitation entre les Etats limitrophes ou qui se font face et des ressources du plateau continental.

52. En ce qui concerne le concept d'une zone économique exclusive ou mer patrimoniale, des vues ont été exprimées quant au régime qui devrait être applicable dans cette zone. On a mentionné la nature de la juridiction et des droits qu'un Etat riverain peut exercer sur les ressources naturelles de la zone économique exclusive ou mer patrimoniale et des limitations dont cette juridiction et ces droits devraient faire l'objet. A cet égard, des déclarations ont été faites sur la question de savoir si des régimes différents devraient s'appliquer à des ressources différentes, c'est-à-dire ressources biologiques, d'une part, et ressources non biologiques, de l'autre, aux différentes espèces de ressources biologiques, ainsi qu'au sujet des droits et intérêts des Etats géographiquement désavantagés. On s'est également référé à l'intérêt que présentait pour la communauté internationale une gestion efficace des ressources à l'intérieur de la zone économique exclusive.

k/ Ibid., vol. 499 (1964), No 7302.

l/ Plateau continental de la mer du Nord - Arrêt - CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1969, p. 3.

53. On a parlé de l'établissement de zones économiques exclusives régionales ou sous-régionales adjacentes à la mer territoriale dans l'intérêt de tous les Etats d'une région ou sous-région. Ces zones économiques seraient gérées par des autorités régionales ou sous-régionales et comprendraient aussi bien les ressources minérales que les ressources biologiques des zones. A cet égard, on a émis l'avis que ces zones ne seraient pas pratiques, qu'elles seraient prématurées et qu'il était probable qu'elle ne permettraient pas d'atteindre les objectifs en vue, si des arrangements n'étaient pas préalablement adoptés.

54. Des déclarations ont été faites au sujet de la liberté de navigation et de survol dans ou sur les eaux situées à l'intérieur d'une zone économique exclusive ou mer patrimoniale, les seules restrictions étant celles qui découlaient de l'exercice des droits de l'Etat riverain dans cette zone. On a déclaré, en outre, que la navigation et le survol devaient être réglementés selon des règles adoptées par des institutions internationales et sanctionnées par des procédures obligatoires de règlement des différends.

55. On a dit que, selon la notion de souveraineté et de juridiction nationales, une pluralité de régimes pourrait être admise pour la navigation internationale.

56. On a fait observer que la juridiction économique de l'Etat riverain ne devait pas porter atteinte à la liberté de navigation et de survol ni aux autres droits de mener des activités ne concernant pas les ressources. On a fait observer aussi que ces activités devaient être soumises aux règlements pris par l'Etat riverain dans l'exercice de la juridiction économique.

57. Des déclarations ont été faites au sujet de la détermination de la limite externe d'une zone économique exclusive selon des critères de distance, des critères de profondeur ou de ces deux catégories de critères combinées. On a fait valoir l'importance, du point de vue de la délimitation d'une zone, de facteurs tels que les conditions géographiques, géologiques, géomorphologiques, économiques, biologiques et écologiques, les richesses de la zone et les droits et intérêts des Etats en voie de développement, sans littoral, pratiquement sans littoral ou à plateau continental enclavé, ainsi que les droits et intérêts respectifs des Etats limitrophes ou dont les côtes se font face.

58. On a déclaré que la création de zones économiques exclusives pouvait porter atteinte aux droits et intérêts d'autres Etats. A cet égard, on a également dit qu'il ne semblait pas que les garanties des droits et intérêts des Etats en voie de développement, des Etats sans littoral et des autres Etats désavantagés que l'on prévoyait soient suffisantes.

59. Des déclarations ont été faites au sujet de la nécessité de fusionner les notions de mer territoriale et de plateau continental et la notion de zone économique exclusive en une notion nouvelle d'espace océanique national à l'intérieur d'une limite générale précise fondée sur un critère de distance.

60. En ce qui concerne la pêche, des déclarations ont été faites au sujet du droit de l'Etat riverain d'établir une zone exclusive de pêche au-delà de sa mer territoriale. Selon ces déclarations, l'Etat riverain exercerait dans cette zone

des droits souverains aux fins de l'exploration, de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des ressources biologiques, y compris les ressources de la pêche, et il pourrait prendre de temps à autre les mesures qu'il jugerait appropriées. On a également mentionné le rôle des institutions appropriées de l'Etat riverain concernant le règlement des différends relatifs à la délimitation de la zone de pêche exclusive et l'élaboration et l'application du régime de cette zone. Des opinions ont été émises au sujet de la largeur de la zone exclusive de pêche. On a également déclaré que dans cette zone la pêche devait être pratiquée compte dûment tenu des autres utilisations légitimes de la mer.

61. Au sujet de la gestion et de la conservation des ressources biologiques, on a mentionné les obligations internationales des Etats riverains à cet égard, la nécessité d'une coopération entre les Etats riverains et les organisations régionales et mondiales, le droit de ces Etats de réglementer la pêche et d'établir des programmes de conservation, ainsi que le caractère non discriminatoire que devaient avoir ces règlements et ces programmes.

62. On a dit aussi que toutes les pêches dans la zone de souveraineté et de juridiction nationales devaient être réglementées exclusivement par l'Etat riverain sans préjudice de la coopération internationale qui pouvait avoir été établie avec d'autres Etats, notamment en matière de conservation.

63. Des opinions ont été exprimées au sujet des droits des Etats riverains en voie de développement et autres Etats dont l'économie dépend essentiellement de la pêche. A cet égard, on a mentionné les droits de pêche souverains et exclusifs, les droits préférentiels et la faculté de réserve d'une fraction appropriée des prises annuelles autorisées dans la zone de mer adjacente aux eaux territoriales. On a déclaré que tout droit en la matière comportait des obligations sur le plan de la gestion et de la conservation. On a également déclaré que lorsqu'un pays en voie de développement ne pouvait tirer pleinement profit de ces droits, il pouvait conclure des accords avec d'autres Etats. L'objet de ces accords pouvait être les droits de pêche, les redevances de pêche, l'assistance technique au développement des pêcheries de l'Etat riverain et la participation à la gestion et à la conservation des ressources halieutiques et à la recherche concernant la pêche. On a mentionné les accords de réglementation de la pêche conclus par des Etats exploitant les mêmes ressources biologiques. A ce propos, on a signalé les efforts faits par les commissions régionales de pêche et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

64. Des déclarations ont été faites au sujet du droit exclusif de l'Etat riverain d'explorer et d'exploiter les ressources minérales et autres ressources non biologiques d'une zone économique, d'adopter des lois et règlements applicables à cette zone et de conclure avec d'autres Etats ou avec des ressortissants d'autres Etats des contrats de concession ou des baux.

65. A propos de l'exercice de tels droits exclusifs, on a mentionné les droits et les obligations des Etats riverains relatifs à la prévention de la pollution, la prévention d'une ingérence excessive dans la navigation, le survol et d'autres utilisations, la protection des investissements étrangers autorisés, le partage d'une fraction des recettes à des fins de la communauté internationale, notamment le progrès économique des pays en voie de développement. A cet égard, on a mentionné la nécessité d'un règlement obligatoire des différends.

66. Dans des déclarations et des projets d'articles sur la mer patrimoniale ou sur la zone économique exclusive, les distances de 12 à 200 milles marins ont été mentionnées comme étant les limites maximums de la mer territoriale et de la mer patrimoniale ou zone économique exclusive, respectivement.

67. Les limites maximums proposées pour la mer territoriale, pour une zone de souveraineté et de juridiction nationales, pour une zone économique exclusive ou mer patrimoniale, pour une zone préférentielle au-delà de la mer territoriale, pour une zone économique des fonds marins, pour un espace marin national et pour une zone de pêche allaient de 12 à 200 milles marins.

68. Des déclarations ont également été faites au sujet d'une juridiction de l'Etat riverain sur les ressources du fond des mers ou sur la pêche qui serait fondée sur des critères géologiques, géomorphologiques, économiques ou biologiques, soit seuls soit combinés avec des limites de distance.

69. En revanche, on a déclaré qu'une extension des droits exclusifs de l'Etat riverain sur la colonne d'eau et ses ressources au-delà de 12 milles marins était injustifiée.

70. On a mentionné les droits et obligations des Etats riverains en matière de prévention et de contrôle de la pollution et autres causes de détériorations du milieu marin dans la zone économique exclusive. On a mentionné aussi les droits et obligations des Etats riverains en ce qui concerne la recherche scientifique dans la zone.

71. Il a été dit que des Etats exerçant une domination étrangère et un contrôle sur un territoire ne devaient pas être autorisés à établir pour ce territoire une zone économique ni à bénéficier dans une telle zone de droits et privilèges à propos de ce territoire.

72. Des déclarations ont été faites en ce qui concerne l'établissement d'une juridiction de l'Etat riverain sur les espèces côtières quelle que soit la distance sur laquelle elles s'étendent vers le large, et sur les espèces anadromes sur tout leur parcours migratoire, les espèces essentiellement migratrices étant placées sous une réglementation internationale. On a discuté du besoin de dispositions de traités assurant la conservation, l'utilisation maximale et le règlement obligatoire des différends à propos de la juridiction de l'Etat riverain. On a parlé de l'obligation de l'Etat riverain d'autoriser d'autres Etats à pêcher pour la partie de la prise autorisée qui excède à un moment quelconque sa capacité de prise, compte tenu de la pêche traditionnelle et des intérêts des autres Etats de la région.

73. En ce qui concerne les espèces anadromes, on a émis l'avis que la réglementation de ces espèces devait être laissée aux organismes régulateurs existants.

74. Au sujet des droits préférentiels ou autre juridiction non exclusive de l'Etat riverain sur des ressources se trouvant au-delà de la mer territoriale, des déclarations ont été faites quant à la portée et à la nature de ces droits ou de cette juridiction, les droits des autres Etats, et notamment le partage des droits de l'Etat riverain par des Etats sans littoral et d'autres Etats désavantagés.

On a également parlé d'une contribution à verser par l'Etat riverain à une autorité internationale par prélèvement sur les recettes qu'il tire de l'exploitation des ressources naturelles relevant de sa juridiction. On a mentionné les pêcheries situées dans la zone préférentielle et, dans ce contexte, au droit de l'Etat riverain de réglementer certaines espèces. Des déclarations ont été faites aussi au sujet du droit de l'Etat riverain, surtout des Etats en voie de développement et des régions d'Etats dont les économies sont lourdement tributaires de la pêche, de se réserver chaque année la partie de la prise autorisée qui correspond à leur capacité de prise et au sujet du droit des autres Etats à s'emparer de la prise autorisée qui n'est pas ainsi réservée. Enfin, on a parlé du règlement des différends par voie d'arbitrage, ou par une chambre spéciale de la cour maritime.

75. Au sujet des pêcheries, des déclarations ont été faites concernant le droit de participation d'Etats tiers et la nécessité de protéger les droits des Etats dont les ressortissants ont habituellement pêché dans une zone donnée.

76. On a parlé de la création d'une zone intermédiaire ou zone de juridiction mixte, comme moyen de concilier les intérêts de la communauté internationale et ceux de l'Etat riverain et des Etats désavantagés.

77. Au sujet de la haute mer, on a parlé de la notion d'une zone maritime internationale et des mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts de la communauté internationale. On a fait valoir que la pêche devait être réglementée dans l'intérêt général de la communauté internationale tout entière, compte dûment tenu des exigences de conservation et de gestion. On a déclaré que les Etats devaient être tenus d'observer les règlements internationaux visant à prévenir les dommages causés par la pollution et autres sources de détérioration du milieu marin. On a dit aussi que, en dehors de la pollution de la mer, il conviendrait de soumettre aussi à des règlements internationaux non discriminatoires, par l'intermédiaire d'institutions internationales appropriées, d'autres sujets tels que la navigation, le survol, la pose et l'entretien de câbles et de pipe-lines sous-marins ainsi que la recherche scientifique et d'autres activités. On a parlé de la liberté de navigation, la liberté de survol, la liberté de pêche et la liberté de poser des câbles sous-marins et des pipe-lines ainsi que d'autres libertés de la haute mer, reconnues par les principes généraux du droit international. On s'est également référé à l'intérêt particulier qu'avait l'Etat riverain au maintien et à la conservation des ressources biologiques de la zone de haute mer contiguë à la zone relevant de sa juridiction. Le rôle des organisations internationales ou régionales de pêche, à propos de la réglementation de la pêche en général, et en particulier, de celle des espèces essentiellement migratrices, a aussi été souligné.

78. On a mentionné la nécessité de promouvoir la recherche scientifique marine, surtout dans les pays en voie de développement, et aussi la nécessité d'un transfert de la technique marine des Etats développés aux Etats en voie de développement, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales appropriées.

79. Au sujet des archipels, on a mentionné la question d'une situation particulière des Etats-archipels en droit international et les divers critères permettant de déterminer si un groupe d'îles constituait ou non un Etat-archipel. On a déclaré que le maintien de l'unité politique et économique d'un Etat-archipel et la protection de sa sécurité, la préservation de son milieu marin et l'exploitation de ses ressources marines justifiaient l'inclusion des eaux intérieures de l'archipel dans le domaine

de souveraineté de l'Etat-archipel ou l'octroi à cet Etat d'un statut spécial sur ces eaux. Des déclarations ont été faites au sujet du passage dans les eaux archipélagiques et les détroits et la nature de ce passage. On a dit aussi que le statut spécial des eaux archipélagiques était une notion naissante et pourrait être réglé dans le cadre d'une solution générale des problèmes relatifs au droit de la mer.

80. On a également déclaré que la notion d'Etat-archipel n'était pas admise en droit international et que si cette notion devait être inscrite dans une nouvelle convention sur le droit de la mer une définition précise serait nécessaire, ainsi que des garanties pour la navigation internationale et une procédure satisfaisante de règlement des différends. A ce propos, on a dit en outre que la notion d'eaux archipélagiques était lourde de conséquences et n'était pas nécessaire, les intérêts des Etats-archipels pouvant être pleinement couverts par la notion de zone économique exclusive ou par celle d'espace marin national. En revanche, on a également exprimé l'avis que le statut spécial des eaux d'un archipel était une notion existante et admise qui demandait actuellement à être reconnue de manière positive et explicite comme étant indispensable au maintien de la sécurité, de l'intégrité et de l'unité de l'archipel.

81. On a déclaré que certaines des règles du régime spécial des Etats-archipels pouvaient également être appliquées aux archipels qui faisaient partie intégrante d'un Etat. En revanche, on a fait observer que ce régime ne devait pas être étendu à des archipels qui n'étaient pas des Etats-archipels.

82. A cet égard, on a noté que le régime applicable aux eaux comprises à l'intérieur d'un chapelet d'îles le long d'une côte était clairement établi en droit international.

83. On s'est référé aux droits des Etats sans littoral et autres Etats désavantagés, développés ou en voie de développement, à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles, biologiques et non biologiques, de secteurs de mer et de fond des mers compris dans une zone économique exclusive ou dans une mer patrimoniale, ou à d'autres formes de juridiction que l'Etat riverain exercerait sur les ressources. Des déclarations ont été faites au sujet des droits des Etats sans littoral et autres Etats désavantagés, voisins de ces secteurs, d'exploiter les ressources biologiques qui s'y trouvent sur une base d'égalité et sans discrimination et au sujet de leurs obligations en matière de conservation et de gestion. On a mentionné les droits des Etats riverains en voie de développement, géographiquement désavantagés, d'exploiter les ressources biologiques de la zone maritime d'une région ou d'une sous-région. On a été d'avis qu'il fallait consigner ces droits dans le traité multilatéral général et que la garantie de ces droits était étroitement liée à l'acceptation des limites de cette zone. On a aussi parlé du libre accès de ces Etats aux secteurs en question et, pour les Etats sans littoral, des facilités de transport et de communications et du traitement non discriminatoire dans les ports de l'Etat riverain intéressé, en vertu de dispositions appropriées bilatérales, régionales ou autres spécifiées dans la nouvelle convention. On a mentionné en outre la nécessité de prévoir des procédures appropriées pour le règlement des différends.

84. On a parlé du droit ou du privilège des ressortissants des Etats en voie de développement, voisins et désavantagés, de participer à l'exploitation des ressources biologiques de la mer dans la zone économique exclusive ou dans la mer patrimoniale sur une base d'égalité avec les ressortissants de l'Etat riverain, selon des modalités qui seraient fixées par les Etats riverains et les Etats désavantagés intéressés. On a été d'avis qu'il convenait d'accorder aux ressortissants des pays en voie de développement sans littoral ou autres Etats désavantagés, non pas un traitement sur une base d'égalité, mais un traitement préférentiel à l'égard des Etats tiers.

85. En ce qui concerne les îles, on s'est référé à divers critères permettant de déterminer l'espace marin des îles. On a déclaré que les critères applicables à la détermination de la mer territoriale des îles, de leur plateau continental et des zones de juridiction nationale devaient être les mêmes que les critères permettant de déterminer la mer territoriale, le plateau continental et les zones de juridiction nationale de la masse continentale ou autre de l'Etat dont les îles faisaient partie intégrante. A ce propos, on a évoqué l'applicabilité des principes de la ligne médiane équidistante et de l'égalité souveraine des Etats ainsi que celui de l'indivisibilité de l'intégrité souveraine et ses conséquences en droit international et en vertu de la Charte des Nations Unies.

86. On a aussi déclaré qu'il ne fallait faire de distinction d'aucune sorte entre les îles, quelles que soient leur dimension et leur population, et les masses continentales, et que les critères relatifs à la délimitation de la mer territoriale, au plateau continental, à la zone économique exclusive ou à la mer patrimoniale et à la mer territoriale devaient s'appliquer aux îles de la même manière qu'ils s'appliquaient aux masses continentales.

87. On a également déclaré que l'espace marin de certains types d'îles autres que les Etats insulaires et les Etats-archipels devrait être déterminé selon des principes équitables tenant compte des conditions et des facteurs particuliers, tels que la dimension, la population et la contiguïté du territoire principal, que les îles soient ou non situées sur le plateau continental d'un autre Etat, la structure physique, géologique et géographique de la zone marine intéressée, la configuration générale des côtes et l'existence d'îles ou d'îlots appartenant à un autre Etat.

88. On a en outre déclaré que l'existence de conditions particulières et la prise en considération de ces conditions ne portaient pas atteinte au principe de l'indivisibilité de la souveraineté des Etats, mais qu'elles concernaient simplement la détermination de l'espace marin des îles en cause.

89. On s'est également référé aux intérêts nationaux particuliers qui ont conduit à imaginer une discrimination entre les îles et les masses continentales et on a déclaré que ces intérêts pouvaient être satisfaits sans pour autant porter atteinte, en quoi que ce soit, aux principes fondamentaux de l'égalité des Etats et de l'indivisibilité de leur souveraineté.

90. Mention a été faite des problèmes que pose l'existence d'îles et surtout d'îlots dans les régions maritimes à délimiter. A cet égard, on a fait valoir que le traitement d'îles et surtout d'îlots sur un pied d'égalité avec les côtes proprement dites des Etats aurait des effets déformants dans la délimitation des espaces marins.

91. On a également mentionné la question des îles et installations artificielles et celle de la juridiction à laquelle ces îles et installations étaient soumises.

C. Rapport sur les travaux du Groupe de travail du Sous-Comité II

92. Par une lettre datée du 16 août 1973, le Président du Groupe de travail plénier du Sous-Comité II a informé le Président du Sous-Comité II de l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail (A/AC.138/SC.II/L.57). Par une lettre datée du 18 août 1973, le Président du Groupe de travail plénier du Sous-Comité II a présenté au Président du Sous-Comité II un rapport sur les travaux du Groupe de travail (A/AC.138/SC.II/L.61). Le rapport du Président du Groupe de travail a été examiné par le Sous-Comité à sa 76ème séance, le 20 août 1973. Le texte final du rapport du Président (A/AC.138/SC.II/L.61/Rev.1) est le suivant :

93. Le Groupe de travail plénier a tenu, au cours de l'année 1973, 42 séances dont 11 en mars/avril, à New York, et 31 en juillet/août, à Genève.

94. Au cours de la 3ème séance, tenue le 22 mars, le Président du Groupe de travail plénier a fait une déclaration sur les consultations qui s'étaient déroulées la veille entre les présidents des groupes régionaux sous la présidence du Groupe de travail plénier et du Sous-Comité II, en vue de déterminer les positions respectives des différents groupes concernant l'organisation du travail du Groupe. Le Président a lu le texte du consensus qui s'est dégagé des consultations des groupes régionaux à ce sujet (voir SC.II/WG/Document de travail No 1).

95. A ce sujet, il a été reconnu que tous les points de la liste des sujets et questions (voir par. 29 ci-dessus) étaient étroitement liés les uns aux autres, mais que le Groupe de travail pouvait commencer sa tâche par l'examen des points 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Il a été aussi reconnu que certains points, bien qu'éloignés sur la liste, étaient aussi liés aux points précités, tel le cas des points 16, 9, 10 et 11 ainsi que certaines questions relatives au point 8. Il a également été décidé que tout en procédant à l'examen de ces points, les délégations étaient libres de se référer à d'autres points liés à ces sujets et questions. Il a été aussi décidé que les sujets et questions ne seraient pas examinés un par un ou par groupe, mais qu'ils devaient être considérés comme faisant partie d'un tout. Le Groupe de travail plénier a aussi à plusieurs reprises opté pour une méthode flexible et pragmatique dans le déroulement de ses travaux. Finalement, le Groupe a décidé de ne pas avoir de comptes rendus de ses séances.

96. En ce qui concerne le travail propre du Groupe, son mandat consistait à examiner d'une façon approfondie tous les projets d'articles introduits au Sous-Comité II, ou tous les documents qui lui étaient soumis, à étudier et préparer des projets d'articles, qu'il transmettrait au Sous-Comité II, et qui aideraient dans la préparation de la conférence sur le droit de la mer.

97. Le Groupe de travail plénier a discuté d'une façon intensive d'une multitude de problèmes étroitement liés à des questions encore plus complexes et plus délicates de souveraineté nationale, de paix et de sécurité, de progrès et de développement, de coopération et de solidarité internationales.

98. Les débats au sein du Groupe de travail ont été caractérisés par la franchise et se sont déroulés dans un esprit de bonne volonté et de compromis. Toutes les délégations ont pu librement exprimer le point de vue de leurs gouvernements et ont

fait état de l'importance, parfois capitale, qu'un ou plusieurs sujets examinés représentaient pour leur pays.

99. Les discussions ont porté sur plusieurs sujets et questions et notamment sur ceux qui suivent : question de la nature et des caractéristiques de la mer territoriale; unité ou pluralité des régimes dans cette zone; question de souveraineté dans cette zone; détroits utilisés pour la navigation internationale; plateau continental; zone économique exclusive au-delà de la mer territoriale; droits préférentiels ou autre juridiction non exclusive des Etats riverains sur les ressources au-delà de la mer territoriale; gestion et conservation des ressources biologiques; droits et intérêts des pays sans littoral; ceux des Etats à plateau continental enclavé et des Etats ayant un plateau étroit ou un littoral de faible longueur; ainsi que ceux des Etats à plateau large; situation des pays géographiquement désavantagés; Etats bordant des détroits; archipels; régime des îles.

100. On a insisté au cours des discussions sur la nécessité de concilier tous les intérêts, y compris ceux des pays côtiers, ceux de la navigation, les intérêts régionaux, les intérêts d'un groupe de pays, ceux de pays sans littoral, de pays géographiquement désavantagés, des Etats-archipels, les intérêts des pays en voie de développement et ceux de la communauté internationale, etc. On a déclaré que la solution aux nombreux problèmes qui confrontent le Groupe de travail plénier résidait dans une harmonisation de tous ces intérêts et groupes d'intérêts, et on a suggéré plusieurs méthodes pour réconcilier tous ces intérêts.

101. A la 12ème séance, tenue le 3 juillet, le Président du Groupe de travail a résumé les débats qui ont eu lieu à New York en mars/avril sur les questions examinées par le Groupe. La déclaration du Président a été publiée sous la cote SC.II/WG/Document de travail No 2. Au cours de cette même séance, le Président a également fourni des explications relatives à certains points de procédure, qui ont été publiées, à la demande des membres du Groupe de travail, sous la cote SC.II/WG/Document de travail No 3.

102. A la fin des débats de la session de mars/avril, on avait suggéré, et le Groupe de travail avait retenu que, pour faire avancer les travaux du Groupe de travail plénier, il était nécessaire de fixer une date limite mais flexible pour le dépôt des propositions concrètes. On avait retenu la date du 15 juillet. Cette date a été changée par la suite au 16 juillet. Les délégations ont soumis leurs propositions jusqu'à cette date, et on a établi sur cette base un tableau comparatif qui sera publié dans le volume III du présent rapport. En ce qui concerne le point 2 (Mer territoriale) et les points connexes, à savoir le point 4 (Détroits utilisés pour la navigation internationale), le point 5 (Plateau continental), le point 8.4 (Haute mer, gestion et conservation des ressources biologiques), le point 16 (Archipels), les textes ont été regroupés et seront publiés dans le volume IV. Au cours des débats sur le point 2.3.2 (Largeur de la mer territoriale), le Groupe de travail plénier a décidé d'étudier ce point en étroite relation avec les points 6.5 (Limites de la zone économique exclusive) ainsi que les points qui y sont intimement liés, à savoir les points 5, 6, 7, 8.4, 9, 9.4, 10 et 11.

103. Le Groupe de travail plénier a décidé, en utilisant comme instrument de travail la table comparative et les textes consolidés, de présenter des variantes qui pourraient éventuellement former la base de projets d'articles. Au cours des dernières séances de la présente session, les délégations ont ainsi présenté un grand nombre de variantes.

104. Jusqu'à la parution du rapport du Groupe de travail, une série de documents a été distribuée ayant trait aux alternatives présentées par les délégations sur des questions et sujets tels que la nature et les caractéristiques de la mer territoriale; la délimitation de la mer territoriale; la largeur de la mer territoriale; le passage inoffensif; les détroits; les archipels; la zone économique exclusive; le plateau continental; les droits préférentiels et obligations des Etats côtiers; droits et intérêts des pays sans littoral et géographiquement désavantagés; les arrangements régionaux; et certains aspects de la pêche en haute mer. Ces documents seront présentés selon l'ordre de la liste des sujets et questions et seront publiés dans le volume IV du présent rapport. Il a aussi été reconnu au sein du Groupe de travail plénier que le fait de présenter ou de ne pas présenter des variantes de la part des délégations ne pouvait pas engager la position de celles-ci ou signifier un appui donné à l'une ou l'autre des variantes présentées étant donné que les propositions officielles des gouvernements se trouvent consignées au Sous-Comité II. L'exercice de la présentation des variantes entraine dans le cadre des travaux préparatifs de la Conférence en vue d'entamer la rédaction des projets d'articles sur les sujets et questions de la liste.

105. Le Groupe de travail plénier a examiné les variantes au cours des derniers jours et il a été décidé que le Président du Sous-Comité II et du Groupe de travail plénier mèneront des consultations officielles avec les auteurs des variantes afin d'essayer de les réduire à un nombre raisonnable. C'est ce qui a été fait et cet exercice s'est révélé fructueux.

106. Ces consultations ont permis de réduire un certain nombre de variantes. Le Groupe de travail, dans le peu de temps dont il disposait, n'a pu examiner toutes les variantes présentées.

D. Adoption du rapport du Sous-Comité

107. A sa 80ème séance, le 23 août 1973, le Sous-Comité a adopté le présent rapport et a décidé de le transmettre au Comité.

Appendice I

Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1971

Ordre du jour provisoire /18 mars 1971/	A/AC.138/SC.II/L.1 et Corr.1 (F. seulement)
Note du Président /18 mars 1971/	A/AC.138/SC.II/L.2 et Corr.1 (S. seulement) Corr.2 (F. seulement)
Lettre du Président du Sous-Comité II au Président du Comité /25 mars 1971/	A/AC.138/SC.II/L.3
Projet d'articles sur la largeur de la mer territoriale, sur les détroits et sur les pêcheries, présenté par les Etats-Unis d'Amérique /30 juillet 1971/	A/AC.138/SC.II/L.4 et Corr.1 (F. seulement) et Rev.1 (R. seulement)
Projet de rapport du Sous-Comité /20 août 1971/	A/AC.138/SC.II/L.5

Appendice II

Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1972

- Union des Républiques socialistes soviétiques : A/AC.138/SC.II/L.6
projet d'article relatif à la pêche et Corr.1 (C. seulement)
/18 juillet 1972/
- Union des Républiques socialistes soviétiques : A/AC.138/SC.II/L.7
projet d'articles sur les détroits utilisés
pour la navigation internationale
/25 juillet 1972/

Appendice III

Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1973

- Union des Républiques socialistes soviétiques : A/AC.138/SC.II/L.7/Add.1
projet d'article sur la largeur de la mer
territoriale /13 mars 1973/
- Fidji, Indonésie, Maurice et Philippines : A/AC.138/SC.II/L.15
principes relatifs aux archipels /14 mars 1973/
- Turquie : projet d'article relatif à la A/AC.138/SC.II/L.16
rubrique 2.3.2., "Largeur de la mer
territoriale; critères globaux ou régionaux;
mers ouvertes et océans, mers semi-fermées
et mers fermées" /22 mars 1973/ et Corr.1 (F. seulement)
et Rev.1
- Grèce : amendement au projet d'article figurant A/AC.138/SC.II/L.17
dans le document A/AC.138/SC.II/L.16
/27 mars 1973/
- Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, A/AC.138/SC.II/L.18
Maroc, Philippines et Yémen : projet d'articles
sur la navigation dans la mer territoriale, et Corr.1 (C. seulement)
y compris les détroits servant à la navigation et Rev.1 (R. seulement)
internationale /27 mars 1973/
- Chypre : projet d'article relatif à la A/AC.138/SC.II/L.19
rubrique 2.3.2. "Largeur de la mer territoriale"
/28 mars 1973/
- Etats-Unis d'Amérique : document de travail A/AC.138/SC.II/L.20
intitulé : Espèces anadromes et grands migrateurs
- considérations spéciales sur leur gestion
/2 avril 1973/
- Colombie, Mexique et Venezuela : projets A/AC.138/SC.II/L.21
d'articles de traité sur la mer territoriale
/2 avril 1973/
- Turquie : projet d'article relatif aux A/AC.138/SC.II/L.22 et Rev.1
rubriques 2.3.1, 5.3 et 6.7.2 /4 avril 1973/
- Islande : document de travail intitulé : A/AC.138/SC.II/L.23
"Juridiction des Etats côtiers sur les
ressources naturelles de la zone adjacente à
leur mer territoriale" /5 avril 1973/

Uruguay : projet d'articles de traité sur la mer territoriale /3 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.24 et Corr.1 (E. seulement) et Corr.2 (F. seulement)
Brésil : projet d'articles contenant des dispositions fondamentales sur la question de la largeur maximum de la mer territoriale et d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, de la juridiction ou des compétences spécialisées de l'Etat riverain /13 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.25
Union des Républiques socialistes soviétiques : avant-projet de dispositions d'articles fondamentales relatives à la question de la limite extérieure du plateau continental /13 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.26
Equateur, Panama et Pérou : document de travail contenant un projet d'articles pour une convention sur le droit de la mer /13 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.27 et Corr.1 Corr.2 (A. seulement) Corr.3 (C. seulement)
Malte : avant-projet d'articles relatif à la délimitation de la juridiction de l'Etat riverain sur l'espace marin et aux droits et obligations des Etats riverains dans la zone soumise à leur juridiction /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.28
Grèce : projet d'article relatif au régime des îles (point 19) /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.29 et Corr.1 (A., F., C. seulement) Corr.2 (F. seulement)
Italie : projet d'article sur les détroits /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.30 et Corr.1
Tunisie et Turquie : amendement au projet d'article contenu dans le document A/AC.138/SC.II/L.19 /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.31
Tunisie et Turquie : sous-amendement à l'amendement (A/AC.138/SC.II/L.17) et projet d'article distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.16 /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.32
Tunisie et Turquie : amendement au projet d'articles distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.21 /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.33
Chine : document de travail sur les espaces marins en deçà des limites de la juridiction nationale /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.34

Etats-Unis d'Amérique : projet d'articles pour un chapitre traitant des droits et devoirs des Etats dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.35
Australie et Norvège : document de travail contenant certains principes fondamentaux relatifs à la zone économique et à sa délimitation /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.36
Argentine : projet d'articles /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.37 et Corr.1 (A. seulement) Corr.2 (F. seulement)
Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal et Sri Lanka : projet d'articles sur la pêche /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.38 et Corr.1 (A. et R. seulement)
Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Népal et Singapour : projet d'articles sur la juridiction des Etats côtiers sur les ressources situées au-delà de la mer territoriale /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.39
Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Maurice, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tunisie : projet d'articles sur la zone économique exclusive /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.40 et Corr.1 Corr.2 et 3 (A. seulement)
Ouganda et Zambie : projet d'articles concernant la zone économique envisagée /16 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.41 et Corr.1
Fidji : projet d'articles relatif au passage dans la mer territoriale /19 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.42 et Corr.1
Cameroun, Kenya, Madagascar, Tunisie et Turquie : projet d'article relatif à la rubrique 19, "régime des îles" /19 juillet 1973/	A/AC.138/SC.II/L.43
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet d'article sur les droits et obligations des Etats-archipels /2 août 1973/	A/AC.138/SC.II/L.44
Chine : document de travail sur les principes généraux applicables à l'espace marin international /août 1973/	A/AC.138/SC.II/L.45
Philippines : projet d'article relatif à la rubrique 2.2 "eaux historiques" /6 août 1973/	A/AC.138/SC.II/L.46

Philippines : projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 "Largeur de la mer territoriale" <u>/6 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.47
Philippines : projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 "Largeur de la mer territoriale" <u>/10 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.47/Rev.1
Fidji, Indonésie, Maurice et Philippines : projet d'articles sur les archipels <u>/6 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.48
Pologne : proposition concernant certains aspects de la navigation à travers les détroits <u>/8 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.49
Turquie : proposition en vue d'une étude sur les îles <u>/8 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.50
Bulgarie : projet d'articles sur la nature et les caractéristiques de la mer territoriale et sa largeur	A/AC.138/SC.II/L.51
Pakistan : proposition concernant la largeur de la mer territoriale et les limites de la zone économique exclusive	A/AC.138/SC.II/L.52
Roumanie : document de travail concernant certains aspects particuliers du régime des îles dans le contexte de la délimitation des espaces marins entre les Etats voisins <u>/10 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.53
Equateur, Panama et Pérou : projet d'articles relatifs aux pêcheries dans les zones marines nationales et internationales <u>/10 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.54
Jamaïque : projet d'articles sur les moyens régionaux pour développer des Etats riverains géographiquement désavantagés <u>/13 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.55
Japon : principes régissant la délimitation de la zone côtière des fonds marins <u>/15 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.56
Pays-Bas : proposition concernant une zone intermédiaire <u>/17 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.59
Zaïre : projet d'articles sur la pêche <u>/17 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.60
Iran : projet d'article sur les accords régionaux <u>/16 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.62
Yougoslavie : projet d'article sur les accords régionaux <u>/16 août 1973/</u>	A/AC.138/SC.II/L.63

Appendice IV

Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité II

Séances tenues du 6 mars au 5 avril 1973 (A/AC.138/SC.II/SR.48 à 62)

48ème séance :

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants du Royaume-Uni, du Mexique, de la Turquie, du Canada, du Pérou, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Thaïlande, du Chili, du Brésil, de la Tunisie, de l'Australie, de Malte, de la France, du Kenya, du Japon, de la Pologne, de l'Inde, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Equateur, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Chili, ainsi que du Président.

49ème séance :

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants de Malte, de la Norvège, de la Grèce, de la Bulgarie, de l'Australie, de la Turquie, des Philippines, du Brésil, de l'Egypte, du Chili, de l'Islande, du Sénégal, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Yougoslavie, de Singapour, du Pérou, de la Turquie, de l'Egypte et du Pérou.

50ème séance :

Organisation des travaux

Déclarations des représentants de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Japon, de l'Espagne, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de Malte, de la Turquie, de l'Autriche, de l'Italie, du Sénégal, des Philippines, de la Hongrie, du Canada, du Venezuela, de la Tchécoslovaquie, de l'Australie, de la France et du Cameroun, du Président, des représentants du Kenya, de l'Islande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de l'Egypte, ainsi que du Président.

51ème séance :

Organisation des travaux

Déclarations du représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie et du Président.

51ème séance (suite) :

Discussion générale

Déclarations des représentants du Pérou, du Sénégal, de l'Australie et du Koweït et de l'observateur de l'Irlande.

52ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Pérou.

53ème séance :

Hommage à la mémoire de M. Alcívar

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants des Philippines, de Fidji, de Maurice, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de l'Indonésie, du Canada, de la France, de la Grèce, du Pérou, de Malte, du Japon, du Nigéria, d'El Salvador et de l'Inde.

54ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la Norvège, de l'Equateur et du Japon.

55ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants du Pakistan, de la Chine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

56ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la Turquie, de la Finlande et de la Tchécoslovaquie.

57ème séance :

Organisation des travaux

Déclaration du Président.

Rapport du Président du Groupe de travail plénier

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de la Grèce, de la Chine, du Canada, de la Bulgarie, du Brésil et de Singapour.

58ème séance :

Organisation des travaux

Déclaration du Président.

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants des Philippines, de Chypre, du Venezuela, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Tunisie, des Etats-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie, de Fidji, de Madagascar et de Sri Lanka.

Question de procédure

Déclarations des représentants du Chili, du Canada, de la Norvège et de la France.

Observations des représentants de l'Argentine et de l'Egypte.

59ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations du Président et des représentants de la Roumanie, du Mexique, de l'Egypte, de l'Italie, du Pérou, des Pays-Bas, de la France, du Royaume-Uni, du Ghana et de la Turquie.

60ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique et de la Yougoslavie, de l'observateur de l'Irlande et des représentants de l'Espagne, de l'Indonésie, de la Pologne, du Japon, du Zaïre et du Maroc.

61ème séance :

Discussion générale (suite)

Déclarations des représentants de l'Islande, de l'Uruguay, de l'Afghanistan, de l'Algérie, de la Grèce et du Pérou.

62ème séance :

Rapport du Président du Groupe de travail plénier

Discussion générale (fin)

Déclarations des représentants de la Turquie, du Chili, de la Colombie, de la Norvège, de la Malaisie, de la Zambie, de l'Argentine, de la Chine, du Danemark, de la Turquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Déclarations des représentants de la République-Unie de Tanzanie et de la Tunisie

Fin des travaux du Sous-Comité

Déclaration du Président.

Séances tenues du 3 juillet au 23 août 1973 (A/AC.138/SC.II/SR.63 à 80)

63ème séance :

Organisation des travaux

Déclaration du Président.

64ème séance :

Examen des questions renvoyées au Sous-Comité par le Comité en application de l'accord réalisé sur l'organisation des travaux, dont le Président a donné lecture à la 45ème séance du Comité, le 12 mars 1971 (suite des débats de la 45ème séance, tenue le 12 mars 1971)

Déclarations des représentants de l'Equateur, du Pérou, du Brésil, de la Turquie et de la Grèce.

65ème séance :

Rapport préliminaire du Groupe de travail plénier au Sous-Comité II

65ème séance (suite) :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de Chypre, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tunisie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Côte d'Ivoire et du Kenya.

66ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de l'Italie, de l'Uruguay, de l'Argentine, de la Turquie, de la Chine, du Kenya, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Venezuela.

67ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de l'Inde, de Sri Lanka, du Canada, de la Grèce, du Cameroun, de la République-Unie de Tanzanie, de Singapour, du Népal, de l'Indonésie, de l'Espagne et de l'Uruguay.

68ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de Fidji, de l'Autriche, du Libéria, de la Malaisie et de l'Australie.

69ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de Singapour, de Sri Lanka, de la Trinité-et-Tobago, de la Suède, de la Turquie, de la Colombie, du Canada, du Royaume-Uni, du Pérou, de l'Espagne, de l'Autriche et de l'Islande.

70ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde, de la Norvège et de la Zambie, de l'observateur de l'Ouganda et des représentants de l'Islande, du Kenya, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grèce, du Cameroun, de l'Espagne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

71ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de la Tunisie, de Malte, du Pérou, de l'Uruguay, de l'Indonésie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Kenya et de la Grèce et du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

72ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de l'Italie, des Pays-Bas, de la Turquie, de la Bulgarie, des Philippines, du Maroc, de Malte, du Pérou, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Indonésie.

73ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de la Pologne, de Maurice, de Fidji, de la Roumanie, de la Nouvelle-Zélande, de Madagascar, de l'Indonésie, de l'Espagne, du Royaume-Uni, de la Turquie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Bulgarie et de la Grèce.

74ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants du Chili, de Sri Lanka, de la Jamaïque, de Chypre, du Japon et de la Colombie.

75ème séance :

"Examen des questions..." (suite)

Déclarations des représentants de la Grèce, de la Chine, de l'Australie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de Singapour, de l'Equateur, du Pérou, de l'Uruguay, du Cameroun et de la France.

76ème séance :

Rapport du Président du Groupe de travail plénier (A/AC.138/SC.II/L.61/Rev.1)

Examen et adoption du projet de rapport du Sous-Comité II (première partie)
(A/AC.138/SC.II/L.58)

77ème séance :

Examen du projet de rapport (deuxième partie) (A/AC.138/SC.II/L.58/Add.1)

78ème séance :

Examen du projet de rapport (deuxième partie) (suite)

79ème séance :

Examen du projet de rapport (deuxième partie) (suite)

80ème séance :

Examen et adoption du projet de rapport (deuxième partie) (fin)

ANNEXE III

RAPPORT DU SOUS-COMITE III

I. Historique

A. Travaux du Sous-Comité en 1971

1. A sa 45ème séance, le 12 mars 1971, le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale a décidé de constituer trois sous-comités pléniers. A cette séance, le Président du Comité a donné lecture de l'accord réalisé sur l'organisation des travaux qui prévoyait la création de trois sous-comités et qui leur assignait des sujets et fonctions dans le cadre du mandat du Comité, tel qu'il est défini dans la résolution 2750 C (XXV) adoptée le 17 décembre 1970 par l'Assemblée générale.

2. Aux termes de cet accord, les sujets et fonctions ci-après ont été assignés au Sous-Comité III :

"S'occuper de la protection du milieu marin (y compris notamment la prévention de la pollution) et de la recherche scientifique, et rédiger des projets d'articles de traité à ce sujet."

3. L'affectation de sujets et fonctions au Sous-Comité, telle qu'elle était prévue dans l'accord sur l'organisation des travaux, procédait des considérations suivantes :

"Le soin de déterminer le mode d'examen et la répartition de tous les sujets restants, y compris entre autres : 1) la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, 2) les utilisations pacifiques de cette zone, sera laissé au Comité. Il est entendu que les sous-comités, pour les questions qui leur sont renvoyées, peuvent examiner la définition précise de la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale. Il est bien entendu que la question des recommandations concernant la définition précise de la zone doit être considérée comme une question prêtant à controverse que le Comité tranchera. Le Comité arrêtera aussi l'ordre de priorité de certains sujets, dont le régime international, le mécanisme international et les incidences économiques de l'exploitation des ressources du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, compte tenu de la résolution 2750 (XXV) de l'Assemblée générale et des explications pertinentes données au nom des délégations auteurs du texte."

4. Etant un sous-comité plénier, le Sous-Comité III était composé des Etats membres du Comité. D'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui avaient accepté l'invitation de participer, en qualité d'observateurs, aux délibérations du Comité, ainsi que les représentants de certaines organisations internationales, ont également assisté aux séances.

5. En 1971, le Sous-Comité a tenu 14 séances à Genève. Les 1ère et 2ème séances ont eu lieu au mois de mars et les autres de la 3ème à la 14ème en juillet et en août.

6. A sa 1ère séance, tenue le 12 mars, le Sous-Comité a élu son Président, ses deux Vice-Présidents et son Rapporteur comme suit :

Président : M. M. Alfred van der Essen (Belgique)

Vice-Présidents : M. Mebratu Gebre Kidan (Ethiopie)
M. Augusto Espinosa Valderrama (Colombie)

Rapporteur : M. Takeo Iguchi (Japon)

B. Travaux du Sous-Comité en 1972

7. En 1972, le Sous-Comité III a poursuivi les travaux qui lui avaient été confiés par le Comité conformément à l'accord réalisé le 12 mars 1971 sur l'organisation des travaux.

8. En 1972, le Sous-Comité III a tenu deux sessions. La première a eu lieu à New York, du 28 février au 31 mars, et a consisté en cinq séances (de la 15ème à la 19ème). La seconde session s'est tenue à Genève, du 17 juillet au 18 août 1972, et au cours de cette session le Sous-Comité III a tenu 13 séances (de la 20ème à la 32ème).

9. Etant un sous-comité plénier, le Sous-Comité III était composé des Etats membres du Comité. Les cinq Etats (Chine, Fidji, Finlande, Nicaragua et Zambie) qui étaient devenus membres du Comité en application de la résolution 2881 (XXVI) du 21 décembre 1971 de l'Assemblée générale ont également participé aux travaux du Sous-Comité à partir du début de la session de mars.

10. Une partie de la session de mars a été consacrée à l'examen du programme de travail sur la base d'une proposition du Canada, qui, après avoir été révisée et amendée au cours des travaux du Sous-Comité, a été finalement adoptée sous la cote A/AC.138/SC.III/L.14 à la 19ème séance, le 29 mars 1972. Le programme de travail contenait cinq rubriques principales comme suit :

- A. Préservation du milieu marin (y compris le fond des mers)
- B. Elimination et prévention de la pollution du milieu marin (y compris le fond des mers)
- C. Recherche scientifique sur le milieu marin (y compris le fond des mers)
- D. Elaboration et transfert de techniques
- E. Questions diverses

Le programme prévoyait une discussion générale ainsi que l'énoncé de principes juridiques et de projets d'articles de traité. Il envisageait également une coordination avec les activités connexes déployées dans d'autres organismes, qui

aurait permis au Sous-Comité III de bénéficier de l'appui nécessaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, tout en contribuant aux activités de ces organisations, ainsi qu'avec d'autres institutions spécialisées ou des organisations ou conférences intergouvernementales qui s'occupent également de questions relevant de la compétence du Sous-Comité. Il a également été entendu que le programme pouvait être modifié et que l'ordre dans lequel les questions étaient inscrites dans le programme ne constituait pas un ordre de priorité pour leur examen au Sous-Comité.

11. Dans le cadre du processus de coordination et de communication, le Sous-Comité avait accepté une suggestion de l'Australie tendant à ce que le Président communiquât les résultats des discussions de la session de mars 1972 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui devait se tenir à Stockholm en juin 1972. En conséquence le Président, M. van der Essen, a adressé une lettre exposant les délibérations du Sous-Comité III, telles qu'elles étaient consignées dans les comptes rendus analytiques, au Président du Comité, M. H. S. Amerasinghe, qui l'a transmise à la Conférence avec l'assentiment du Comité, en y joignant le compte rendu analytique de la session de mars qui contenait plusieurs suggestions intéressantes sur les principes à adopter par la Conférence.

12. Les délibérations du Sous-Comité ont porté sur la préservation du milieu marin, y compris la prévention de la pollution, la recherche scientifique et le transfert de techniques. La discussion générale sur la pollution des mers ayant été achevée, le Sous-Comité a décidé, à sa 23ème séance, le 28 juillet 1972, de créer un groupe de travail sur la pollution des mers dont, selon la formule adoptée par le Sous-Comité I pour le groupe de travail sur le régime, les membres seraient désignés pour la plupart par les divers groupes régionaux, étant entendu que tout membre du Sous-Comité III pourrait participer aux travaux du groupe.

13. Le Groupe de travail, appelé Groupe de travail 2^{a/}, a tenu deux séances au cours de la session d'été 1972 auxquelles il a élu son président M. J. L. Vallarta (Mexique). Son mandat consistait à rédiger des projets de texte qui serviraient à l'élaboration de projets d'articles de traité sur la préservation du milieu marin et la prévention de la pollution des mers. Le Groupe de travail a invité les membres du Sous-Comité qui le désiraient à lui présenter des observations écrites, y compris en particulier des projets d'articles de traité, sur la question de la préservation du milieu marin et de la prévention de la pollution qui pourraient être utiles au Groupe de travail.

a/ Ont participé aux travaux du Groupe de travail 2, dont la composition n'était pas limitée, les représentants des pays ci-après : Algérie, Brésil, Bulgarie, Canada, Côte d'Ivoire, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Kenya, Libéria, Madagascar, Maroc, Maurice, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Soudan, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela. Il restait un siège vacant pour le groupe asiatique.

C. Travaux du Sous-Comité en 1973

14. En 1973, le Sous-Comité III a tenu deux sessions. La première s'est tenue en mars/avril à New York et la seconde en juillet/août à Genève. Il a tenu au total 17 séances.

15. Pour la session de printemps 1973, la composition du Bureau est restée inchangée mais pour la session d'été, M. Espinosa Valderrama a été remplacé par M. Zuleta Torres (Colombie).

16. Au cours de la session de mars/avril, le Sous-Comité a poursuivi la discussion générale sur la recherche scientifique. Ce débat général s'est achevé vers la fin de la session et le Sous-Comité a décidé de constituer un Groupe de travail 3, présidé par M. A. Olszovka (Pologne), en le chargeant de préparer un projet d'articles de traité sur la recherche scientifique et sur le transfert de techniques b/. Au cours de la session de juillet/août, le Sous-Comité a tenu une discussion générale sur le dernier sujet inscrit à son mandat, à savoir le transfert de techniques.

17. En 1973, le Sous-Comité III a entendu des déclarations faites par les observateurs de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO.

18. Une liste des propositions présentées au Sous-Comité durant la période 1971-1973 figure à l'appendice 1.

19. Une liste des déclarations faites au Sous-Comité durant la période 1971-1973 figure à l'appendice 2.

II. Résumé de la discussion générale

A. Discussion générale sur la recherche scientifique

20. On a suggéré de décrire la recherche scientifique marine comme l'étude systématique, les recherches et les travaux expérimentaux destinés à acquérir des connaissances sur les processus et phénomènes naturels qui se produisent dans l'espace marin. On a dit qu'elle embrassait une multitude d'activités et disciplines connexes et qu'elle portait, notamment, sur l'étude de l'espace marin et de ses changements, de la matière et de sa circulation dans l'espace marin, du volume et du flux de l'énergie, de la vie marine et des phénomènes aux limites

b/ Ont participé aux travaux du Groupe de travail 3, dont la composition n'était pas limitée, les représentants des pays ci-après : Algérie, Argentine, Brésil, Cameroun, Canada, Colombie, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie et Venezuela. Il restait deux sièges vacants pour le groupe asiatique.

de l'espace marin. On pouvait y procéder sur terre, dans l'atmosphère ou l'espace extra-atmosphérique ou dans l'espace marin lui-même. Cependant, on a émis l'avis que le Sous-Comité n'avait à s'occuper que de la recherche scientifique menée en milieu marin. On a fait observer que la recherche scientifique signifie toute recherche fondamentale ou appliquée et les travaux expérimentaux connexes qui ne visent pas directement à l'exploitation industrielle et qui sont nécessaires pour les activités pacifiques des Etats.

21. Il a été déclaré que la préoccupation centrale de la communauté internationale était le développement ordonné et l'exploitation rationnelle des ressources marines ainsi que la conservation du milieu marin et que la réalisation de ces objectifs généraux, sur un plan global, dépendait des progrès de la recherche scientifique marine. On a estimé impossible d'envisager soit un contrôle efficace de la pollution marine ou une gestion efficace des pêcheries, nationales ou internationales, sans une recherche scientifique intensive et coopérative. En bref, on envisageait la recherche scientifique comme le préalable nécessaire de l'utilisation rationnelle et intensive de l'espace marin.

22. Des doutes ont été exprimés quant à l'utilité dans ce contexte de la distinction entre la recherche scientifique "fondamentale", "pure", "appliquée" ou "visant à l'exploitation commerciale". On a soutenu que ce qui pouvait paraître une recherche fondamentale ou de base aux yeux d'un scientifique serait, aux yeux d'un autre, de la recherche visant à l'exploitation des ressources marines. On a fait observer que certains intérêts nationaux relatifs à la sécurité et à des questions commerciales étaient impliqués dans la recherche scientifique. L'avis a été émis que la notion de "science pure" était théorique et fausse compte tenu des réalités internationales politiques et socio-économiques. D'autre part, on a soutenu qu'il était possible d'identifier la recherche scientifique pure avec des objectifs non commerciaux et non industriels. Certains membres du Sous-Comité ont aussi mis en doute le bien-fondé d'une autre distinction qui est souvent faite entre la recherche à des fins pacifiques et la recherche militaire. On a soutenu que dans 90 p. 100 des cas aucune distinction valable ne pouvait être faite.

23. On a dit que la recherche scientifique ne devait pas entraver l'utilisation normale de la mer telle que la liberté de navigation et de pêche et qu'elle ne devrait pas avoir de répercussions qui contreviendraient au principe de la conservation du milieu marin.

24. On a déclaré que certains pays reconnaissent la nécessité de formuler des règles ainsi que des conditions générales et des directives pour régir la recherche scientifique marine. On a fait observer que de telles règles sont nécessaires pour concilier les vues opposées de ceux qui souhaitent voir la recherche scientifique marine libre et libérée de mesures restrictives et de ceux qui voulaient voir protéger le milieu marin contre des abus possibles.

25. On a attiré l'attention du Sous-Comité sur une question fondamentale de rédaction, celle de savoir si de telles règles devaient être formulées comme éléments d'un traité distinct sur la recherche scientifique marine ou si des articles à ce sujet devraient être insérés dans un ou des traités plus généraux qui résulteraient de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. On a suggéré qu'il pourrait être plus facile de commencer par une série d'articles qui seraient insérés dans un ou plusieurs traités d'un caractère général.

26. Selon ces vues, il serait incompatible avec les réalités internationales actuelles de laisser se poursuivre la recherche scientifique sans protéger pleinement les droits et les intérêts légitimes sur les océans de l'humanité tout entière et de chaque Etat. La protection de ces droits et intérêts légitimes par la formulation de règles internationales adéquates était une tâche que devaient assumer le Sous-Comité et le Groupe de travail de la recherche scientifique et du transfert des techniques.

27. D'après certaines opinions, l'expression "liberté de la recherche scientifique" ne devait pas être interprétée comme l'une des libertés de la haute mer et elle devrait plutôt être remplacée par le terme "promotion et développement de la recherche scientifique". On a fait observer que l'on ne saurait, dans cette optique, considérer cette liberté comme "un principe reconnu du droit international" ou comme "l'une des libertés des mers et des océans généralement acceptées par le droit international".

28. D'autre part, on a soutenu que la liberté de mener des recherches scientifiques était l'une des libertés universellement reconnues de la haute mer et représentait le principe commun du droit international coutumier.

29. Selon une autre opinion, s'il fallait protéger la recherche scientifique, celle-ci devrait aussi faire l'objet de restrictions appropriées lorsqu'elle semblait ne pas tenir compte des intérêts d'autres Etats ou lorsqu'elle impliquait les dispositions fondamentales établies pour protéger le milieu marin.

30. On a aussi émis l'avis qu'il était essentiel que les nouvelles règles tiennent compte des différences entre les divers droits et intérêts qui supposent des régimes différents dans les régions ou zones à l'intérieur ou au-delà de la juridiction nationale. Dans des zones relevant de la juridiction d'un autre Etat, il fallait obtenir le consentement de celui-ci; au-delà des limites de la juridiction nationale, la recherche devait respecter les règlements édictés par le régime international à établir. Toutefois, on a aussi déclaré que le terme "zones de juridiction nationale" n'avait pas encore été adopté ni défini.

31. Une autre opinion encore envisageait les principes du respect de la souveraineté et de l'égalité de tous les Etats comme formant la base d'une solution raisonnable de la question de la recherche scientifique internationale dans les mers; on a soutenu que dans la mer territoriale d'un Etat riverain et dans le plateau continental et son sous-sol, la recherche scientifique marine étrangère était sujette non seulement à l'approbation de l'Etat riverain, mais aussi à un contrôle approprié de sa part.

32. Selon une opinion, l'Etat riverain a le droit de réglementer et de contrôler la recherche scientifique marine dans les zones relevant de sa juridiction et de sauvegarder ses intérêts vitaux à ce sujet; il a le devoir de promouvoir une telle recherche et d'agir comme le gardien de l'intérêt de la communauté internationale dans le développement des connaissances scientifiques concernant l'ensemble du milieu marin. Pour ce qui est des zones situées au-delà des limites de la juridiction internationale, selon cette même opinion, la liberté de la recherche scientifique marine mérite une certaine forme ou un certain degré de reconnaissance et de protection, mais seulement dans la mesure où les résultats, les données ou les renseignements ainsi obtenus sont effectivement mis à la disposition de tous les Etats et contribuent à la croissance des connaissances scientifiques dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale.

33. Selon une autre opinion, tout Etat aurait le droit d'entreprendre aussi bien des "recherches scientifiques marines fondamentales" que des "recherches scientifiques marines visant à l'exploitation des ressources" en haute mer, tandis que la recherche scientifique marine générale, dans les limites de la mer territoriale, ne serait menée qu'avec le consentement de l'Etat riverain intéressé. Les principes établis au paragraphe 8 de l'article 5 de la Convention de 1958 sur le plateau continental c/ devraient être maintenus dans toute convention future relative à la recherche générale non commerciale portant sur les caractéristiques du plateau continental ou de la zone économique. Selon la même opinion, l'Etat riverain devrait être tenu dans l'intérêt général de réduire au minimum les formalités administratives dans des questions relatives aux demandes présentées par des Etats étrangers qui souhaitent se livrer à des recherches dans les zones relevant de la jurisprudence de l'Etat riverain. On devrait donc imposer des délais pour la présentation de ces demandes et pour la réponse de l'Etat riverain.

34. On a aussi exprimé l'avis que le Sous-Comité pouvait examiner une approche juridique globale susceptible de résoudre tout conflit éventuel entre la souveraineté absolue de l'Etat riverain à l'intérieur de sa juridiction nationale et une liberté de laissez-faire en dehors. On a soutenu que la recherche scientifique dans les océans devrait être considérée comme dans l'intérêt public de la communauté internationale. Comme telle, elle bénéficierait d'une protection spéciale dans tout l'espace océanique, sous les seules réserves des sauvegardes essentielles pour protéger les intérêts vitaux réels des Etats riverains, ainsi que d'une réglementation internationale non discriminatoire tendant à limiter les abus possibles et à assurer des avantages équitables à tous les membres de la communauté internationale. Cette opinion supposait l'établissement d'institutions internationales générales de l'espace marin chargées de réglementer la recherche scientifique d'une façon non discriminatoire et d'aider les pays moins avancés sur le plan scientifique. Selon cette opinion, un registre international serait tenu dans le cadre des institutions pour indiquer qui est habilité à entreprendre des recherches scientifiques, même dans certaines zones soumises à la juridiction nationale. Les Etats, les institutions ou les personnes inscrites au registre assumeraient la responsabilité juridique des dommages causés par eux au milieu ou aux droits et intérêts légitimes des Etats et leurs noms seraient radiés du registre s'ils abusaient des privilèges dont ils jouissaient.

35. Quant au régime à prévoir dans la zone relevant de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat riverain, on a émis l'avis que la recherche scientifique pouvait être menée par l'Etat riverain lui-même ou par d'autres Etats avec son accord. Cette condition s'appliquerait à des zones telles que les eaux intérieures, la mer territoriale, le plateau continental et son sous-sol et les zones de juridiction économique spécifique, telles que les zones de pêche ou les mers patrimoniales adjacentes à la mer territoriale. Selon ces opinions, les Etats, les organisations internationales et les personnes physiques ou morales désireux de se livrer à des recherches scientifiques marines dans de telles zones devraient obtenir le consentement préalable de l'Etat riverain et se conformer strictement à ses lois et règlements. On a suggéré que ces Etats, ces organisations internationales et ces personnes physiques ou morales devraient préciser, notamment, les objectifs et l'objet de leur recherche, les moyens à mettre en oeuvre, le

c/ Nations Unies, Recueil des Traités, Vol. 499 (1964), No 7320.

personnel scientifique qui serait employé, les zones dans lesquelles les activités seraient menées et les dates proposées; ils devraient s'engager à transmettre à l'Etat riverain les données fondamentales et les résultats de la recherche et tous échantillons obtenus. On a exprimé aussi l'opinion que, en ce qui concerne la recherche dans des zones situées au-delà de la mer territoriale, le consentement devrait se fonder sur certains principes fondamentaux qui seraient énoncés dans la future convention. Le consentement préalable de l'Etat riverain était considéré comme d'une importance cruciale en raison de difficultés qu'il y a à établir une distinction précise entre la recherche scientifique pure et l'exploration à des fins océaniques et mêmes militaires.

36. Selon cet avis, l'Etat riverain devait également avoir le droit de participer, dans des conditions d'égalité ou d'être représenté s'il en décide ainsi aux recherches scientifiques effectuées par d'autres pays dans la zone relevant de sa juridiction et de sa souveraineté. L'Etat riverain avait le droit de s'assurer une part égale de la somme de connaissances acquises au sujet des zones relevant de sa souveraineté et de sa juridiction. Ainsi, il avait qualité pour recevoir et utiliser les données et les échantillons et les résultats des recherches devaient lui être communiqués sans retard. On a fait valoir que la publication de ces résultats ne devait en aucune manière nuire aux intérêts de l'Etat riverain et devait être soumise à son consentement préalable. On a suggéré en outre que les activités de recherche dans ces zones devraient être menées conformément aux conditions énoncées dans l'autorisation pertinente de l'Etat riverain et que ces conditions ne devraient pas être modifiées par les personnes menant la recherche, si ce n'est avec le consentement exprès de l'Etat riverain. Les activités de recherche scientifique doivent être menées de façon à ne pas endommager les ressources marines et à ne pas entraver leur exploitation, la navigation ou les services et installations existants. On a soutenu aussi que les résultats de cette recherche sont la propriété de l'Etat riverain et que la publication des résultats ne doit causer aucun préjudice aux intérêts de l'Etat riverain et doit faire l'objet d'une autorisation préalable de sa part.

37. Une autre façon de voir était que la participation des Etats riverains devait être facilitée et encouragée dans les zones adjacentes aux zones relevant de la juridiction nationale, en raison des liens entre les deux zones. En pareil cas, les Etats riverains les plus proches devaient être avertis à l'avance des programmes de recherche.

38. On a fait observer que, dans la pratique, certains Etats riverains autorisaient la conduite de recherches scientifiques marines à l'intérieur de leur juridiction lorsque d'autres Etats leur demandaient préalablement leur consentement. Cette pratique, a-t-on ajouté, avait donné de bons résultats dans le passé et pouvait donc continuer d'être suivie.

39. On a émis l'avis qu'il devait être possible d'établir un système viable de garanties qui régitte les projets de recherche scientifique dans les zones relevant de la juridiction nationale d'une manière compatible avec le principe fondamental de la pleine coopération internationale et avec la nécessité de tenir compte des droits et intérêts nationaux, notamment des priorités scientifiques de l'Etat riverain.

40. On a fait observer que la diversité des zones et des juridictions, les prétentions rivales émises à leur égard et les pratiques administratives propres à chacun des Etats riverains quant à la conduite de recherches dans les zones relevant de sa juridiction donnaient lieu à des incertitudes, augmentaient les coûts et paralysaient la planification et la conduite des recherches scientifiques marines, ce qui était très préjudiciable au progrès des connaissances concernant le milieu marin et pourrait donc retarder le développement national de l'espace marin dans l'intérêt de l'humanité.

41. On a exprimé l'avis que pour pouvoir acquérir le maximum de connaissances au profit de l'humanité, tout en protégeant les intérêts économiques légitimes des zones juridictionnelles côtières au-delà de la mer territoriale de l'Etat maritime, on pourrait instituer un régime consistant à protéger les droits de l'Etat riverain par une série d'obligations, au lieu d'appliquer le régime du consentement prévu par la Convention sur le plateau continental. Les obligations à prévoir seraient notamment les suivantes : notification préalable à l'Etat riverain; participation réelle de l'Etat riverain aux recherches, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une organisation internationale de son choix; partage de toutes les données et de tous les échantillons avec l'Etat riverain; assistance prêtée directement ou par l'intermédiaire d'une organisation internationale à l'Etat riverain pour l'interprétation des données et échantillons; attestation par l'Etat du pavillon selon lequel la recherche est menée par une institution de recherche scientifique qualifiée; publication des résultats des recherches présentant une importance dans une publication scientifique librement accessible; et obligation de se conformer à toutes les normes internationales applicables en matière d'environnement. Dans la mer territoriale, les Etats riverains auraient le droit d'approuver ou de refuser la conduite de recherches scientifiques.

42. En ce qui concerne le fond des mers au-delà de la juridiction nationale, on a déclaré que la recherche scientifique devait être menée exclusivement à des fins pacifiques conformément aux dispositions de la résolution 2749 (XXV) du 17 décembre 1970 de l'Assemblée générale. Ainsi, la recherche scientifique devait être soumise à une réglementation internationale, afin d'en faire bénéficier l'humanité tout entière. Des programmes concertés de recherche scientifique marine internationale devaient être élaborés conjointement, qui garantissent l'égalité de tous les Etats, grands et petits.

43. Plus particulièrement, on a émis l'avis que la recherche scientifique menée dans la zone marine internationale devait être réglementée et protégée par le mécanisme international à créer.

44. Une autre opinion a été que pour promouvoir des programmes de coopération, il serait nécessaire de mener des recherches scientifiques dans des zones situées au-delà des limites de la souveraineté et de la juridiction nationales, sous réserve qu'elles satisfassent à certaines exigences, telles que la notification préalable à l'autorité internationale, la prompt diffusion des résultats et la formation d'experts de pays en voie de développement. On a ajouté que la réglementation internationale en matière de recherche scientifique dans les zones se trouvant en dehors de la souveraineté et de la juridiction nationales devait être conçue de telle manière que les pays en voie de développement ne deviennent pas dépendants des pays développés sur le plan de la technologie de la recherche marine.

45. Au sujet du statut de la zone internationale, des opinions ont été exprimées selon lesquelles les résultats des recherches scientifiques devaient être considérés comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité et devaient donc profiter à tous les Etats quel que soit leur niveau de développement. A cette fin, les Etats en voie de développement devaient être en mesure d'entreprendre des projets de recherche scientifique ou d'y participer ou avoir accès aux résultats desdits projets. Ces résultats devaient être diffusés sur le plan mondial et cette diffusion devait être institutionnalisée, par exemple en exigeant que les données soient communiquées à une organisation internationale appropriée. Les efforts de recherche scientifique marine devaient être coordonnés, les doubles emplois devaient être évités et les ressources disponibles devaient être utilisées au mieux.

46. On a émis l'avis qu'il existe un régime de liberté de la recherche dans la zone située au-delà de la juridiction nationale et que ce régime avait donné des résultats qui présentaient un grand intérêt, sans aucun inconvénient, pour l'humanité tout entière. Il n'était pas nécessaire, a-t-on dit, de superviser ou de réglementer la recherche scientifique dans cette zone, sous réserve simplement de la nécessité de protéger le milieu marin en réglementant, par exemple, les forages aux fins de la recherche.

47. Il a été généralement admis que la recherche scientifique marine ne devait servir de base juridique à aucune revendication de droits d'exploitation ou autres droits dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

48. On a fait observer que, pour que la recherche scientifique marine atteigne ses objectifs et apporte les avantages escomptés, il fallait encourager et assurer la participation à cette recherche de tous les Etats, notamment des pays en voie de développement. La recherche scientifique était la clef de la mise en valeur des richesses de l'océan et elle avait révélé l'existence de ressources au-delà des limites de la juridiction nationale. On a suggéré aussi que son but principal devait être l'établissement de données de base pour la prévention de la pollution marine. Une recherche scientifique bien conçue indiquerait comment protéger l'environnement marin contre la pollution, quels changements se produisent dans l'environnement et où trouver les minéraux et les ressources biologiques des océans. Pour éliminer, réduire ou limiter la pollution marine, les Etats riverains devaient être en mesure d'instituer une réglementation dans les zones relevant de leur juridiction sans en être empêchés par leur manque d'expérience technique. En revanche, des doutes ont été exprimés quant au sens du terme "zones relevant de leur juridiction", ces zones n'étant pas encore universellement admises.

49. On a appelé l'attention sur la capacité limitée qu'avaient les pays en voie de développement tant de participer à la mise en valeur et de tirer profit du patrimoine commun de l'humanité que de remplir pleinement leurs obligations internationales en matière de préservation du milieu marin.

50. Quant aux moyens d'accroître la capacité des pays en voie de développement de mener des recherches scientifiques, on a dit que pour que la coopération internationale soit utile, il fallait que les efforts nationaux ou régionaux soient étayés par une assistance des pays technologiquement avancés et des organisations internationales appropriées. Selon cette façon de voir, l'assistance fournie aux

pays en voie de développement sur leur demande devait porter sur des questions telles que les moyens financiers, la formation du personnel, la création de centres de recherche et la diffusion des données scientifiques. On a fait observer que cette assistance aux pays en voie de développement pouvait être organisée sur la base d'accords bilatéraux.

51. Pour souligner la nécessité de diffuser les données de la recherche scientifique, on a fait valoir que la recherche scientifique était ou pouvait être, essentiellement une activité de coopération internationale, dont les résultats devaient faire partie du patrimoine commun de l'humanité et, par conséquent, être à la disposition de toute la communauté scientifique internationale. En revanche, on a dit que même si la notion de patrimoine commun de l'humanité n'était pas unanimement admise, les connaissances scientifiques appartiennent à l'humanité tout entière. Les progrès de la technique ayant accru l'interdépendance des nations, tous les Etats avaient le devoir de développer et d'institutionnaliser la coopération internationale dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne la recherche scientifique et l'échange et la diffusion d'informations.

52. On a donc suggéré que le Comité des fonds marins demande à l'Assemblée générale de prier les institutions spécialisées d'organiser et de promouvoir avec une efficacité accrue la formation de personnel des pays en voie de développement dans le domaine de la technologie marine. Une autre suggestion a été faite tendant à la création d'une agence, sous la supervision de l'autorité chargée des fonds marins, qui pourrait assurer la mise en commun des fonds et des installations (par exemple, navires, équipement et personnel hautement qualifié de recherche) nécessaires, coordonner les programmes de recherche et assurer la diffusion appropriée des résultats. On a suggéré aussi que la création d'une institution globale pour l'espace océanique pourrait s'avérer particulièrement efficace à cet égard. Cependant, l'avis a aussi été émis qu'il n'était pas nécessaire de créer un nouvel organisme pour s'occuper de la recherche océanographique, ces activités ayant été effectuées par des institutions internationales existantes.

53. On a également exprimé l'opinion que les organisations internationales compétentes et les pays techniquement avancés devaient aider les pays en voie de développement à améliorer les aptitudes du personnel technique à participer à des expéditions scientifiques et à utiliser les résultats de la recherche, par exemple, en offrant des programmes spéciaux de formation destinés à des spécialistes et en créant des centres de recherche dans les pays intéressés. C'était là une optique selon laquelle la recherche et le développement scientifiques et le transfert des techniques étaient complémentaires et qui tendait à favoriser considérablement l'utilisation des données de la recherche scientifique par les pays bénéficiaires en voie de développement et contribuer à réduire l'écart entre les pays scientifiquement avancés et les pays en voie de développement.

54. On a ajouté que la coopération internationale devait être fondée sur les principes du respect mutuel de la souveraineté, de l'égalité et de la réciprocité des avantages et sur le droit de mener des recherches scientifiques et qu'elle devait s'établir par voie d'entente au moyen de consultations bilatérales ou multilatérales. L'effort de coopération devait être organisé de telle sorte qu'il permette aux pays en voie de développement de former leurs propres chercheurs et techniciens, en vue d'utiliser au mieux les ressources disponibles grâce à une coordination effective et à l'élimination de tout double emploi en matière de recherche scientifique marine.

55. On a également exprimé l'avis que l'assistance aux pays en voie de développement ainsi que le rassemblement, le traitement et la diffusion des données scientifiques devaient être prévus dans tout projet d'articles de traité relatifs à la recherche scientifique dans l'océan.

B. Débat général sur le transfert des techniques

56. En ce qui concerne le transfert des techniques, trois points principaux devaient être considérés. Premièrement, il fallait entreprendre une étude en vue d'établir un ensemble de règles internationales régissant l'assistance technique et le transfert des techniques. Deuxièmement, les Etats et les autres organismes qui s'intéressent à la recherche scientifique devaient financer des programmes parallèles d'assistance technique, y compris le transfert des techniques, en faveur des pays de la zone ou de la région dans laquelle le programme de recherche devait être entrepris. Troisièmement, tous les programmes de recherche scientifique, d'assistance technique ou de transfert des techniques devaient être coordonnés et dirigés par un organisme scientifique et technique, fonctionnant sous les auspices de l'Autorité internationale.

57. On a fait observer que quelques-uns seulement des pays les plus développés bénéficiaient de l'application de la technique à l'exploration et à l'exploitation des fonds marins et que cela n'améliorait pas les conditions des pays en voie de développement. Il était donc nécessaire de prévoir la création de centres internationaux qui fourniraient des renseignements sur le marché des techniques et permettraient de réduire le coût total du transfert des techniques qui, selon certains, constituait un des principaux obstacles aux programmes de développement. Il fallait que le transfert des techniques s'opère de manière plus efficace et soit mieux mis à profit si l'on devait créer dans les pays en voie de développement des institutions chargées d'analyser les divers aspects du processus de transfert des techniques. On a dit également que la communauté internationale se devait de veiller à ce que les avantages retirés de l'exploitation des ressources marines contribuent effectivement à réduire l'écart qui sépare certains Etats des autres.

58. On a dit qu'il fallait appliquer, selon des règles justes et équitables, un vaste programme de transfert des techniques, comme l'Assemblée générale des Nations Unies en avait déjà convenu en 1970, lorsqu'elle a adopté sa Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV)]. On a également suggéré de présenter à la prochaine Conférence sur le droit de la mer une étude qui permettrait d'établir les principaux objectifs du transfert des techniques.

59. On a fait également observer que, comme l'expérience l'avait montré, le transfert des techniques sur une base commerciale n'était conforme ni aux principes sur lesquels se fondait la recherche scientifique océanographique, ni aux principes généraux de la politique internationale de développement. Il fallait donc s'efforcer d'établir de nouvelles relations entre les Etats en ce qui concerne le marché des techniques en général et, en particulier, la mer et ses ressources, ce qui exigeait l'institution d'un nouveau régime et d'un nouveau dispositif juridique qui permettraient d'atteindre cet objectif.

60. On a constaté que de nombreux Etats étaient partisans d'aider les pays en voie de développement à acquérir les connaissances et les techniques océanographiques mais que la recherche océanographique moderne était extrêmement coûteuse et compliquée, et exigeait fréquemment des fonds et des ressources qui dépassaient les moyens des Etats moyennement développés. Il était donc souhaitable qu'un nombre considérable d'Etats participent à ces programmes afin d'aider les Etats les moins développés à acquérir ce genre de techniques. On a dit, en outre, que la participation à des expéditions scientifiques n'était qu'une des mesures qui pouvaient contribuer à accroître les possibilités des pays en voie de développement dans le domaine de la recherche scientifique et qu'il y avait, par conséquent, beaucoup à faire en ce qui concerne l'application de programmes conjoints, le transfert des renseignements scientifiques et techniques, l'aide commune à accorder aux pays en voie de développement pour leur permettre d'établir des centres de recherche scientifique, et l'établissement d'un dispositif pour le transfert de "know-how breveté".

61. On a estimé qu'il ne fallait pas négliger la question du transfert des techniques dans les travaux préparatoires pour la Conférence sur le droit de la mer, car les pays en voie de développement (qui dépendaient virtuellement de l'océan) n'ignoraient pas que les connaissances scientifiques et techniques étaient à la base de la prospérité économique et que, sans elles, ils étaient condamnés à la dépendance et au sous-développement, avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en résultent.

62. On a fait observer que, faute d'aide technologique et financière de la part des Etats développés, les pays en voie de développement risquaient de ne pas pouvoir observer strictement les normes internationales pour la prévention de la pollution marine, sous peine d'interrompre leurs activités de développement. Mais cette deuxième solution n'était pas possible, car ces pays avaient besoin d'améliorer les conditions de vie de leur population.

63. On a fait observer que la mer, avec les immenses ressources qu'elle recelait dans ses eaux, son lit et son sous-sol, offrait aux Etats sous-développés une excellente occasion d'améliorer leur condition, mais que ces Etats devaient acquérir les techniques nécessaires, en particulier au moyen de transferts. Ces transferts aux pays en voie de développement comportaient trois aspects principaux : a) l'utilisation des ressources côtières; b) l'exploitation des ressources de la pêche dans les régions adjacentes; c) l'exploration et l'exploitation des ressources minérales.

64. On a estimé que le transfert de techniques et de connaissances scientifiques aux pays en voie de développement comprendrait ce qui suit : participation de chercheurs des pays en voie de développement aux expéditions scientifiques; mise en oeuvre de programmes conjoints; transferts d'informations scientifiques et techniques; action concertée pour faciliter la création de centres de recherche scientifique; transfert de techniques brevetées. On a déclaré en outre que cette question était directement liée au principe de la liberté de recherche scientifique en haute mer, car si on cessait de reconnaître ce principe, il ne saurait y avoir de véritable coopération internationale pour l'étude des océans.

65. On a aussi estimé que le transfert des connaissances techniques nécessaires pour tirer parti de la recherche scientifique devait se faire en deux phases. Dans une première phase, on devait aider les pays en voie de développement à interpréter à leur profit les données relatives aux zones maritimes qui les intéressaient. Dans une deuxième phase, il fallait donner à ces pays les moyens non seulement d'interpréter les données pour leur propre compte, mais aussi d'entreprendre des recherches scientifiques dans le milieu marin. Pour y parvenir, il fallait établir, au sein des organisations internationales appropriées, un dispositif au moyen duquel les Etats riverains pourraient demander une assistance pour l'interprétation des données et des échantillons obtenus grâce aux recherches scientifiques menées dans les régions situées au large des Etats qui exercent une juridiction sur les ressources des fonds marins et sur les pêcheries de la région. Dans un cas de ce genre, l'Etat aurait le droit de participer aux recherches ou d'y être représenté et il aurait accès aux données et aux échantillons obtenus. On a dit également que, pour l'interprétation des données, l'Etat riverain devait être à même de recevoir une aide d'une organisation internationale ou régionale participant en son nom à des activités de recherche scientifique, et qu'il pourrait ainsi fixer ses priorités à l'intention des chercheurs participant au projet en son nom, puis obtenir une aide de l'organisation pour analyser les données.

66. D'autre part, on a fait observer que les projets de recherche scientifique ne fournissaient pas tous des données présentant un intérêt immédiat pour l'Etat riverain. Ces données se présentaient parfois sous une forme qui ne pouvait servir qu'à une seule fin, et l'aide de l'organisation internationale ou régionale proposée serait utile, à ce moment-là, pour déterminer l'utilité immédiate des données pour l'Etat riverain.

67. On a fait observer, par ailleurs, que le développement de la formation et de l'enseignement était le meilleur moyen de faciliter le transfert des techniques, et qu'il fallait également fournir du matériel à cette fin. En outre, le transfert des techniques devait être envisagé dans le contexte d'une stratégie globale, et il fallait établir des plans à moyen et à long terme pour fournir, en particulier, l'assistance technique nécessaire et les services d'experts. On a dit que, pour faire oeuvre utile, le Sous-Comité III ne devait traiter que de la recherche technique et scientifique et ne devait pas s'engager dans l'étude des techniques industrielles et commerciales, qui posait des problèmes très épineux en ce qui concerne les brevets parce que, dans la plupart des cas, ces brevets sont la propriété de sociétés privées sur lesquelles les gouvernements n'exercent pour ainsi dire aucun contrôle et qu'il n'existe à l'heure actuelle que peu d'instruments de recherche océanographique protégés par des brevets. On s'est demandé également comment incorporer des articles sur le transfert des techniques dans une convention globale. La seule solution possible était de formuler des dispositions générales sur la nécessité de favoriser le transfert des techniques de recherche scientifique.

68. On a estimé que les directives du Sous-Comité étaient nécessaires, car on n'avait pas encore défini le terme "techniques", ni déterminé le type de techniques à transférer, pas plus en particulier qu'on avait résolu la question de savoir si le transfert de techniques dont il s'agissait au Sous-Comité concernait exclusivement la recherche scientifique, ou comprenait aussi les procédés industriels. Tant que la question ne serait pas résolue, il serait difficile d'étudier avec profit le problème du transfert des techniques.

III. Rapports des groupes de travail

A. Rapport du Groupe de travail 2

69. On trouvera ci-après deux notes, avec annexes, du Président du Groupe de travail 2 qui décrivent les résultats obtenus par le Groupe de travail. La première concerne les travaux de la session de mars/avril et la seconde ceux de la session de juillet/août.

1) Note adressée par le Président du Groupe de travail 2 au Président du Sous-Comité III d/

"J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Groupe de travail sur la pollution des mers (Groupe de travail No 2 du Sous-Comité III) a, pendant la présente session, tenu 15 séances, du 12 mars au 5 avril 1973.

Conformément à son mandat, le Groupe de travail a commencé l'examen des quatre propositions sur la préservation du milieu marin, y compris la prévention de la pollution des mers, qui ont été présentées officiellement au Sous-Comité III au cours de la présente session (document A/AC.138/SC.III/L.27, 28, 32 et 33). Cet examen a porté sur les questions ci-après, abordées dans lesdites propositions :

Obligation générale de préserver et de protéger le milieu marin;

Obligation générale pour les Etats d'adopter des mesures en vue d'empêcher la pollution du milieu marin, quelle que soit l'origine de cette pollution;

Obligation pour les Etats d'éviter de causer des dommages en polluant le milieu marin;

Obligations particulières pour les Etats d'adopter des mesures spécifiques en ce qui concerne les sources concrètes de pollution du milieu marin et relation entre ces mesures et les normes internationales généralement acceptées;

Coopération internationale et assistance technique.

Le Groupe de travail a également examiné la question du droit des Etats à exploiter leurs ressources en respectant l'obligation de préserver et de protéger le milieu marin, ainsi que d'autres questions pertinentes abordées dans les propositions à l'étude.

A la lumière de ses travaux relatifs aux questions susvisées, le Groupe de travail m'a autorisé, en ma qualité de Président, à organiser des consultations officieuses entre les auteurs des propositions et d'autres délégations,

d/ Publiée initialement le 6 avril 1973 sous la cote A/AC.138/SC.III/L.39.

en vue d'établir des documents de travail communs à soumettre ultérieurement à l'examen du Groupe de travail. Toutes les délégations ont été invitées à participer à ces consultations.

Au cours de 12 réunions, du 19 mars au 3 avril 1973, les participants à ces consultations officielles ont établi plusieurs documents de travail dont les textes sont joints à la présente note pour information. Ils ont été établis en fonction des propositions susmentionnées ainsi que d'observations et suggestions faites au Groupe de travail par les délégations.

Lors de la séance du 4 avril 1973, le Groupe de travail a pris note des textes établis par les participants aux consultations officielles et a décidé de les examiner et de les étudier à la prochaine session du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans. Vers la fin de la session en cours, le Groupe de travail a commencé un examen préliminaire de documents de travail relatifs à des règles destinées à lutter contre la pollution provenant des navires (A/AC.138/SC.III/L.36 et 37).

Le Groupe de travail m'a autorisé à faire part à Votre Excellence et au Sous-Comité III, au moyen d'une note, des progrès réalisés par le Groupe de travail 2 dans l'accomplissement de sa tâche.

Annexe

Textes contenus dans les documents de travail officiels établis pour le Groupe de travail 2 à la suite de consultations officielles entre les auteurs des propositions soumises au Sous-Comité III et d'autres délégations

I

WG.2/Paper No. 3 (Texte d'un projet d'article sur les obligations fondamentales)

Les Etats ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin, conformément aux dispositions des présents articles^x.

^x La référence aux 'dispositions des présents articles' traduit l'intention du Groupe de travail de préciser dans les articles suivants la portée, les modalités et les limitations de cette obligation générale. Par exemple, le Groupe de travail voudra peut-être préciser qu'aucune disposition des présents articles ne doit être interprétée comme imposant aux Etats l'obligation d'empêcher la pollution qui n'affecte que les zones ou les ressources relevant de leur juridiction.

WG.2/Paper No 8/Add.2 (Texte résultant des discussions sur les obligations particulières)

Texte de projet d'article

1. Les Etats prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher la pollution du milieu marin, quelle qu'en soit la source 1/, en utilisant à cette fin les moyens les mieux adaptés dans le cadre de leurs possibilités 2/, individuellement ou conjointement selon qu'il conviendra. En particulier, les Etats prendront les mesures nécessaires pour veiller à ce que les activités poursuivies dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle 3/ ne portent pas de préjudice 4/ à d'autres Etats 5/, ni à leur environnement, par la pollution du milieu marin 6/.

2. Les mesures prises en application des présents articles viseront toutes les sources de pollution du milieu marin, tant marines que côtières, et toutes les autres sources possibles, y compris les fleuves, les estuaires, l'atmosphère, les oléoducs, les déversoirs, les navires, les aéronefs et les installations ou engins fixés au fond des mers. Ces mesures comprendront entre autres 7/ :

1/ Il a été convenu que la définition de la pollution des mers pourrait être insérée après les mots 'quelle qu'en soit la source', s'il ne doit pas y avoir de section ou d'article spécialement consacré aux définitions et contenant celle-là.

2/ Une question a été posée sur l'acception du mot 'possibilités' dans ce contexte, et l'on a émis l'idée que son sens devrait être précisé.

3/ Selon certaines délégations, les mots 'ou sous leur contrôle' devraient être maintenus; selon d'autres, ils devraient être supprimés. Diverses délégations ont estimé que la signification du mot 'contrôle' dans ce contexte était à préciser. On a souligné que ce membre de phrase vise le contrôle des Etats sur les activités poursuivies, et non pas sur des zones géographiques.

4/ Selon les auteurs, la présence du mot 'préjudice' ne préjuge pas la question de la responsabilité.

5/ Certaines délégations étaient d'avis que l'expression 'd'autres Etats' ne tenait pas suffisamment compte des possibilités de préjudice causé à la communauté internationale, par exemple dans les zones du milieu marin qui ne relèvent de la juridiction d'aucun Etat; ces délégations étaient d'avis qu'un langage plus explicite serait préférable.

6/ On a fait remarquer que le dernier membre de phrase était peut-être inutile.

7/ Certaines délégations ont indiqué qu'elles consulteraient leurs experts en matière d'environnement au sujet des diverses sources de pollution énumérées dans ce paragraphe et quant au caractère satisfaisant de cette liste.

a) En ce qui concerne les sources côtières de pollution du milieu marin, des mesures destinées à limiter autant que possible les rejets de substances toxiques et nuisibles, et en particulier de substances non dégradables, dans le milieu marin;

b) En ce qui concerne la pollution provenant des navires, des mesures relatives à la prévention des accidents, à la sécurité des opérations en mer et aux déversements volontaires ou autres, y compris des mesures concernant la conception, l'équipement, le fonctionnement et l'entretien des navires, et notamment des navires qui se livrent au transport de substances dangereuses dont le déversement dans le milieu marin, qu'il soit accidentel ou qu'il résulte du fonctionnement normal du navire, causerait la pollution du milieu marin 8/;

c) En ce qui concerne les installations ou engins utilisés pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du fond des mers ou de leur sous-sol et les autres installations ou engins fonctionnant dans le milieu marin, des mesures relatives à la prévention des accidents et à la sécurité des opérations en mer, et en particulier des mesures relatives à la conception, à l'équipement, au fonctionnement et à l'entretien desdites installations et desdits engins.

3. Les mesures prises en application des présents articles devront 9/ :

a) En ce qui concerne les sources côtières de pollution du milieu marin, tenir compte des normes internationales qui pourront être élaborées;

b) En ce qui concerne les sources marines de pollution du milieu marin, être conformes aux normes internationales généralement acceptées 10/.

4. En prenant les mesures nécessaires pour empêcher la pollution des mers, les Etats tiendront dûment compte des utilisations légitimes du milieu marin et s'abstiendront de toute ingérence injustifiée dans ces utilisations.

8/ Selon certaines délégations, la 'pollution provenant des aéronefs' devrait être expressément mentionnée dans cet alinéa.

9/ Certaines délégations n'ont accepté ce paragraphe qu'à condition que les articles suivants fassent suffisamment mention des droits de l'Etat riverain ou des fonctions des organisations internationales - y compris l'Autorité - ou des deux.

10/ Certaines délégations ont réservé leur position sur l'application des normes internationales concernant les sources de pollution liées au développement et à l'exploitation du plateau continental et du fond des mers, en faisant valoir qu'il n'existe pas encore de normes internationales en la matière et qu'il serait peut-être plus utile de recourir à des accords régionaux tenant compte des conditions géographiques et régionales. Selon d'autres délégations, l'établissement de normes internationales, tout en étant indispensable, n'interdit pas l'établissement de normes plus exigeantes sur une base nationale ou régionale.

III

WG.2/Paper No 9 (Texte résultant des discussions sur les obligations particulières)

En prenant les mesures nécessaires pour empêcher la pollution des mers, les Etats veilleront à ce que ces mesures n'aient pas pour seul effet de transporter le préjudice ou le danger en question d'une zone dans une autre[⌘].

IV

WG.2/Paper No.7 (Texte résultant de discussions sur la première phrase du principe a) figurant dans le document A/AC.138/SC.III/L.27 et sur le quatrième alinéa du préambule figurant dans le document A/AC.138/SC.III/L.28)

Au cas où l'on déciderait d'ajouter au projet d'articles une disposition visant les droits des Etats d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement, le libellé ci-après est suggéré :

'Aucune disposition d... présent... ne déroge au droit souverain des Etats d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et conformément à leur obligation de protéger et de préserver le milieu marin, à la fois dans leur intérêt et dans celui de l'humanité tout entière.' 1/

⌘ Il a été convenu que l'on déciderait ultérieurement de la place exacte de ce texte dans le projet d'articles sur la prévention et le contrôle de la pollution des mers.

1/ Au cours de la discussion sur les mesures proposées pour empêcher la pollution des mers, il a été jugé nécessaire d'ajouter une disposition réservant les droits des Etats d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement. Certaines délégations pensaient qu'une telle disposition devrait, soit constituer un projet d'article, soit faire partie d'un article; d'autres, qu'elle aurait mieux sa place dans un préambule. D'autres encore ont réservé leur position en la matière, certaines délégations faisant valoir que la question n'avait rien à voir avec l'obligation concrète des Etats de prendre des mesures pour empêcher la pollution des mers. Par ailleurs, certaines délégations ont estimé qu'une telle disposition ne devrait s'appliquer qu'à l'exploitation des ressources côtières."

2) Note adressée par le Président du Groupe de travail 2 au Président du Sous-Comité III e/

"Comme suite à ma note du 6 avril (A/AC.138/SC.III/L.39) sur les progrès réalisés par le Groupe de travail sur la pollution des mers (Groupe de travail 2 du Sous-Comité III) à sa session de mars-avril, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que ce groupe a, pendant la présente session, tenu 13 séances, du 4 juillet au 15 août 1973.

Conformément à son mandat, le Groupe de travail a continué d'utiliser, comme base de ses travaux, les propositions sur la préservation du milieu marin, y compris la prévention de la pollution des mers, qui ont été présentées au Sous-Comité III 1/. Au cours de la présente session, l'examen a porté sur les questions ci-après, abordées dans lesdites propositions :

Coopération mondiale et régionale;

Assistance technique;

Surveillance continue;

Normes;

Mesures d'application.

Le Groupe de travail avait commencé l'examen de la dernière question mais, faute de temps et en raison d'un désaccord relatif à une question de procédure concernant la manière de refléter les différentes opinions exprimées à ce sujet, il n'a pas été possible de rédiger des textes à inclure dans l'annexe 1 à la présente note.

En plus des sujets énumérés ci-dessus, le Groupe de travail a commencé à examiner les deux questions ci-après : devoir qu'ont les Etats tenus de mettre fin aux activités entreprises en violation de la future convention et la détermination de l'exécution des obligations découlant de ladite convention.

Les consultations officieuses que le Groupe de travail avait organisées à sa session de mars-avril ont été reprises le 6 juillet, et 26 séances ont été tenues au cours de la présente session. Elles ont permis d'établir un certain nombre de textes sur les sujets ci-dessus, sauf sur la question des mesures d'application comme je l'ai indiqué plus haut; ces textes sont reproduits à l'annexe 1 ci-jointe. Comme précédemment, toutes les délégations ont été invitées à participer à ces consultations.

1/ A/AC.138/SC.III/L.27, 28, 32, 33, 36, 37 et 37/Add.1, 40, 41, 43, 46, 47, 48, 49 et 50. Le Groupe de travail s'est également référé aux propositions pertinentes contenues dans le document A/AC.138/SC.II/L.28.

Il est évident que, faute de temps, le Groupe de travail n'a pas pu, au cours des séances et des consultations officielles qu'il a tenues, examiner entièrement chacune des propositions présentées. Il n'a pas pu non plus réviser les textes établis pendant les consultations officielles engagées pendant la session de mars-avril et à la session en cours. Il a donc pris note de ces textes et m'a autorisé à faire part à Votre Excellence et au Sous-Comité III des résultats de ses travaux. Le Groupe de travail tient à présenter au Sous-Comité pour information et décision, selon qu'il conviendra, les textes figurant à l'annexe 1 ci-jointe, ainsi que ceux qui étaient joints à ma note précédente.

Une proposition, qui a été présentée à la dernière séance du Groupe de travail, fait l'objet de l'annexe 2 ci-jointe. Elle contient des textes soumis par la délégation brésilienne en tant que variantes à certains des textes figurant à l'annexe 1 (et dans l'annexe au document A/AC.138/SC.III/L.39 reproduite ci-dessus). Il n'a toutefois pas été possible au Groupe de travail de les examiner au cours de ses séances ou de ses consultations officielles.

Annexe 1

WG.2, documents No 10 et 10/Add.1

Coopération mondiale et régionale

a) Les Etats 1/ coopéreront à l'échelon mondial et, le cas échéant, à l'échelon régional, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, mondiales ou régionales, à la formulation et à l'élaboration de traités, règles, normes et procédures conformes à la présente Convention, pour prévenir la pollution du milieu marin compte tenu des caractéristiques régionales.

OU

a) Les Etats 2/ coopéreront à l'échelon mondial et, le cas échéant, à l'échelon régional, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, mondiales ou régionales, à la formulation et à l'élaboration de traités, règles, normes et procédures conformes à la présente Convention pour prévenir la pollution du milieu marin, compte tenu des caractéristiques régionales et des facteurs économiques.

b) Tout Etat qui a connaissance de cas où le milieu marin est en danger imminent de subir des dommages ou a subi des dommages du fait de la pollution en informe immédiatement les autres Etats exposés à de tels dommages, ainsi que les organisations internationales compétentes.

1/ 2/ On a émis l'avis que le mot 'Etats' devrait être suivi des mots 'qu'ils soient ou non parties à la présente Convention'. En revanche, certaines autres délégations ont exprimé l'avis que seuls les Etats parties à la Convention sont tenus par les obligations et jouissent des droits énoncés dans le présent article.

c) Dans les cas visés à l'alinéa b) ci-dessus, les Etats situés dans la zone affectée, selon leurs capacités, et les organisations internationales compétentes coopéreront dans toute la mesure du possible pour éliminer les effets de la pollution et prévenir ou réduire le plus possible les dommages.

d) Les Etats coopèrent, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, afin de promouvoir des études, d'entreprendre des programmes de recherche scientifique et d'encourager l'échange de renseignements et de données recueillis sur la pollution du milieu marin. Ils contribuent et participent activement aux programmes internationaux visant à acquérir les connaissances voulues pour la détermination des sources de polluants, des voies qu'ils empruntent, des effets de l'exposition, des risques et des remèdes.

e) Compte tenu des renseignements et des données ainsi recueillies, les Etats coopèrent, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, en vue d'élaborer des critères scientifiques appropriés pour la formulation et l'élaboration de règles et normes pour la prévention de la pollution marine.

WG.2/Paper No. 12

Assistance technique

1. Les Etats doivent, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes :

a) Promouvoir des programmes d'assistance aux pays en voie de développement dans les domaines de la science, de l'enseignement, de la technique, etc., en vue de la préservation du milieu marin et de la prévention de la pollution marine. Cette assistance consiste notamment à former du personnel scientifique et technique et à faciliter la participation de ce personnel aux programmes internationaux visés à l'alinéa d) du document

WG.2/Paper No. 10/Add.1, à fournir le matériel, les conseils et les moyens nécessaires pour exécuter des programmes de recherche, d'enseignement et autres destinés à prévenir la pollution ou à réduire le plus possible ses effets.

b) Fournir une assistance appropriée, en particulier aux pays en voie de développement, pour réduire le plus possible les effets d'incidents majeurs pouvant causer une pollution grave du milieu marin.

c) Aux fins de l'alinéa b), promouvoir et mettre au point des plans d'urgence pour intervenir en cas d'incidents majeurs de ce genre et répondre aux demandes d'assistance présentées pour y remédier.

2. En vue de prévenir la pollution du milieu marin ou de réduire le plus possible ses effets, les Etats en voie de développement bénéficient d'un traitement préférentiel en ce qui concerne :

a) La répartition des fonds et des moyens d'assistance technique appropriés des organisations internationales; et

b) L'utilisation de leurs services spécialisés.

WG.2/Paper No. 13

Surveillance continue

1. Les Etats établissent des systèmes appropriés d'observation, de mesure, d'évaluation et d'analyse pour déterminer les risques de pollution du milieu marin ou les effets de cette pollution, notamment lorsqu'il s'agit de pollution pouvant résulter d'activités qu'ils autorisent ou auxquelles ils se livrent.
2. Les Etats diffusent, dans les plus brefs délais, les données et les renseignements obtenus sur les risques de pollution du milieu marin et les effets de cette pollution aux Etats pouvant être affectés et aux organisations internationales intéressées, en leur demandant de diffuser ces données et ces renseignements.

WG.2/Paper No. 11

Un texte ayant trait à la prise en considération des facteurs économiques pour déterminer si les Etats se sont acquittés de leurs obligations aux termes de la présente Convention en ce qui concerne les sources terrestres de pollution des mers a été jugé indispensable par certaines délégations, mais inapproprié par d'autres. Le texte suivant est proposé comme texte possible :

'Pour déterminer si un Etat s'est acquitté de ses obligations aux termes de la présente Convention en ce qui concerne les sources terrestres de pollution des mers, il faut tenir dûment compte de tous les facteurs pertinents, dont notamment l'aptitude économique et financière de cet Etat à disposer des ressources nécessaires pour s'acquitter desdites obligations et son niveau de développement économique.'

WG.2/Paper No. 14

Au moment où le texte ci-après a été rédigé, il était entendu qu'il serait réexaminé à une date ultérieure :

'En cas de violations des obligations de la présente Convention entraînant la pollution du milieu marin, l'Etat responsable de ces violations prendra immédiatement des mesures pour y mettre fin et pour en faire cesser les effets, dans toute la mesure du possible.'

WG.2/Paper No. 15

Normes

Les variantes ci-après ont été groupées en sections sous des titres provisoires aux fins d'identification et de comparaison.

Section I. Normes applicables aux sources terrestres de pollution du milieu marin 1/

- A. Chaque Etat établit des normes nationales et, agissant par l'intermédiaire des organisations internationales et régionales compétentes 2/, s'efforce d'établir et d'adopter des normes internationales pour la prévention de la pollution du milieu marin par des sources terrestres, compte tenu des données scientifiques dont on dispose, d'autres facteurs ainsi que des travaux accomplis par les organismes internationaux compétents.

OU

- B. Les Etats prennent des mesures appropriées pour empêcher la pollution du milieu marin par des sources terrestres.

Section II. Normes applicables à la pollution du milieu marin par des sources situées sur le fond des mers 1/

- A. Les Etats, agissant par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, établissent, aussitôt que possible, des normes internationales pour la prévention de la pollution du milieu marin provenant de l'exploration et de l'exploitation de la zone internationale du fond des mers.

OU

- B. 1. Les Etats, agissant par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, établissent aussitôt que possible des normes internationales pour la prévention de la pollution du milieu marin résultant de l'exploration et de l'exploitation de la zone internationale du fond des mers.

2. Les Etats établissent les normes nationales pour la prévention de la pollution du milieu marin résultant de l'exploration et de l'exploitation de la zone du fond des mers sur laquelle ils exercent des droits souverains 3/ aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles, et, agissant par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, s'efforcent d'établir des normes internationales minimales pour cette zone.

1/ Certaines délégations ont été d'avis que le texte des sections I et II fait double emploi avec le paragraphe 2 du WG.2/Paper No. 10 et avec le paragraphe 3 a) de l'article 2 du document A/AC.138/L.39.

2/ On a émis l'avis que chaque Etat peut adopter des normes internationales sans passer par les organisations internationales et régionales compétentes.

3/ Certaines délégations étaient d'avis que les mots 'zone du fond des mers sur laquelle ils exercent des droits souverains' devraient être remplacés par les mots 'le plateau continental'.

OU

- C. Les normes internationales pour la prévention de la pollution du milieu marin résultant de l'exploration et de l'exploitation des ressources du fond des mers et d'autres activités énumérées au chapitre _____, article _____ (par exemple, les installations au large), sont établies par l'Autorité ou l'OMCI 4/ 5/, selon le cas. C'est à l'Autorité qu'il appartient en premier lieu d'établir aussitôt que possible, dans la mesure où elles n'existent pas encore, les normes internationales applicables aux activités déployées sur le fond des mers, conformément aux procédures énoncées au chapitre _____, article _____. Les Etats riverains peuvent appliquer des normes plus rigoureuses en ce qui concerne les activités mentionnées au chapitre _____, article _____ (par exemple, l'exploration et l'exploitation des ressources des fonds marins et les installations au large).

OU

- D. L'Autorité créée en vertu du chapitre _____ de la présente Convention établit, aussitôt que possible, des normes internationales pour la prévention de la pollution résultant des activités déployées dans le milieu marin. Les Etats s'assurent que les activités déployées dans le milieu marin relevant de leur juridiction sont conformes à toutes ces normes. Les Etats peuvent également, agissant directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, élaborer des normes supplémentaires pour la prévention de ce genre de pollution 6/.

OU

- E. Les Etats agissant par l'intermédiaire /de l'Autorité internationale qui est créée en vertu de la présente Convention/ établissent, aussitôt que possible, des normes internationales pour la prévention de la pollution du milieu marin résultant de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers. Les Etats appliquent ces normes comme il est prévu à l'article 2, paragraphe 3 b) du document A/AC.138/SC.III/L.39. Les Etats peuvent également, agissant directement ou par l'intermédiaire des organisations régionales compétentes, élaborer des normes supplémentaires pour la prévention de ce genre de pollution.

4/ Certaines délégations ont été d'avis que la référence à l'OMCI dans ce texte est inopportune et inutile.

5/ La délégation qui a proposé cet article a fait observer que si l'OMCI n'a pas compétence pour établir les normes applicables à l'exploration et à l'exploitation des fonds marins, elle peut examiner utilement d'autres aspects de la question, par exemple ceux qui affectent la navigation au voisinage des installations économiques au large.

6/ On a exprimé l'avis que, puisque la section II traite expressément de la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins, il serait plus judicieux d'insérer ce texte de caractère plus général en un autre endroit du projet d'article.

- F. Les Etats, individuellement ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales compétentes, établissent et adoptent, aussitôt que possible, des normes relatives à la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins dans la zone sur laquelle ils exercent des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources du fond des mers. Ces normes ne seront, dans aucun cas, inférieures à celles internationalement admises.

Section III. Normes relatives à la pollution à partir de navires 7/

- A. L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime est responsable au premier chef d'établir, dès que possible, et dans la mesure où elles n'existent pas, des normes internationales relatives aux navires 8/ 9/ 10/.

7/ Certaines délégations ont estimé que les textes de cette section n'étaient pas nécessaires, étant donné la teneur de l'alinéa a) de l'article 5.4 (WG.2/Paper No. 10) mais que, si l'on devait décider d'adopter un projet d'article dans ce sens, la variante C serait préférable. Certaines de ces délégations ont estimé, en outre, que si l'on décidait que ces textes n'étaient pas nécessaires, il serait utile d'adopter l'article suivant, de manière à préciser la mention, à l'alinéa a) de l'article 5.4, de l'organisation ou des organisations internationales compétentes : 'l'organisation ou les organisations internationales compétentes mentionnées à l'alinéa a) de l'article 5.4 doivent être ... en ce qui concerne la pollution à partir de bâtiments'.

8/ Les délégations qui ont appuyé cette formule ont estimé que les normes internationales devaient comprendre des normes spéciales applicables à des régions et à des problèmes spéciaux, qui tiennent compte des conditions écologiques particulières. Ces délégations ont noté, en outre, que les Etats pouvaient aussi, par voie d'accords régionaux, établir des normes supplémentaires ou spéciales applicables aux parties à ces accords.

9/ Certaines délégations ont rappelé au Groupe de travail qu'il ne fallait pas mentionner une seule organisation internationale, car l'OMCI n'était pas la seule autorité en matière de pollution à partir de bâtiments. Ces délégations ont estimé que le texte n'était pas nécessaire mais que, si un projet d'article dans ce sens devait être adopté, il faudrait indiquer que les normes internationales ne doivent pas porter atteinte au droit des Etats riverains d'établir leurs propres normes.

10/ On a dit que toute mention dans ce projet d'article d'une organisation internationale existante serait préjudiciable à l'examen de la question de la création d'une autorité internationale qui avait lieu dans un autre organe du Comité.

OU

- B. Les Etats, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes (principalement l'OMCI), établissent, dès que possible et dans la mesure où elles n'existent pas déjà, des normes internationales pour la prévention de la pollution à partir de navires. Les Etats veilleront à ce que les navires immatriculés dans leur territoire se conforment aux normes internationalement admises concernant la conception des bateaux, leur construction, leur équipement, leur conduite, leur entretien, et autres facteurs pertinents 11/ 12/ 13/ 14/.

OU

- C. Les Etats, individuellement ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales compétentes, établissent des normes pour la prévention de la pollution à partir de navires 15/.

OU

- D. Les Etats s'efforcent, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, de négocier des conventions en vue de l'adoption de normes internationales recommandées pour la prévention de la pollution à partir de navires. Aux fins de la navigation à travers les eaux internationales ou à travers les eaux relevant de la juridiction des Etats, les normes établies par les organisations internationales compétentes ou par les Etats riverains dans la région où ils exercent leur souveraineté ou leur juridiction ne remplaceront pas les normes établies par les Etats en voie de développement pour les navires arborant leur pavillon. Ces normes tiennent compte des caractéristiques écologiques, géographiques et économiques de ces Etats 16/ 17/.

11/ Voir note de bas de page 8.

12/ Voir note de bas de page 9.

13/ Certaines délégations ont proposé d'inclure les mots 'ou relevant de leur juridiction' dans la deuxième phrase, après le mot 'territoire'.

14/ Voir note de bas de page 8.

15/ 16/ Certaines délégations ont estimé que les normes nationales ou régionales qui n'étaient pas établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ne liaient que l'Etat ou les Etats qui les avaient établies.

17/ Certaines délégations ont proposé de remplacer le membre de phrase 'dans la zone où ils exercent leur souveraineté ou leur juridiction' par 'pour leurs eaux territoriales', et de remplacer les mots 'à travers les eaux internationales' par 'en haute mer'.

OU

- E. La navigation se conforme aux règles et normes générales et non discriminatoires concernant la prévention de la pollution qui sont adoptées par l'Autorité établie en vertu du chapitre _____ de la présente Convention ou qui figureront dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux Etats. Les Etats veillent à ce que les navires arborant leur pavillon respectent ces normes et ces règles. En l'absence de normes et de règles pertinentes adoptées par l'Autorité ou figurant dans des conventions internationales ratifiées par de nombreux Etats, l'Etat riverain peut établir des règlements raisonnables et non discriminatoires relatifs à la réduction de la pollution à partir de navires dans les zones maritimes relevant de sa juridiction. En outre, l'Etat riverain peut promulguer des règlements et des règles non discriminatoires pour compléter ceux adoptés par l'Autorité ou contenus dans des conventions internationales ratifiées par de nombreux pays 18/.

OU

- F. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement centralise et coordonne tous les renseignements concernant tous les aspects de la protection du milieu marin et de la lutte contre sa pollution. Cet organisme, avec l'aide d'organisations compétentes comme l'OMCI, le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers, doit :
- a) Etablir un système de surveillance, d'observation, de mesure et d'évaluation des divers aspects de la pollution marine;
 - b) Recommander l'adoption de mesures internationales ou régionales pour protéger le milieu marin;
 - c) Recueillir et diffuser les données, rapports et autres renseignements pertinents relatifs à la pollution marine;
 - d) Distribuer aux pays sans ressources des fonds et autre assistance scientifique et technique pour lutter contre la pollution de la mer;
 - e) ... 19/.

18/ Certaines délégations ont proposé de remplacer le membre de phrase 'dans les zones maritimes relevant de sa juridiction' par 'dans ses eaux territoriales'.

19/ Voir note 10.

Section IV. Compétence des Etats en ce qui concerne l'établissement et l'adoption de normes à titre individuel 20/ 21/

A. 1. Aucune disposition de la présente Convention n'est interprétée comme empêchant un Etat riverain de prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter de l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article premier dans les limites de sa juridiction nationale, y compris les zones de protection de l'environnement (dont les limites maximums sont à fixer) : a) avant l'adoption et l'application de mesures internationalement admises prévues par la présente Convention; ou b) après l'adoption ou l'application de mesures internationalement admises, si ces mesures ne correspondent pas aux objectifs de la présente Convention ou si d'autres mesures sont nécessaires en fonction de caractéristiques locales géographiques, économiques et écologiques.

2. Les mesures prises conformément au présent article doivent rester dans les strictes limites des objectifs de la présente Convention et ne doivent pas être discriminatoires dans leur application, ni restreindre inutilement ou indûment les utilisations légitimes du milieu marin, y compris la navigation.

20/ Un certain nombre de délégations ont estimé que ces propositions n'étaient pas parallèles, quant au fond, alors qu'elles étaient présentées plus haut sous forme de variantes au même projet d'article.

21/ On a fait observer que les questions relatives à l'établissement de nouvelles zones de juridiction ou de zones économiques n'avaient pas été résolues et qu'elles relevaient, en outre, du mandat du Sous-Comité II et non pas de celui du Sous-Comité III. On a estimé, par conséquent, que ces questions ne devaient pas être évoquées dans les présents projets d'articles.

3. Pour déterminer si les mesures spéciales prises conformément au présent article sont raisonnables, les Etats prendront comme point de référence principal, mais non pas absolu, les règles, normes et procédures internationales en vigueur 22/ 23/ 24/ 25/ 26/.

22/ On a dit qu'en ce qui concernait les navires arborant le pavillon d'un Etat tiers, un Etat contractant ne devait pas imposer de mesures, de normes et de règlements concernant la pollution ~~à partir de navires qui aient trait à la conception du navire, à sa construction, à son équipement, à son équipage et à son entretien lorsque ces mesures, normes et règlements n'étaient pas conformes à ceux établis par l'organe international compétent.~~

23/ Certaines délégations ont estimé que, s'il devait y avoir un article de ce genre, cet article ne devait s'appliquer qu'aux eaux territoriales et devait stipuler que toutes les règles et normes relatives à la prévention de la pollution du milieu marin adoptées au niveau national et international devaient tenir compte de la nécessité de prévoir et d'assurer la liberté de navigation et de pêche en haute mer ainsi que la liberté pour les Etats de mener des recherches et autres activités normales. Ces délégations ont estimé, en outre, que la mention des 'zones de protection de l'environnement' devait être supprimée car elles ne pouvaient pas appuyer une telle forme de juridiction.

24/ Certaines délégations ont estimé que, pour préciser la nature des droits des Etats riverains, il pourrait être utile d'établir des directives indiquant les conditions dans lesquelles ces droits pouvaient être exercés.

25/ On a estimé que le présent projet d'article aurait dû être complété par une disposition contenant un principe général selon lequel les règles et règlements promulgués par un Etat riverain devaient faire l'objet d'un examen juridique international conformément aux dispositions de la présente Convention.

26/ On a estimé qu'il fallait compléter le présent projet d'article par un quatrième paragraphe indiquant que toutes mesures adoptées par un Etat conformément à cet article devaient être immédiatement communiquées à l'organisation internationale compétente qui disposerait d'un délai raisonnable pour demander, si elle le jugeait bon, des modifications auxdites mesures; ces mesures n'entreraient pas en vigueur avant l'expiration de ce délai.

OU

B. Les Etats adopteront des lois et règlements portant application des normes internationales relatives aux sources de pollution du milieu marin situées en mer, ou ont la faculté d'adopter et d'appliquer des normes plus rigoureuses :

a) Dans l'exercice de leurs droits à l'intérieur de la zone économique côtière du fond des mers/ en ce qui concerne les activités énumérées au chapitre _____, article _____ de la présente Convention 27/;

b) Aux navires entrant dans leurs ports et leurs installations au large 28/;

c) A leurs ressortissants, qu'ils soient personnes physiques ou morales, et aux navires immatriculés sur leur territoire ou battant leur pavillon 29/ 30/.

OU

C. 1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un Etat (riverain) de prendre des mesures spéciales dans les limites de sa juridiction nationale et/ou souveraineté, compte tenu des caractéristiques géographiques locales, écologiques et économiques, pour prévenir la pollution du milieu marin.

27/ Pour l'information des délégations, il est précisé que l'article en question donnerait à l'Etat riverain le droit : 1) d'explorer et d'exploiter ainsi que d'autoriser l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles du fond marin et de son sous-sol; 2) d'autoriser et de réglementer la construction, l'exploitation et l'utilisation d'installations au large qui affectent ses intérêts économiques et le forage à des fins autres que l'exploration et l'exploitation des ressources; 3) d'établir des zones de sécurité raisonnables autour de ces installations au large.

28/ Pour l'alinéa b), voir la note 22.

29/ Il a été indiqué que ce projet d'article ne s'applique qu'à certains aspects de la pollution du milieu marin et qu'il devrait s'appliquer à la pollution du milieu marin en général dans les zones qui relèvent de la juridiction nationale (à déterminer par la Conférence).

30/ Certaines délégations se sont demandé s'il y avait lieu de faire figurer les alinéas a) et b) dans ce texte en faisant observer que le projet d'article devrait s'appliquer à la compétence de l'Etat du pavillon et aux droits des Etats riverains, dans les limites de leurs eaux territoriales, en matière d'établissement de normes, compte tenu des normes internationales.

2. Les mesures prises conformément au présent article doivent rester dans les limites des objectifs visés par la présente Convention; elles ne doivent pas être discriminatoires dans leur application ni imposer des restrictions qui ne soient pas nécessaires ou raisonnables aux autres utilisations légitimes du milieu marin, y compris la navigation.

3. Les mesures adoptées par un Etat riverain pour protéger son milieu marin dans les zones relevant de sa juridiction et/ou de sa souveraineté ne doivent pas être incompatibles avec les normes établies par les Etats en voie de développement applicables aux bâtiments battant leur pavillon 31/ 32/.

Annexe 2

Variantes concernant le document A/AC.138/SC.III/L.39 et les documents No 10 à 15 du Groupe de travail 2 (présentés par la délégation brésilienne)

1) WG.2/Paper No. 3

Supprimer la note 'x La référence aux...'

2) WG.2/Paper No. 8/Add.2

1. Les Etats prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher la pollution du milieu marin, quelle qu'en soit la source, en utilisant à cette fin les moyens les mieux adaptés dans le cadre de leurs possibilités et de leur politique nationale d'environnement, individuellement ou conjointement selon qu'il conviendra. En particulier, les Etats prendront les mesures nécessaires pour veiller à ce que les activités poursuivies dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne portent pas de préjudice important au milieu marin d'autres Etats.

2. En prenant les mesures nécessaires pour empêcher la pollution des mers, les Etats tiendront dûment compte des utilisations légitimes du milieu marin et s'abstiendront de toute ingérence injustifiée dans ces utilisations.

3) WG.2/Paper No. 7

(Omettre la note introductive.)

Aucune disposition de la présente Convention ne déroge au droit souverain des Etats d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et leurs programmes de développement économique.

31/ Voir note 23.

32/ Voir note 22.

4) WG.2/Paper No. 10 et No. 10/Add.1

b) Tout Etat qui a connaissance de cas où le milieu marin est en danger imminent de subir des dommages importants ou a subi des dommages importants du fait de la pollution en informera immédiatement les autres Etats qu'il juge exposés à de tels dommages, ainsi que les organisations internationales compétentes.

d) Les Etats coopéreront, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, dans la recherche des causes de la pollution marine et dans l'échange de renseignements et de données recueillis sur la pollution du milieu marin, en vue d'élaborer des critères scientifiques appropriés pour la formulation et l'élaboration de règles et normes pour la prévention de la pollution marine.

e) Supprimer cet alinéa.

5) WG.2/Paper No. 13

1. Dans les zones relevant de leur souveraineté et de leur juridiction nationale, les Etats emploieront des systèmes appropriés d'observation, de mesure, d'évaluation et d'analyse pour déterminer les risques de pollution du milieu marin.

2. Les Etats diffuseront les données et les renseignements obtenus sur les risques de pollution du milieu marin et les effets de cette pollution aux Etats dont ils jugent qu'ils peuvent être affectés et aux organisations internationales intéressées, en leur demandant de diffuser ces données et ces renseignements.

6) WG.2/Paper No. 14

En cas de violations des obligations de la présente Convention entraînant une pollution importante du milieu marin, l'Etat responsable de ces violations prendra immédiatement des mesures pour y mettre fin et pour en faire cesser les effets, dans toute la mesure du possible."

B. Rapport du Groupe de travail 3

70. Une note du Président du Groupe de travail 3, reproduite ci-après avec son annexe, résume les travaux du Groupe. Comme il a été indiqué ci-dessus, le Groupe a été créé vers la fin de la session de mars-avril, qui s'est tenue à New York. Il a commencé l'examen des questions de fond vers le milieu de la session de juillet-août.

Note adressée au Président du Sous-Comité III par le Président du Groupe de travail 3 f/

"J'ai l'honneur de vous informer que le Groupe de travail de la recherche scientifique marine et du transfert des techniques (Groupe de travail 3 du Sous-Comité III), constitué le 5 avril 1973 à New York, a tenu 10 séances au cours de la présente session.

Conformément à son mandat, le Groupe de travail a examiné les propositions formellement soumises au Sous-Comité III dans les documents A/AC.138/SC.III/L.18, 23, 31, 34 1/, 42, 44 et 45. Ses débats ont porté sur la définition et les objectifs de la recherche scientifique marine, la conduite et la promotion des recherches scientifiques marines et les préalables nécessaires à la conduite de cette recherche. Le Groupe de travail n'a pas été en mesure d'entreprendre l'examen de la question du transfert des techniques.

A sa première séance de la session en cours, le Groupe de travail a décidé de tenir des consultations officielles ouvertes à toutes les délégations. De ces consultations se sont dégagés un certain nombre de textes qui sont joints à la présente note. Ces textes ont été rédigés à partir des propositions susmentionnées et d'observations présentées et de suggestions faites par les délégations au Groupe de travail.

Faute de temps, le Groupe de travail n'a été en mesure ni officiellement ni dans ses consultations officielles d'examiner tous les projets d'articles contenus dans les propositions soumises au Sous-Comité III 1/. Le Groupe n'a pas non plus eu l'occasion de revoir les textes joints à la présente note.

Ayant pris note des textes ci-joints, le Groupe de travail m'a autorisé à vous informer, ainsi que le Sous-Comité III, du travail qu'il avait effectué dans l'accomplissement de son mandat.

1/ Le Groupe de travail s'est référé aussi à des textes pertinents dans A/AC.138/SC.II/L.28.

f/ Publiée initialement sous la cote A/AC.138/SC.III/L.53

Annexe

WG.3/Document No 4

Définition et objectifs de la recherche scientifique marine

La recherche scientifique marine est toute étude et tous travaux expérimentaux connexes, à l'exclusion de l'exploration industrielle et d'autres activités tendant à l'exploitation directe des ressources de la mer, visant à accroître pour l'humanité la connaissance scientifique du milieu marin et menés à des fins pacifiques 1/ 2/ 3/. (Le groupe officieux de rédaction a décidé de différer la rédaction de tout autre texte traitant des objectifs.)

Les variantes ci-après ont été convenues sans préjuger la place qu'on leur donnerait dans les projets d'articles :

'La recherche scientifique marine comme telle ne constitue pas la base juridique d'une revendication de droits d'exploitation ou de tout autre droit dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.'

OU

'La recherche scientifique marine comme telle ne constitue pas la base juridique d'une revendication quelconque à une partie quelle qu'elle soit du milieu marin 4/ ou de ses ressources.'

1/ Quelques délégations ont émis l'avis que cette définition était acceptable à condition qu'un autre article de la Convention reconnaisse le fait que la recherche scientifique pouvait servir de base à des avantages industriels et commerciaux.

2/ Certaines délégations estimaient qu'un article consacré aux définitions n'était pas nécessaire et que les articles à rédiger sur les obligations des Etats établiraient, indirectement mais clairement, le sens envisagé.

3/ De l'avis de plusieurs délégations, il serait souhaitable d'inclure une définition du terme 'milieu marin'.

4/ On a émis l'avis que la mention de 'une partie quelle qu'elle soit du milieu marin' ne devait pas porter atteinte aux droits de l'Etat riverain à l'intérieur de sa zone de juridiction nationale.

Conduite et promotion de la recherche scientifique marine

A. 1. Sous réserve des droits des Etats riverains /et de l'Autorité internationale/ ou /et sous réserve du régime de la zone internationale des fonds marins/ comme le prévoit la présente Convention, tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales appropriées ont le droit /ou le droit à la liberté/ 1/ d'effectuer des recherches scientifiques marines et d'autres activités de recherche dans le milieu marin.

2. Les Etats promeuvent les programmes scientifiques marins en coopération en tenant partiellement compte des intérêts et des besoins des pays en voie de développement 2/ 3/ 4/ 5/.

OU

B. Sous réserve des droits des Etats riverains, les Etats, qu'ils soient riverains ou privés de littoral, coopèrent à promouvoir la recherche et l'investigation scientifique dans le milieu marin, comme il est prévu dans la présente Convention, d'une façon ordonnée et rationnelle, compte tenu des intérêts de la communauté internationale, particulièrement des intérêts et des besoins des pays en voie de développement 3/ 4/ 5/.

OU

C. La recherche scientifique en mer étant essentielle à une compréhension du milieu global, à la préservation et à la mise en valeur de la mer et à son utilisation rationnelle et efficace, les Etats doivent promouvoir et faciliter le développement et la conduite de toute recherche scientifique dans la mer au profit de la communauté internationale. Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales appropriées peuvent effectuer des recherches scientifiques en mer, reconnaissant les droits et les intérêts de la communauté internationale et des Etats riverains, particulièrement les intérêts et les besoins des pays en voie de développement, comme il est prévu dans la présente Convention.

1/ Certaines délégations se sont opposées à l'usage du terme 'ou le droit à la liberté' dans le présent texte, l'estimant superflu.

2/ On a soutenu que ce projet d'article devrait inclure une référence aux personnes physiques ou morales qui ont aussi le droit de mener des recherches scientifiques dans le milieu marin.

3/ Selon certaines délégations, les textes A et B ne sont pas des variantes mais sont complémentaires.

4/ Selon d'autres délégations, les textes A et B ne sont pas complémentaires mais sont bien des variantes.

5/ De l'avis de certaines délégations, il était prématuré d'insérer les mots 'sous réserve des droits des Etats riverains' dans le texte ci-dessus étant donné qu'il peut être préjudiciable aux droits inhérents des Etats.

OU

- D. Sous réserve des droits des Etats riverains, les Etats, ainsi que les organisations internationales compétentes, peuvent promouvoir et conduire des recherches scientifiques dans le milieu marin, compte tenu de tous les facteurs pertinents, y compris les intérêts de la communauté internationale, et particulièrement ceux des pays en voie de développement, comme il est prévu dans la présente Convention 6/.

OU

- E. Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales, jouissent, sur une base d'égalité et sans aucune discrimination, du droit à la liberté d'effectuer des recherches scientifiques dans l'océan 7/.

Le terme 'océan', tel qu'il est utilisé dans la présente Convention, s'étend à tout l'espace océanique, au fond de la mer et à son sous-sol, à l'exception des eaux intérieures et territoriales ainsi que du sol et du sous-sol du plateau continental.

6/ Voir note 5.

7/ Voir note 1."

Appendice I

Index des propositions soumises au Sous-Comité III de 1971 à 1973

- I. Propositions soumises en 1971^{a/}
- II. Propositions soumises en 1972^{b/}
- III. Propositions soumises en 1973
 1. Document de travail sur la protection du milieu marin, présenté par l'Australie (A/AC.138/SC.III/L.27).
 2. Projet d'articles pour une convention générale sur la pollution de la mer, présenté par le Canada (A/AC.138/SC.III/L.28).
 3. Projet d'articles pour une convention relative aux recherches scientifiques sur l'océan mondial, présenté par la Bulgarie, la Pologne, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.138/SC.III/L.31).
 4. Projet d'articles de convention sur les principes généraux de la préservation du milieu marin, présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.138/SC.III/L.32).
 5. Projet d'articles sur la préservation du milieu marin (y compris la prévention de la pollution) présenté par Malte (A/AC.138/SC.III/L.33).
 6. Projet d'articles sur la recherche scientifique, présenté par Malte (A/AC.138/SC.III/L.34).
 7. Observations du Gouvernement des Pays-Bas au sujet des questions relatives à la protection du milieu marin, y compris la prévention de la pollution des mers (A/AC.138/SC.III/L.35).
 8. Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique sur la compétence en matière d'établissement de normes pour la lutte contre la pollution causée par les navires (A/AC.138/SC.III/L.36).
 9. Document de travail sur la prévention de la pollution par les navires, présenté par le Canada (A/AC.138/SC.III/L.37 et Add.1).
 10. Projet d'articles relatifs à la protection du milieu marin et à la prévention de sa pollution, présenté par les États-Unis d'Amérique (A/AC.138/SC.III/L.40).

a/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421), annexe V.

b/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), annexe IV.

11. Projet d'articles sur la prévention et la lutte contre la pollution du milieu marin, présenté par le Kenya (A/AC.138/SC.III/L.41).
12. Document de travail sur la recherche scientifique marine, présenté par la Chine (A/AC.138/SC.III/L.42).
13. Projet d'articles sur la protection du milieu marin contre la pollution, document de travail présenté par la Norvège (A/AC.138/SC.III/L.43 et Corr.1).
14. Projet d'articles destinés à faire l'objet d'un chapitre concernant la recherche scientifique sur le milieu marin, présenté par les Etats-Unis d'Amérique (A/AC.138/SC.III/L.44).
15. Document de travail sur la recherche scientifique à l'intérieur de la zone soumise à la souveraineté et à la juridiction de l'Etat riverain, présenté par le Brésil, El Salvador, l'Equateur, le Panama, le Pérou et l'Uruguay (A/AC.138/SC.III/L.45).
16. Projet d'articles relatifs aux droits susceptibles d'être exercés par les Etats côtiers en vue de lutter contre la pollution marine, présenté par la France (A/AC.138/SC.III/L.46).
17. Document de travail sur la préservation du milieu marin, présenté par El Salvador, l'Equateur, le Pérou et l'Uruguay (A/AC.138/SC.III/L.47 et Corr.1).
18. Projet d'articles sur l'exécution des dispositions internationales relatives à la prévention de la pollution marine par des navires, présenté par les Pays-Bas (A/AC.138/SC.III/L.48).
19. Propositions relatives à la prise, par les Etats riverains, de mesures de coercition destinées à prévenir la pollution marine, présentées par le Japon (A/AC.138/SC.III/L.49).
20. Propositions relatives aux obligations de l'Etat riverain en ce qui concerne la recherche scientifique marine, présentées par l'Italie (A/AC.138/SC.III/L.50).
21. Projet d'articles sur la responsabilité et les obligations qui en découlent, présenté par la Trinité-et-Tobago (A/AC.138/SC.III/L.54).
22. Projet d'article sur l'autorisation de mener des recherches scientifiques marines, présenté par l'Algérie, l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Equateur, El Salvador, l'Ethiopie, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, le Kenya, le Mexique, Le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie, la Somalie, la Trinité-et-Tobago, la Tunisie et la Yougoslavie (A/AC.138/SC.III/L.55).
23. Document de travail sur l'application, par un Etat riverain, de normes relatives à la prévention de la pollution par les navires - mode d'approche fondamental par zones - présenté par l'Australie, le Canada, la Colombie, l'Egypte, l'Espagne, Fidji, le Ghana, l'Indonésie, l'Iran, l'Islande, la Jamaïque, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie et la Trinité-et-Tobago (A/AC.138/SC.III/L.56).

Appendice II

Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité III de 1971 à 1973

Déclarations faites en 1971^{a/}

Déclarations faites en 1972^{b/}

Déclarations faites en 1973

Séances tenues du 7 mars au 6 avril 1973 (A/AC.138/SC.III/SR.33 à 39)

33ème séance :

Organisation des travaux :

Déclarations du Président du Sous-Comité et des représentants du Chili, du Royaume-Uni, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de Malte.

34ème séance :

Pollution des mers :

Déclarations des représentants du Royaume-Uni, du Canada, du Pérou, de Malte et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

35ème séance :

Recherche scientifique :

Déclarations des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Ghana.

36ème séance :

Recherche scientifique :

Déclarations du Président du Sous-Comité et des représentants des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie et du Pérou.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail 2 :-

Déclaration du Président.

a/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 21 (A/8421), annexe VI, 4.

b/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 21 (A/8721), annexe V, 4.

37ème séance :

Pollution des mers :

Déclarations de l'observateur de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et des représentants du Canada et des Etats-Unis d'Amérique.

Recherche scientifique :

Déclarations du Président du Sous-Comité et des représentants de la Finlande, de l'Islande, des Etats-Unis d'Amérique, de la Pologne, du Pérou et de l'Argentine.

38ème séance :

Déclaration du Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Recherche scientifique :

Déclarations des représentants de l'Iran, de Malte, du Chili, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Colombie, de la Chine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni, du Canada et du Brésil ainsi que du Président du Sous-Comité.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail 2 :

Déclaration du Président.

Pollution des mers :

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Canada et du Président du Sous-Comité.

39ème séance :

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail 3 :

Déclaration du Président.

Recherche scientifique et transfert des techniques :

Déclarations du Président du Sous-Comité et des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Ghana, du Pérou, du Venezuela, du Libéria, de Malte, de la République-Unie de Tanzanie, du Canada, de la Roumanie, de l'Espagne et de la Colombie.

Rapport sur les travaux du Groupe de travail 2 pendant la session de mars-avril (A/AC.138/SC.III/L.39) :

Déclaration du Président.

Pollution des mers :

Déclaration des représentants de la Grèce, du Canada, de la Trinité-et-Tobago, du Nigéria, de Malte, de l'Argentine, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Espagne.

Séances tenues du 4 juillet au 20 août 1973 (A/AC.138/SC.III/SR.40 à 49)

40ème séance :

Organisation des travaux :

Déclarations du Président et du représentant de Malte.

41ème séance :

Pollution des mers :

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Kenya et de Malte.

Recherche scientifique et transfert des techniques :

Déclarations des représentants de la Colombie, de la Yougoslavie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Grèce.

42ème séance :

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail 2 :

Déclaration du Président.

Pollution des mers :

Déclarations des représentants du Canada et de la République-Unie de Tanzanie.

Recherche scientifique et transfert des techniques :

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de Malte et du Chili.

43ème séance :

Pollution des mers :

Déclarations des représentants de la Norvège, de la France et du Pérou.

Recherche scientifique et transfert des techniques :

Déclarations des représentants de la Chine, du Pérou, du Brésil, du Pakistan et du Venezuela.

Rapports sur l'état d'avancement des travaux des Groupes de travail 2 et 3 :

Déclarations des Présidents et des représentants du Chili, de la République-Unie de Tanzanie et du Pérou.

44ème séance :

Rapports sur l'état d'avancement des travaux des Groupes de travail 2 et 3 :

Déclarations des Présidents.

Déclaration du Rapporteur sur le projet de rapport du Sous-Comité et déclarations des représentants du Chili, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Espagne.

Déclarations des observateurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Commission océanographique intergouvernementale ainsi que des représentants du Pérou, de la Colombie, de l'Espagne, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

45ème séance :

Examen du rapport du Groupe de travail 2 (A/AC.138/SC.III/L.52) et du rapport du Groupe de travail 3 (A/AC.138/SC.III/L.53).

Pollution des mers (projet de lettre à l'OMCI) :

Déclarations des représentants de la République-Unie de Tanzanie, de Malte, du Royaume-Uni, du Canada, du Chili, du Kenya, de l'Espagne, du Liban, de l'Egypte, du Mexique, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Australie ainsi que du Président du Sous-Comité.

46ème séance :

Examen du rapport du Sous-Comité (A/AC.138/SC.III/L.51 et Add.1).

47ème séance :

Pollution des mers (projet de lettre à l'OMCI) :

Déclarations du représentant de la République-Unie de Tanzanie, du Brésil, du Royaume-Uni, du Chili et du Canada ainsi que du Président du Sous-Comité.

Examen du rapport du Sous-Comité (A/AC.138/SC.III/L.51 et Add.1).

48ème séance :

Examen du rapport du Sous-Comité (A/AC.138/SC.III/L.51/Add.1).

49ème séance :

Adoption du rapport du Sous-Comité (A/AC.138/SC.III/L.51 et Add.1).

Recherche scientifique et transfert des techniques :

Déclarations des représentants de l'Italie, de la Yougoslavie et du Pakistan.

Pollution des mers (projet de lettre à l'OMCI) :

Déclarations des représentants de la République-Unie de Tanzanie, de Malte, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Liban, du Kenya, du Canada, de la Bulgarie, de la Grèce, des Etats-Unis d'Amérique, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Pologne, du Royaume-Uni et de Malte, ainsi que du Président du Sous-Comité.

ANNEXE IV

LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE EN 1973

Document de travail relatif à la notion de zone intermédiaire, présenté par les Pays-Bas /16 mars 1973/	A/AC.138/86
Importance économique, du point de vue des ressources minérales, des fonds marins, des diverses limites proposées pour la juridiction nationale : rapport du Secrétaire général /4 juin 1973/	A/AC.138/87 et Corr.1
Exemple de précédents concernant l'application provisoire, en attendant leur entrée en vigueur, de traités multilatéraux, en particulier de traités portant création d'organisations ou de régimes internationaux : rapport du Secrétaire général /12 juin 1973/	A/AC.138/88
Déclaration de l'Organisation de l'unité africaine sur les questions relatives au droit de la mer /2 juillet 1973/	A/AC.138/89 et Corr.1 (F. seulement)
Ressources minérales du fond des mers - faits nouveaux : rapport intérimaire du Secrétaire général /3 juillet 1973/	A/AC.138/90
Iles artificielles et installations : document de travail présenté par la Belgique /11 juillet 1973/	A/AC.138/91
Lettre en date du 10 juillet, adressée par le représentant de la Bolivie au Président du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale /12 juillet 1973/.	A/AC.138/92
Projet d'articles relatifs aux pays sans littoral, présenté par l'Afghanistan, la Bolivie, la Hongrie, le Mali, le Népal, la Tchécoslovaquie et la Zambie /2 août 1973/	A/AC.138/93
Rapport du Sous-Comité I /17 août 1973/	A/AC.138/94 et Add.1 et Add.1/Corr.1 (A. seulement)
Rapport du Sous-Comité II /23 août 1973/	A/AC.138/95
Rapport du Sous-Comité III /21 août 1973/	A/AC.138/96
Projet d'articles pour un chapitre sur le règlement des différends, présenté par les Etats-Unis d'Amérique /21 août 1973/	A/AC.138/97

Propositions présentées par le Président à la 90ème séance,
le 5 mars 1973, concernant l'organisation des travaux
du Comité /5 mars 1973/

A/AC.138/L.13
et Corr.1
(A. seulement)
et Add.1
et Rev.1

Projet de rapport du Comité des utilisations pacifiques
du fond des mers et des océans au-delà des limites de
la juridiction nationale /21 août 1973/

A/AC.138/L.14

ANNEXE V

INDEX DES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DU COMITE EN 1973

Séances tenues du 5 mars au 6 avril 1973 (A/AC.138/SR.90 à 93)

90ème séance :

Hommage à la mémoire de M. Khanachet

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants du Chili, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et d'El Salvador

91ème séance :

Organisation des travaux (suite)

Déclarations du Président, du représentant du Venezuela, des présidents des sous-comités et des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Argentine, de l'Australie, de la Turquie, du Cameroun, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Inde, de la Norvège, du Royaume-Uni, de Singapour, de Malte, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'Egypte

92ème séance :

Hommage à la mémoire de MM. Alcívar et Chacko

Déclarations d'ordre général

Déclarations des représentants de la FAO, de l'Organisation hydrographique internationale et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, des représentants de Sri Lanka et de l'Islande, du Président et des représentants de l'Australie, du Pérou, des Etats-Unis d'Amérique, de la Turquie, du Canada, de l'Inde, de la Pologne et de Malte

93ème séance :

Rapports sur l'état d'avancement des travaux des sous-comités :

Déclarations du Président et du Rapporteur du Sous-Comité I, du Président du Sous-Comité II, du Président du Groupe de travail plénier du Sous-Comité II, du Président du Sous-Comité III et du Président du Comité

Dispositions en vue de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

Déclarations du Président et des représentants du Kenya, des Philippines, de la Tchécoslovaquie, du Venezuela, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Chili et de Malte, du secrétaire du Comité, des représentants du

Mexique, du Pérou, de l'Egypte, de l'Equateur, de la France, du Cameroun, des Philippines, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Irak et du Royaume-Uni ainsi que du secrétaire du Comité

Clôture de la session

Déclaration du Président

Séances tenues du 2 juillet au 24 août 1973 (A/AC.138/SR.94 à 104)

94ème séance :

Ouverture de la session

Déclarations du Président et du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants du Pérou, du Mexique, du Royaume-Uni, de l'Egypte et du Sénégal

Questions financières

Déclarations du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et du représentant du Chili

95ème séance :

Déclarations d'ordre général

Déclarations des représentants du Pérou, de la Sierra Leone et de la Jamaïque et du représentant de la FAO

Rapports d'activités

Déclarations des Présidents des Sous-Comités I, II et III et des Présidents du Groupe de travail plénier du Sous-Comité II et du Groupe de travail 2 du Sous-Comité III

Documents établis par le Secrétariat en réponse aux demandes formulées dans les résolutions 3029 B et C (XXVII)

Déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques

96ème séance :

Rapports d'activités

Déclarations des Présidents des Sous-Comités I, II et III

Déclarations d'ordre général (suite)

Déclarations des représentants de Malte, du Chili, des Etats-Unis, de Singapour, du Pérou, du Canada et du Kenya

Félicitations à l'occasion de l'indépendance des Bahamas

Déclarations des représentants du Venezuela, de la Jamaïque, de Singapour, du Pérou, du Canada, des Philippines, du Kenya et du Royaume-Uni

97ème séance :

Rapports d'activités

Déclarations des Présidents des Sous-Comités I, II et III

Déclarations d'ordre général (suite)

Déclarations des représentants du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de Fidji, du Japon, du Canada, du Pérou, de l'Indonésie, de la Suède, de la Norvège, de l'Inde, du Mexique, de la Colombie, du Libéria, de l'Equateur, du Pakistan, des Philippines, de Singapour, du Chili, de la France et de la Chine

98ème séance :

Rapports d'activités

Déclarations des Présidents des Sous-Comités I, II et III

Organisation des travaux

Déclarations du Président et des représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Uruguay, de l'Espagne, de la Bulgarie, du Sénégal, du Chili, de la Colombie, du Pérou, du Cameroun, du Royaume-Uni, de la République-Unie de Tanzanie et des Etats-Unis d'Amérique

Déclaration d'ordre général du secrétaire général de la Commission permanente du Pacifique sud

99ème séance :

Organisation des travaux

Déclaration du Président et des représentants du Royaume-Uni, de la Turquie, de l'Autriche, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Chili, du Pérou, de Singapour, des Pays-Bas, de l'Australie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Bulgarie, du Kenya, du Canada, du Mexique, du Japon, du Nigéria, de la Colombie, du Brésil et d'El Salvador

Rapports d'activités

Déclaration du Président au nom des Présidents des Sous-Comités I, II et III

Projet d'articles relatifs aux pays sans littoral

Présentation du document A/AC.138/93 par le représentant du Népal

Présentation du document A/AC.138/92 par le représentant de la Bolivie

Déclarations des représentants de la Tchécoslovaquie, de la Zambie, de l'Afghanistan et du Cameroun

100ème séance :

Rapports d'activités

Déclarations des Présidents du Sous-Comité I, du Groupe de travail plénier du Sous-Comité II et du Sous-Comité III

Déclarations d'ordre général

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique, de Singapour, de l'Islande, du Mexique, de l'Australie et de la Colombie, du représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des représentants du Canada, du Pérou, du Chili et du Pakistan

101ème séance :

Déclarations d'ordre général

Déclarations des représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie, de la Colombie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Pologne

Adoption du rapport du sous-Comité III (A/AC.138/96)

Présentation du document A/AC.138/SC.III/L.56 par le représentant du Canada

102ème séance :

Adoption du rapport du Sous-Comité I (A/AC.138/94 et Add.1)

103ème séance :

Adoption du rapport du Sous-Comité II (A/AC.138/95)

104ème séance :

Examen et adoption du projet de rapport du Comité (A/AC.138/L.14)

Clôture de la session

Déclaration du Président

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
